



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Préfecture
Direction des politiques interministérielles
Bureau de la coordination

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DÉLÉGATION DE SIGNATURE

RECUEIL SPÉCIAL n° 12 – 9 février 2015

Le Recueil des Actes Administratifs sous sa forme intégrale est consultable en Préfecture, dans les Sous-Préfectures ainsi que sur le site Internet de la Préfecture (www.pas-de-calais.gouv.fr)

| | |
|--|----------|
| DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES..... | 4 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-05 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Xavier CZERWINSKI, Secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale..... | 4 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-06 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, Directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais..... | 4 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-08 INT en date du 9 février 2015 prévoyant les permanences des membres du corps préfectoral..... | 6 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-09 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Benoît READY, Adjoint au directeur du cabinet, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 7 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-10 INT en date du 9 février 2015 prévoyant les permanences des cadres du cabinet..... | 8 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-11 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Francis MANIER, directeur de la citoyenneté et des libertés publiques ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 9 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-12 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Vincent RENON, directeur des politiques interministérielles par intérim ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 15 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-13 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Stéphane VERBEKE, directeur des collectivités locales, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 18 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-14 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jérôme COLLAS, Directeur des ressources humaines et des moyens, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 22 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 portant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des dépenses par le centre de services partagés régional Chorus de la Préfecture du Nord..... | 24 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 portant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des dépenses par les référents départementaux Chorus-Formulaire module Communication de la préfecture du Pas-de-Calais..... | 25 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-10-15 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Patrice SELLIER, Chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 26 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-11-16 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Nicolas HONORÉ, sous-préfet de Béthune, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 26 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-11-17 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Boulogne-sur-Mer, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 29 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-11-18 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 32 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-11-18 bis INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, en matière de demande d'asile..... | 35 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-11-19 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens, ainsi qu'aux fonctionnaires placés sous son autorité..... | 35 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-11-20 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Boulogne sur Mer, en qualité de sous-préfet de Montreuil sur Mer par intérim, ainsi qu'aux fonctionnaires placés sous son autorité..... | 38 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-11-21 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Christian ABRARD, sous-préfet de Saint-Omer, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité..... | 41 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-60-22 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Matthieu DEWAS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais..... | 43 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-40-23 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Serge SZARZYNSKI, Directeur départemental de la cohésion sociale du Pas-de-Calais..... | 60 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-50-24 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jacques PASTEZEUR, Directeur Départemental de la Protection des Populations du Pas-de-Calais..... | 62 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-15-25 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature au Colonel Vincent BEREZIAT, Commandant le groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais..... | 63 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-18-26 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature au Colonel Laurent MOREAU, Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Pas-de-Calais..... | 63 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-14-27 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. François ANGELINI, Directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais..... | 64 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-13-28 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Renaud BERNHARDT, Directeur départemental de la police aux frontières du Pas-de-Calais..... | 64 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-26-29 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Lionel GALLOIS, Directeur des archives départementales du Pas-de-Calais..... | 65 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-31-30 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Fanny BOURDET, directrice du service départemental des anciens combattants et victimes de guerre du Pas-de-Calais..... | 65 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-56-31 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Benoît DEMEULEMEESTER, Directeur Départemental des Finances Publiques du Pas-de-Calais par intérim..... | 66 |

| | |
|--|----|
| Arrêté préfectoral n° 2015-22-32 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Guy CHARLOT, Directeur académique des services de l'éducation nationale du Pas-de-Calais..... | 67 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-65-33 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Isabelle DERVILLE, chargée de l'intérim de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du NORD – PAS-de-CALAIS..... | 67 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 portant désignation de Mme Isabelle DERVILLE, chargée de l'intérim de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais, en qualité d'experte pour les essais et épreuves avant mise en exploitation des canalisations de gaz combustible..... | 75 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 portant désignation de Mme Isabelle DERVILLE, chargée de l'intérim de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais, en qualité d'expert pour le contrôle des épreuves à pression..... | 75 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-78-34 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. François Xavier DELEBARRE, Directeur Interdépartemental des Routes Nord..... | 76 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-90-35 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. le Dr Jean-Yves GRALL, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord Pas-de-Calais..... | 78 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-95-36 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Didier MONTCHAMP, Préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du Préfet de la région Nord-Pas de Calais, Préfet de zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord..... | 80 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-79-38 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jean-Pierre DEFRESNE, Chef du service de la navigation Nord / Pas-de-Calais..... | 80 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-75-39 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jean-François BÉNÉVISE, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord Pas-de-Calais..... | 82 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-23-40 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'Académie de Lille..... | 85 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-80-41 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Marie-Christiane de La Conté, Directrice régionale des affaires culturelles du Nord / Pas-de-Calais..... | 86 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-77-42 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Lucette LASSERRE, Directrice de la sécurité de l'aviation civile Nord..... | 87 |
| Arrêté préfectoral n° 2015-85-43 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. André BOUVET, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale du Nord / Pas-de-Calais..... | 88 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Matthieu DEWAS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes publiques..... | 88 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jacques PASTEZEUR, directeur départemental de la Protection des Populations du Pas-de-Calais, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes publiques..... | 89 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Serge SZARZYNSKI, Directeur départemental de la cohésion sociale du Pas-de-Calais, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et recettes publiques..... | 90 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. François ANGELINI, Directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes publiques..... | 91 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Andrée AMMIRATI, administratrice générale des finances publiques, Directrice du pôle pilotage et ressources, en matière d'ordonnancement secondaire..... | 91 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Matthieu DEWAS, Directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, et à M. Stéphane COUDERT, Directeur du centre d'études techniques de l'équipement Nord Picardie, en matière d'ingénierie publique..... | 92 |
| Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Matthieu DEWAS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais au nom du pouvoir adjudicateur..... | 93 |

DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DE LA COORDINATION

- Arrêté préfectoral n° 2015-10-05 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Xavier CZERWINSKI, Secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale

Article 1er - Délégation est donnée à M. Xavier CZERWINSKI, sous-préfet chargé de mission, en qualité de secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale, à l'effet de signer toute décision ou tout document relatifs à l'exercice de ses attributions en matière de cohésion sociale notamment au sens de la loi du 18 janvier 2005 et de l'article L 2334-41 instituant la dotation de développement urbain.

Article 2 – Délégation est donnée à M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale, pour délivrer l'agrément au Prêt Locatif Aidé d'Intégration pour l'arrondissement d'Arras.

Article 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale, la délégation de signature qui lui est accordée par les articles 1 et 2 du présent arrêté est exercée par Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet.

Article 4 - Délégation est donnée à M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale, à l'effet de :

signer tout engagement sur les crédits qui lui sont subdélégués au titre des charges de fonctionnement du programme 147« Politique de la ville »,
viser, pour attester du service fait, toute facture imputée sur les crédits qui lui sont subdélégués.

Article 5 - Délégation est donnée à M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale, à l'effet de :

décider, par la validation des expressions de besoins, de l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement de sa résidence et imputés sur le programme 307 "Administration Territoriale"
constater le service fait des travaux, prestations et fournitures exécutés pour le compte de la résidence.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale et la sous-préfète, directrice de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-10-06 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, Directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais

Article 1er - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, pour toute décision concernant les personnes dont les troubles mentaux compromettent l'ordre public ou la sécurité des personnes et notamment les arrêtés relatifs aux hospitalisations sous contrainte prévues dans le code de la santé publique ainsi que pour les décisions relatives aux gardes médicales et à la continuité des soins dans le département.

Article 2 - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, pour les décisions d'attribution ou de rejet des cartes de stationnement des personnes handicapées (CSPH), instruites par le service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Article 3 - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet, à l'effet de :

signer les expressions de besoins relatives à l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement des services du cabinet et de sa résidence et imputés sur le programme 307 "Administration Territoriale"
constater le service fait pour les prestations, fournitures et travaux exécutés pour le compte de la résidence.

Délégation lui est également donnée à l'effet de signer les mandats, ordres de paiement et ordres de reversement relatifs aux concours octroyés aux communes et groupements de communes du Pas-de-Calais au titre du Fonds en faveur des communes ou de leurs groupements pour le déploiement du PV électronique COL 5401000.

Article 4 - Délégation est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet, à l'effet de :

1) sécurité routière

décider de la programmation et de l'engagement des crédits alloués au département sur le programme 207 au titre du Plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR)

signer les arrêtés attributifs de subvention et expressions de besoin correspondants.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Béatrice STEFFAN, directrice de cabinet, cette délégation de signature est exercée par Mme Isabelle ISAERT, chef du bureau de la sécurité et de la prévention de la délinquance, en sa qualité de coordinatrice sécurité routière dans la limite de 1 000 euros.

2) mission interministérielle de lutte contre les drogues et les toxicomanies

- signer les actes d'utilisation des crédits imputés sur le centre financier 0129-CAVC-PR62 au titre de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA).

Article 5 - Délégation de signature est donnée dans le département du Pas-de-Calais à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet, pour toutes les matières relevant du service interministériel de défense et de protection civiles et notamment les arrêtés, actes et décisions énumérés ci après :

- toutes correspondances courantes relevant des thématiques défense et protection civiles ;

1 - Organisation Opérationnelle et Défense

1.1 - Organisation opérationnelle

- approbation des dispositions générales et des dispositions spécifiques ORSEC ;
- décisions portant déclenchement et levée des dispositions générales et des dispositions spécifiques ORSEC ;
- décisions de demandes de concours et arrêtés de réquisitions de moyens privés ou publics ;

1.2 – Défense

- décisions d'habilitation au confidentiel et au secret défense ;
- approbation des plans de défense, des plans particuliers de protection et des plans de protection externes des points d'importance vitale ;
- arrêtés de déclenchement et levée de plans de défense au niveau départemental

2 - Risques majeurs et catastrophes naturelles

- arrêtés relatifs à la composition et au fonctionnement de la commission départementale des risques naturels majeurs (CDRNM) et du conseil départemental de sécurité civile (CDSC).

Article 6 - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, pour les arrêtés, actes et décisions relevant des attributions du service départemental d'incendie et de secours du Pas-de-Calais (S.D.I.S) et des sapeurs-pompiers qui y sont rattachés et notamment :

- les décisions concernant le déroulement de carrières : nomination, promotion, cessation ou prolongation d'activité, honorariat..., des officiers de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, y compris du service de santé, et chefs de corps non officiers :

- avis pour les officiers supérieurs,
- arrêtés (conjoint) pour les officiers subalternes de sapeurs-pompiers et chefs de corps non officiers,
- notation (conjointe) - chiffrée et appréciation - des officiers de sapeurs-pompiers professionnels,

- les arrêtés relatifs à la composition et au fonctionnement de l'observatoire départemental du volontariat des sapeurs-pompiers
- les arrêtés de dissolution des corps communaux ou intercommunaux classés centres de première intervention
- les propositions de dissolution du corps départemental
- les arrêtés conjoints d'intégration des officiers sapeurs-pompiers au corps départemental
- les arrêtés de composition des commissions consultatives du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- les arrêtés portant agrément de médecins de sapeurs-pompiers à délivrer des certificats relatifs à l'obtention ou la prorogation de certaines catégories de permis de conduire pour les sapeurs-pompiers
- les arrêtés de constitution de jurys d'examen
- les diplômes de sapeurs-pompiers

Article 7 - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, dans les matières intéressant la direction et le contrôle des services de police ainsi que la coordination opérationnelle de l'ensemble des forces participant à la sécurité dans le département du Pas-de-Calais.

Article 8 - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, pour les actes et décisions dans les domaines suivants :

1 - Maintien du bon ordre, de la sûreté et de la tranquillité publique en application des articles L. 2212-1, 2213-1, 2214-4, 2215-1, 2215-2, 2215-3, 2215-4 et 2215-5 du code général des collectivités territoriales notamment

2 - Interdiction des manifestations sur la voie publique (articles L 211-1 à L 211-4 du code de la sécurité intérieure)

3 - Réquisition des forces de gendarmerie en application des dispositions du code de la défense

4 - Réquisition des forces armées en vue de leur participation au maintien de l'ordre

5 - Ordre de consigne et d'utilisation des compagnies républicaines de sécurité installées dans le département

6 - Décisions relatives aux recours pour dommages causés par le refus de prêter le concours de la force publique (à l'exclusion de l'engagement financier de l'indemnisation)

7- Sécurité des transports de fonds.

Article 9 - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, dans les matières et pour les actes concernant :

1 - a Décisions relatives aux mises en demeure de quitter les lieux en cas de stationnement illicite de résidences mobiles (loi n° 2000-614 du 05 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage modifiée et circulaire NOR/INT/D/07/00080/C du 10 juillet 2007), en ce qui concerne l'arrondissement d'Arras

1 – b Décisions relatives aux demandes de concours de la force publique dans le cadre de la procédure d'évacuation forcée des occupants illicites d'un terrain en ce qui concerne l'arrondissement d'Arras.

Article 10 - Délégation de signature est également donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, pour l'ensemble du département, dans les matières et pour les actes concernant la police générale, et notamment :

- 1 – Surveillance des détenus hospitalisés (article D 291 du Code de procédure pénale) ;
- 2 - Délivrance des permis de visite aux détenus condamnés hospitalisés (article D403 du code de procédure pénale) ;
- 3 - Avis pour l'agrément des visiteurs de prison (article D 473 du code de procédure pénale), des médecins (article D 386-1 du code de procédure pénale) et des prestataires de service ;
- 4 - Avis sur les extractions de détenus appelés à comparaître devant des juridictions ou des organismes d'ordre administratif en vertu de l'article D 316 du code de procédure pénale et délivrance des autorisations de séjour.

Article 11 - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, pour les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents concernant la prévention de la délinquance, et notamment :

- sécurité routière, débits de boissons, casinos, vidéoprotection, nuisances sonores, dispositifs et suivi en matière de délinquance, Etat Major, Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD), CISP/CLSPD/CLS, Mission Interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), lutte contre la fraude.

Article 12 - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, pour les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents concernant les activités réglementaires de sécurité et établissements recevant du public, et notamment :

- autorisation d'acquisition, de détention, de port et de vente d'armes, polices municipales, établissements recevant du public (ERP) et sécurité incendie, secourisme, artifices de divertissement, activités privées de sécurité, chiens dangereux.

Article 13 - Délégation est donnée à Mme Béatrice STEFFAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, à l'effet de signer :

- les actes et tous documents dans les matières relevant des services rattachés au cabinet.

Article 14 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Béatrice STEFFAN, la délégation de signature qui lui est accordée par le présent arrêté est exercée par M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale.

Article 15 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète, directrice de cabinet et le secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-10-08 INT en date du 9 février 2015 prévoyant les permanences des membres du corps préfectoral

Article 1er : Lorsqu'ils assurent les permanences des membres du corps préfectoral :

M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale,
Mme Béatrice STEFFAN, directrice de cabinet,
M. Nicolas HONORÉ, sous-préfet de Béthune,
M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Boulogne-sur-Mer,
M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais,
M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens,
M. Christian ABRARD, sous-préfet de Saint-Omer

ont une délégation de signature dans les domaines suivants sur l'ensemble du territoire départemental :

- 1) Arrêtés d'hospitalisation sous contrainte à la demande du représentant de l'Etat
- 2) Suspension provisoire du permis de conduire

arrêtés de suspension provisoire immédiate du permis de conduire,
arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale d'un an en application des articles L 224-1, alinéa 6, et L 224-2, alinéas 5 et 6, du code de la route

- 3) Procédure d'éloignement d'un ressortissant étranger

décisions relatives aux obligations de quitter le territoire français avec ou sans délai de départ volontaire
décisions relatives aux mesures d'éloignement prévues aux articles L. 531-1 et suivants et à l'article L. 533-1 du CESEDA
décisions de placement en rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de cinq jours
requêtes auprès du juge des libertés et de la détention compétent aux fins d'une prolongation de la rétention quand un délai de cinq jours s'est écoulé depuis la décision de placement en rétention
arrêtés fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement
réquisition de la force publique pour conduite par véhicule du ou des ressortissants (police ou gendarmerie)
décisions relatives aux interdictions de retour sur le territoire français

- 4) Demande d'asile

- autorisation provisoire de séjour prévue au premier alinéa de l'article R 742-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile pour l'arrondissement de Calais

- refus d'admission au séjour dans les cas prévus à l'article L 741-4 du même code pour l'arrondissement de Calais

5) Extraction des détenus : réquisition de la force publique pour escorte

6) Autorisations de transport de corps, après mise en bière, en dehors du territoire métropolitain

7) Autorisations de transports exceptionnels

8) Exercice du pouvoir de substitution pour l'application des mesures concernant les animaux dangereux et errants (articles L 211-11 et suivants du code rural).

Article 2 : Délégation de signature leur est également accordée pour toute décision nécessitée par une situation d'urgence.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale, la sous-préfète, directrice de cabinet, les sous-préfets de Béthune, de Boulogne-sur-Mer, de Calais, de Lens, et de Saint-Omer sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-10-09 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Benoît READY, Adjoint au directeur du cabinet, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er : Délégation est donnée à M. Benoît READY, adjoint au directeur du cabinet, à l'effet de signer :

les documents et toutes correspondances afférents aux cartes professionnelles liées aux activités privées de sécurité notamment les arrêtés portant attribution d'un numéro de carte professionnelle, les décisions d'autorisations préalables et provisoires, refus et retrait de carte professionnelle ;

les prescriptions d'escorte et/ou de garde des détenus hospitalisés par les services de police ou de gendarmerie

les dérogations aux délais légaux de communicabilité des archives publiques du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales ;

les récépissés de déclaration de manifestations sur la voie publique ;

les attestations de dépôt d'actes des huissiers de justice ;

demande de mise à disposition des forces mobiles ;

les décisions d'autorisation d'installation des systèmes de vidéosurveillance ;

les armes :

autorisations d'acquisition et de détention d'armes, abrogations

cartes européennes d'armes à feu

présidence des jurys notamment dans le cadre du recrutement des adjoints de sécurité

présidence des commissions et visites de sécurité et d'accessibilité

toutes correspondances courantes relevant des services du cabinet.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît READY, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1er du présent arrêté est exercée par M. Cédric DUPOND, Mme Isabelle ISAERT et M. Steve BARBET, chacun dans les domaines relevant de ses compétences.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Benoît READY, adjoint au directeur du cabinet, à l'effet de :

signer les expressions de besoins relatives à l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement des services administratifs du cabinet et imputés sur le programme 307 "Administration Territoriale" sur le service prescripteur Cabinet Pas-de-Calais.

constater le service fait pour les prestations et fournitures exécutées pour le compte des services administratifs du cabinet.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Béatrice STEFFAN, directrice de cabinet, et de M. Benoît READY, cette délégation de signature est exercée par M. Cédric DUPOND, Mme Isabelle ISAERT et M. Steve BARBET, chacun dans les domaines relevant de ses compétences et dans la limite de 1 000 euros.

Article 3 : Délégation est donnée à Mme Rachel VERMESSE, adjointe au chef du bureau du cabinet, à l'effet de signer :

les prescriptions d'escorte et/ou de garde des détenus hospitalisés par les services de police ou de gendarmerie

les attestations de dépôt d'actes d'huissiers de justice

présidence des jurys notamment dans le cadre du recrutement des adjoints de sécurité

présidence des commissions et visites de sécurité et d'accessibilité en cas d'indisponibilité du chef des services du cabinet

les pièces annexes, actes et tous documents dans toutes les matières relevant des services placés sous son autorité et notamment celles concernant les procès-verbaux de recensement et de contrôle du matériel et les procès-verbaux des commissions dont la présidence effective est assurée par elle-même

toutes correspondances courantes relevant des services du cabinet.

Article 4 : Délégation est donnée à Mme Isabelle ISAERT, chef du bureau de la sécurité et de la prévention de la délinquance, à l'effet de signer :

Tous actes, documents et correspondances courantes relevant des services placés sous son autorité et concernant :

-
- 1) les activités réglementaires (armes, police municipale, chiens dangereux, débits de boissons, casinos, vidéoprotection, interdictions de stade, convoyeurs de fonds,
 - 2) la prévention de la délinquance
 - 3) la sécurité routière

ainsi que la présidence des jurys du recrutement des services civiques.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle ISAERT, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 4 du présent arrêté est exercée par Mme Isabelle DEBARGE, adjointe au chef du bureau de la sécurité et de la prévention de la délinquance.

Article 5 : Délégation est donnée à Mme Martine DESRUELLES, adjointe administratif de 1ère classe, à l'effet de valider dans NEMO l'utilisation des crédits imputés sur le centre financier 0207-NORP-PR62 au titre du Plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR) et constater le service fait pour les prestations et actions correspondantes.

Délégation est donnée à Mesdames Isabelle THOTHE, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, Fatima AMROUNE, adjointe administrative et Mme Caroline DEWAELES, secrétaire administrative, à l'effet de valider dans CPWIN (subventions et prestations) et GISPRO l'utilisation des crédits imputés à l'ACSE au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) et valider dans NEMO l'utilisation des crédits imputés sur le centre financier 0129-CAVC-DP62 au titre de la Mission Interministérielle de Lutte contre les conduites addictives (MILDECA).

Article 6 : Délégation est donnée à M. Francesco PATRIGNANI, secrétaire administratif, à l'effet de signer les actes n'ayant pas de caractère décisionnel relevant de la section activités réglementaires à savoir :

- consultation du fichier OPSY de l'ARS
- réclamations de pièces manquantes, bordereaux de transmission de documents signés.
- récépissés de déclaration et d'enregistrement des armes de catégorie C et D

Article 7 : Délégation est donnée à M. Steve BARBET, chef du bureau de la communication interministérielle, à l'effet de signer :

toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau.

Article 8 : Délégation est donnée à M. Cédric DUPOND, chef du service interministériel de défense et de protection civiles, à l'effet de signer :

les pièces annexes, actes et tous documents dans toutes les matières et notamment celles concernant :

a) les procès-verbaux de recensement et de contrôle du matériel et les procès-verbaux des commissions dont la présidence effective est assurée par lui-même,

b) les agréments de sociétés de gardiennage (pour les dossiers en cours) : autorisations des entreprises et services exerçant une activité privée de sécurité tous courriers liés au recrutement des agents de sécurité privée

c) les établissements recevant du public

d) la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

e) les spectacles pyrotechniques,

tous documents concernant les liens transmanche,

toutes correspondances courantes relevant de la compétence du service interministériel de défense et de protection civiles.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cédric DUPOND, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1er du présent arrêté est exercée par M. Franck BERTHEZ, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civiles.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Cédric DUPOND et de M. Franck BERTHEZ, délégation de signature est accordée à M. Richard CZAPLA et Mme Sophie BEAUSSART, pour signer toutes correspondances courantes en matière :

d'établissements recevant du public
de spectacles pyrotechniques.

Article 9 : Délégation est donnée à Mme Alicia PRZYBYLAK, attachée d'administration, chargée de mission activités transmanche, ERP et gestion de crises, à l'effet de signer toutes correspondances courantes relevant de sa mission.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-10-10 INT en date du 9 février 2015 prévoyant les permanences des cadres du cabinet

Article 1er : Délégation est donnée à M. Benoît READY, adjoint au directeur du cabinet, M. Cédric DUPOND, chef du service interministériel de défense et de protection civiles, Mme Isabelle ISAERT, chef du bureau de la sécurité et de la prévention de la délinquance par intérim, M. Steve BARBET, chef du bureau de la communication interministérielle, Mme Alicia PRZYBYLAK, chargée de mission activités transmanche, ERP et gestion de crises, M. Franck BERTHEZ, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civiles, Mme Isabelle DEBARGE, adjointe au chef du bureau de la sécurité et de la prévention de la délinquance, Mme Sandrine LEFORT et Mme Sophie BEAUSSART à l'effet de signer toutes correspondances courantes dans le cadre des permanences des cadres du cabinet.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et la sous-préfète, directrice de cabinet sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-10-11 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Francis MANIER, directeur de la citoyenneté et des libertés publiques ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er - Délégation est donnée à Francis MANIER, directeur de la citoyenneté et des libertés publiques, à l'effet de signer les :

1°) en ce qui concerne le bureau de l'immigration et de l'intégration

1.1 - section accueil et intégration

- titres de voyages pour réfugiés et visa de retour
- décisions relatives aux droits au séjour sur le territoire français et aux titres de séjour
- titres de circulation pour étrangers mineurs résidant en France
- cartes de séjour d'étrangers
- certificats de résidence algériens
- autorisations provisoires de séjour
- refus de délivrance d'autorisations provisoires de séjour
- récépissés de première demande ou de renouvellement de titre de séjour
- sauf-conduits
- cartes de commerçants et d'artisans étrangers
- tous documents relatifs à la lutte contre le travail illégal
- attestations de remise de titre de séjour d'étrangers quittant définitivement la France
- autorisations de regroupement familial
- avis sur les demandes de mention « Morts pour la France »
- visas et prolongations de visas
- refus de prolongation de visa
- prolongation de visa et visas DOM-TOM
- inscriptions au fichier des personnes recherchées
- décisions relatives aux demandes de regroupement familial (si positives)
- réponses aux recours gracieux
- lettres de saisine au procureur
- réponses aux interventions des particuliers
- certifications des déclarations prévues à l'article 2 de l'accord franco-algérien du 11 octobre 1983
- autorisations de sortie du territoire français pour les mineurs étrangers participant à des voyages scolaires

1.2 - section éloignement

- requêtes aux tribunaux de grande instance pour prolongations de rétention administrative prévues à l'article L 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
- requêtes aux tribunaux de grande instance pour prorogations de rétention administrative prévues à l'article L 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
- mémoires en défense devant les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel dans le cadre du contentieux étrangers
- mémoires en défense devant les tribunaux de grande instance et les cours d'appel dans le cadre du contentieux étrangers
- requêtes en appel devant les cours administratives d'appel et les cours d'appel dans le cadre du contentieux étrangers
- courriers de transmission des mémoires en défense ou des requêtes en appel auprès des juridictions administratives et judiciaires
- arrêtés de reconduite à la frontière des ressortissants étrangers
- inscriptions au fichier des personnes recherchées
- arrêtés d'abrogation
- arrêtés de concordance
- laissez-passer « Dublin »
- laissez-passer européens
- lettres aux ambassades de demande de « laissez-passer consulaires »
- réponses aux recours gracieux
- réponses aux interventions des particuliers
- décisions relatives aux droits au séjour sur le territoire français et aux titres de séjour
- décisions relatives aux obligations de quitter le territoire français avec ou sans délai de départ volontaire
- arrêtés fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement
- décisions de placement en rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de 5 jours
- décisions relatives aux mesures d'éloignement prévues aux articles L 531-1 et suivants et L 533-1 du CESEDA
- décisions relatives aux interdictions de retour sur le territoire français
- décisions d'assignation à résidence
- autorisation provisoire de séjour prévue au premier alinéa de l'article R 742-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile pour l'arrondissement de Calais
- refus d'admission au séjour dans les cas prévus à l'article L 741-4 du même code pour l'arrondissement de Calais

1.3 - section naturalisations

recueils de la manifestation de volonté d'acquérir la nationalité française et justificatifs
demandes d'enquêtes SRPJ dans le cadre des demandes de naturalisations
tous imprimés, attestations, certificats, récépissés dans le cadre de la procédure d'acquisition de la nationalité française
rapports relatifs aux demandes de naturalisation par mariage (si positifs)

2°) en ce qui concerne le bureau de la circulation

2.1 - réglementation des véhicules

- tous récépissés, reçus et attestations relatifs aux immatriculations

2.2 - droits à conduire

- permis de conduire
- certificats d'aptitude médicale à la conduite des voitures d'ambulance et véhicules affectés aux opérations de ramassage scolaire
- récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul – formulaire référence 44 (articles L 223-5 et R 223-3 modifiés du code de la route)
- récépissés de déclaration de perte de permis de conduire
- reconstitution partielle de points du permis de conduire - formulaire référence 47 (articles L 223-6 et R 223-8 du code de la route)
- mesures administratives consécutives à un examen médical – référence 61
- arrêtés composant les commissions médicales
- convocations aux commissions médicales primaires et d'appel
- arrêtés agréant les médecins sapeurs-pompiers pour les visites subies par les conducteurs des véhicules du service départemental d'incendie et de secours
- arrêtés d'immobilisation et de mise en fourrière à titre provisoire d'un véhicule
- autorisations définitives de sortie d'un véhicule mis en fourrière sur décision du Préfet
- arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale d'un an en application des articles L 224-1, alinéa 6, et L 224-2, alinéas 5 et 6, du code de la route.

2.3 - professions réglementées

- arrêtés portant agrément d'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière
- cartes de conducteur et d'exploitants de taxis et de voitures de petite remise ainsi que de conducteur de véhicules motorisés à deux ou trois roues utilisés pour le transport à titre onéreux de personnes
- certificats d'aptitude professionnelle et pédagogique de moniteurs d'auto-école
- certificats d'aptitude à la conduite des voitures de tourisme avec chauffeur et à la profession d'entrepreneur de véhicules de tourisme avec chauffeur
- arrêtés agréant les centres de récupération de points prévus par les articles L223-6 et R223-5 du code de la route
- arrêtés agréant les centres de tests psychotechniques prévus par l'article R224-22 du code de la route
- toutes décisions concernant les centres de contrôle technique de véhicules et leurs contrôleurs
- autorisations d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière
- conventions nécessaires à l'habilitation des établissements d'enseignement à la conduite automobile (EECA) et des centres de sensibilisation à la sécurité routière (CSSR) dans FAETON et à la remise des numérisateurs.

2.4 - manifestations sportives

- arrêtés d'autorisation de courses automobiles, motocyclistes, cyclistes et pédestres
- récépissés de déclaration de manifestations sportives sur route

2.5 - autres domaines de compétences

- procès-verbaux de réquisition par les forces de l'ordre dans le cadre des attributions du bureau de la circulation
- actes de subrogation relatifs à l'indemnisation des gardiens de fourrière.

3°) en ce qui concerne le bureau des élections et de la citoyenneté

3.1 – élections et associations

récépissés des déclarations de candidatures à toutes élections
tous documents électoraux imputés sur les lignes budgétaires se rapportant aux élections politiques, professionnelles et sociales
tous documents relatifs aux cartes d'identité des élus et à l'honorariat des élus, à l'exception des décisions
correspondances, récépissés de déclaration, de constitution, de modification ou de dissolution d'associations régies par la loi de 1901 et l'ordonnance du 1er juillet 2004
décisions, notifications, correspondances, récépissés, les visas des pièces annexes, actes et tous documents concernant les budgets, comptes administratifs et délibérations de toute nature des associations syndicales autorisées
tous documents relatifs à l'agrément et à l'habilitation environnement des associations régies par la loi du 1er juillet 1901, à l'exception des décisions
tous documents relatifs aux agréments assistance, bienfaisance, recherche scientifique ou médicale des associations régies par la loi du 1er juillet 1901, à l'exception des décisions
correspondances, récépissés de déclaration de constitution, de modification ou de dissolution des associations syndicales libres
correspondances, récépissés de déclaration de constitution, de modification ou de dissolution des fonds de dotation
tous documents relatifs aux congrégations, fondations d'utilité publique, associations d'utilité publique, à l'exception des décisions
tous documents relatifs aux dons et legs et aux appels à la générosité publique, à l'exception des décisions
dispositions relatives aux jurés d'assises

3.2 – réglementation

- récépissés de déclaration de foyer d'hébergement collectif
- récépissés de déclaration d'exercice de l'activité de vente ou d'échange d'objets mobiliers
- livrets spéciaux de circulation, livrets de circulation,
- attestations provisoires dans le domaine des titres de circulation
- cartes professionnelles des agents immobiliers et d'administrateurs de biens
- autorisations de galas de boxe
- récépissés de dépôt des demandes d'autorisation d'organiser une manifestation aérienne

-
- tous documents relatifs à la réglementation aéronautique, à l'exception des décisions
 - autorisations de transport de corps à l'étranger
 - autorisations de transport de cendres à l'étranger
 - autorisations de crémation en dehors des délais prévus à l'article R 2213-35 du code général des collectivités territoriales
 - autorisations d'inhumation en dehors des délais prévus à l'article R 2213-33 du code général des collectivités territoriales
 - arrêtés de classement de tourisme et tous documents relatifs au tourisme à l'exception des décisions
 - attestation de délivrance d'un permis de chasser
 - tous documents relatifs aux attributions liées à la réglementation économique n'impliquant pas de décisions
 - récépissés de déclaration de vente en liquidation
 - habilitations dans le domaine funéraire prévues à l'article L 2223-23 du code général des collectivités territoriales ainsi que tous documents liés à l'immobilier funéraire
 - toutes correspondances relatives aux loteries, à l'exception des décisions
 - récépissés de déclarations de vente de supports de jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1993 autorisant la création de la Loterie Nationale
 - arrêtés autorisant l'organisation de bourses aux armes dans le cadre d'une vente au déballage
 - récépissés de déclaration de soldes complémentaires
 - titre de maître restaurateur, à l'exception des décisions
 - cartes de guide conférencier, à l'exception des décisions
 - déclarations de ball-traps
 - agrément de gardes particuliers, gardes chasse et gardes pêches
 - agrément reconnaissant l'aptitude technique des gardes particuliers, gardes chasse et gardes pêches
 - abrogation des agréments de gardes particuliers, gardes chasse et gardes pêches

4°) en ce qui concerne le bureau des titres d'identité

- passeports et attestations de remise de passeports
- cartes nationales d'identité
- annulations des cartes nationales d'identité
- documents relatifs à des oppositions à sortie de territoire

et d'une manière générale, s'agissant des attributions relevant de sa direction, signer toutes correspondances courantes relevant de la compétence de la direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis MANIER, directeur de la citoyenneté et des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté est exercée par M. Jacques SERGENT, adjoint au directeur, ou par M. Johann KNOP, chef du bureau de l'immigration et de l'intégration, ou par M. Pascal SICOT, chef du bureau de la circulation, ou par M. Christophe PUCHOIS, chef du bureau des élections et de la citoyenneté, ou par Mme Delphine BONNEL, chef du bureau des titres d'identité.

Article 2 : Délégation est également donnée à M. Francis MANIER, directeur de la citoyenneté et des libertés publiques, à l'effet de signer les lettres de réponse dans le cadre de la consultation du fichier judiciaire national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) pour les collectivités territoriales.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis MANIER, directeur de la citoyenneté et des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est accordée par le présent arrêté est exercée par M. Jacques SERGENT, adjoint au directeur.

Article 3 : Délégation est donnée à M. Johann KNOP, chef du bureau de l'immigration et de l'intégration, à l'effet de signer les :

3.1 - Section accueil et intégration

- inscriptions au fichier des personnes recherchées
- titres de voyages pour réfugiés et visa de retour
- décisions relatives aux droits au séjour sur le territoire français et aux titres de séjour
- titres de circulation pour étrangers mineurs résidant en France
- cartes de séjour d'étrangers
- certificats de résidence algériens
- autorisations provisoires de séjour
- refus de délivrance d'autorisations provisoires de séjour
- récépissés de première demande ou de renouvellement de titres de séjour
- décisions relatives aux demandes de délivrance de titres de séjour
- sauf-conduits
- cartes de commerçants ou d'artisans étrangers
- attestations de remise de titre de séjour d'étranger quittant définitivement la France
- autorisations de regroupement familial
- visas et prolongations de visas
- refus de prolongation de visas
- prolongation de visa et visas DOM-TOM
- tous imprimés, attestations, certificats, récépissés dans le cadre de la procédure d'acquisition de la nationalité française
- réponses aux recours gracieux
- réponses aux interventions des particuliers
- toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau
- certifications des déclarations prévues à l'article 2 de l'accord franco-algérien du 11 octobre 1983
- autorisations de sortie du territoire français pour les mineurs étrangers participant à des voyages scolaires

3.2 - Section éloignement

- requêtes aux tribunaux de grande instance pour prolongations de rétention administrative prévues à l'article L 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
- requêtes aux tribunaux de grande instance pour prorogations de rétention administrative prévues à l'article L 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
- mémoires en défense devant les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel dans le cadre du contentieux étrangers

- mémoires en défense devant les tribunaux de grande instance et les cours d'appel dans le cadre du contentieux étrangers
- requêtes en appel auprès des cours administratives d'appel et des cours d'appel dans le cadre du contentieux étrangers
- courriers de transmission des mémoires en défense ou des requêtes en appel auprès des juridictions administratives et judiciaires
- inscriptions au fichier des personnes recherchées
- laissez-passer « Dublin »
- laissez-passer européens
- lettres aux ambassades de demande de « laissez-passer consulaires »
- réponses aux interventions des particuliers
- toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau
- décisions relatives aux droits au séjour sur le territoire français et aux titres de séjour
- décisions relatives aux obligations de quitter le territoire français avec ou sans délai de départ volontaire
- arrêtés fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement
- décisions de placement en rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de 5 jours
- décisions relatives aux mesures d'éloignement prévues aux articles L 531-1 et suivants et L 533-1 du CESEDA
- décisions relatives aux interdictions de retour sur le territoire français
- décisions d'assignation à résidence
- autorisation provisoire de séjour prévue au premier alinéa de l'article R 742-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile pour l'arrondissement de Calais
- refus d'admission au séjour dans les cas prévus à l'article L 741-4 du même code pour l'arrondissement de Calais

3.3 - Section naturalisations

- recueils de la manifestation de volonté d'acquérir la nationalité française et justificatifs
- demandes d'enquêtes SRPJ dans le cadre des demandes de naturalisations
- tous imprimés, attestations, certificats, récépissés dans le cadre de la procédure d'acquisition de la nationalité française
- rapports relatifs aux demandes de naturalisation par mariage (si positifs)

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Johann KNOP, chef du bureau de l'immigration et de l'intégration, la délégation de signature qui lui est accordée par le présent arrêté est exercée par Mme Corinne GEORG, attachée, adjointe au chef de bureau.

Article 4 : Délégation est donnée à M. Samuel KRETOWICZ, chef de la section accueil et intégration, à l'effet de signer les :

autorisations provisoires de séjour
 récépissés de première demande ou de renouvellement de titres de séjour
 toutes correspondances portant sur la réclamation de pièces nécessaires à la constitution de dossiers en vue de la délivrance de titres de séjour
 titres de voyage
 prolongations de visas et visas DOM-TOM
 attestations de remise de titre de séjour d'étranger quittant définitivement la France
 certifications des déclarations prévues à l'article 2 de l'accord franco-algérien du 11 octobre 1983
 autorisations de sortie du territoire français pour les mineurs étrangers participant à des voyages scolaires

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Samuel KRETOWICZ, la délégation de signature qui lui est accordée par le présent arrêté est exercée par Mmes Claudine LAINÉ, Béatrice DOOREMONT et Anne TILLY-RAGUES et M. Arnaud MARTEL.

Article 5 : Délégation est donnée à Mmes Claudine LAINÉ et Béatrice DOOREMONT et Anne TILLY-RAGUES et M. Arnaud MARTEL, secrétaires administratifs de classe normale, à l'effet de signer les :

- récépissés de première demande ou de renouvellement de titres de séjour
- toutes correspondances portant sur la réclamation de pièces nécessaires à la constitution de dossiers en vue de la délivrance de titres de séjour.

Délégation est donnée à Mmes Céline CHEVILLON, Valérie DELHAYE-TRIFIRO, Dorothee QUEVY et Maria-Antonia RIZUTTI, adjointes administratives, à l'effet de signer toutes correspondances portant sur la réclamation de pièces nécessaires à la constitution de dossiers en vue de la délivrance de titres de séjour.

Article 6 : Délégation est donnée à Mmes Maryse DUPONT et Marguerite SOYEZ, adjointes administratives de 1ère classe, à l'effet de signer, dans le cadre des procédures de naturalisations, les :

convocations aux entretiens
 correspondances portant sur la réclamation de pièces
 récépissés de dépôt de dossiers
 lettres saisine du SRPJ dans le cadre des enquêtes de demande de naturalisation

Article 7 : Délégation est donnée à M. Christian PERRET, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, chef de la section éloignement, à l'effet de signer les :

inscriptions au fichier des personnes recherchées
 requêtes aux tribunaux de grande instance pour prolongations de rétention administrative prévues à l'article L 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
 requêtes aux tribunaux de grande instance pour prorogations de rétention administrative prévues à l'article L 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
 mémoires en défense devant les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel, les tribunaux de grande instance et les cours d'appel dans le cadre du contentieux étrangers
 requêtes en appel auprès des cours administratives d'appel et des cours d'appel dans le cadre du contentieux étrangers
 courriers de transmission des mémoires en défense ou des requêtes en appel auprès des juridictions administratives et judiciaires
 laissez-passer « Dublin »
 laissez-passer européen
 lettres aux ambassades de demande de « laissez-passer consulaires »
 arrêtés de reconduite à la frontière des ressortissants étrangers

refus de délivrance d'autorisations provisoires de séjour
réponses aux interventions des particuliers
toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau
décisions relatives aux droits au séjour sur le territoire français et aux titres de séjour
décisions relatives aux obligations de quitter le territoire français avec ou sans délai de départ volontaire
arrêtés fixant le pays de destination de la mesure d'éloignement
décisions de placement en rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de 5 jours
décisions relatives aux mesures d'éloignement prévues aux articles L 531-1 et suivants et L 533-1 du CESEDA
décisions relatives aux interdictions de retour sur le territoire français
décisions d'assignation à résidence
autorisation provisoire de séjour prévue au premier alinéa de l'article R 742-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile pour l'arrondissement de Calais
refus d'admission au séjour dans les cas prévus à l'article L 741-4 du même code pour l'arrondissement de Calais

Article 8 : Délégation est donnée à M. Romain LAMIAUX, secrétaire administratif de classe normale, chargé du contentieux des étrangers, à l'effet de signer les :

requêtes aux tribunaux de grande instance pour prolongations de rétention administrative prévues à l'article L 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
- requêtes aux tribunaux de grande instance pour prorogations de rétention administrative prévues à l'article L 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
mémoires en défense auprès des tribunaux de grande instance et des cours d'appel
mémoires en défense auprès des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel
requêtes en appel auprès des cours administratives d'appel
requêtes en appel auprès des cours d'appel
courriers de transmission des mémoires en défense ou des requêtes en appel auprès des juridictions administratives et judiciaires.

Article 9 : Délégation est donnée à Mmes Claire DUQUESNOY et Emmanuelle GOSSELIN, secrétaires administratives de classe normale, et à Mme Martine DELAY, adjointe administrative principale de 2ème classe, à l'effet de signer les :

requêtes aux tribunaux de grande instance pour prolongations de la rétention administrative et prorogations de rétention administrative prévues à l'article L 552-1 et L 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 10 : Délégation est donnée à Mme Nicole CARON, adjointe administrative principale de 2e classe à l'effet de signer les inscriptions au fichier des personnes recherchées.

Article 11 : Délégation est donnée à M. Pascal SICOT, chef du bureau de la circulation, à l'effet de signer les :

11.1 - Réglementation des véhicules

- tous récépissés, reçus et attestations relatifs aux immatriculations

11.2 - droits à conduire

- permis de conduire
- certificats d'aptitude médicale à la conduite des voitures d'ambulance et véhicules affectés aux opérations de ramassage scolaire
- récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul – formulaire référence 44 (articles L 223-5 et R 223-3 modifiés du code de la route)
- récépissés de déclaration de perte de permis de conduire
- reconstitution partielle de points du permis de conduire - formulaire référence 47 (articles L 223-6 et R 223-8 du code de la route)
- mesures administratives consécutives à un examen médical – référence 61
- arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale de six mois, en application des articles L 224-1 et suivants et R 224-1 et suivants du code de la route
- convocations aux commissions médicales primaires et d'appel
- arrêtés d'immobilisation et de mise en fourrière à titre provisoire d'un véhicule
- autorisations définitives de sortie d'un véhicule mis en fourrière sur décision du Préfet
- arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale d'un an en application des articles L 224-1, alinéa 6, et L 224-2, alinéas 5 et 6, du code de la route.

11.3 - professions réglementées

- arrêtés portant agrément d'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière
- cartes de conducteur et d'exploitants de taxis et de voitures de petite remise ainsi que de conducteur de véhicules motorisés à deux ou trois roues utilisés pour le transport à titre onéreux de personnes
- certificats d'aptitude professionnelle et pédagogique de moniteurs d'auto-école
- certificats d'aptitude à la conduite des voitures de tourisme avec chauffeur et à la profession d'entrepreneur de véhicules de tourisme avec chauffeur
- arrêtés agréant les centres de récupération de points prévus par les articles L223-6 et R223-5 du code de la route
- arrêtés agréant les centres de tests psychotechniques prévus par l'article R224-22 du code de la route
- toutes décisions concernant les centres de contrôle technique de véhicules et leurs contrôleurs
- conventions nécessaires à l'habilitation des établissements d'enseignement à la conduite automobile (EECA) et des centres de sensibilisation à la sécurité routière (CSSR) dans FAETON et à la remise des numérisateurs.

11.4 - manifestations sportives

- récépissés de déclaration de manifestations sportives sur route

11.5 - autres domaines de compétences

procès-verbaux de réquisition par les forces de l'ordre dans le cadre des attributions du bureau de la circulation
toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal SICOT, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté est exercée par M. Harold TETU, adjoint au chef du bureau de la circulation, à l'exclusion des :

arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale de six mois, en application des articles L 224-1 et suivants et R 224-1 et suivants du code de la route
arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale d'un an en application des articles L 224-1, alinéa 6, et L 224-2, alinéas 5 et 6, du code de la route.

Article 12 : Délégation est donnée à M. Harold TETU, adjoint au chef du bureau de la circulation, et chef de la section des permis de conduire, à l'effet de signer les :

récépissés et attestations relatifs aux immatriculations
convocations en commission médicale primaires et d'appel
récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul – formulaire référence 44 (articles L 223-5 et R 223-3 modifiés du code de la route)
récépissés de déclaration de perte de permis de conduire
restitutions partielles du nombre de points initial du permis de conduire – formulaire référence 47
certificats d'aptitude médicale à la conduite des voitures d'ambulance et véhicules affectés aux opérations de ramassage scolaire
conventions nécessaires à l'habilitation des établissements d'enseignement à la conduite automobile (EECA) et des centres de sensibilisation à la sécurité routière (CSSR) dans FAETON et à la remise des numérisateurs
récépissés de déclaration de manifestation sportive sur route
procès-verbaux de réquisition par les forces de l'ordre dans le cadre des attributions du bureau de la circulation
toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau

Article 13 : Délégation est donnée à :

M. Stéphane DUQUESNOY, chef de la section des certificats d'immatriculation, manifestations sportives et professions réglementées de la circulation, à l'effet de signer :

tous récépissés, reçus et attestations relatifs aux immatriculations
les procès-verbaux de réquisition par les forces de l'ordre dans le cadre des attributions du bureau de la circulation
les conventions nécessaires à l'habilitation des établissements d'enseignement à la conduite automobile (EECA) et des centres de sensibilisation à la sécurité routière (CSSR) dans FAETON et à la remise des numérisateurs
toutes correspondances courantes relevant de la compétence de la section des certificats d'immatriculation

• M. Philippe HORNOY, régisseur, chef de la section régie d'avances et de recettes, à l'effet de signer toutes correspondances courantes relevant de la compétence de la section régie d'avances et de recettes.

Article 14 : Délégation est donnée à Mme Cathy ANTKOWIAK, adjointe administrative principale de 2ème classe, Mme Line BEULAGUET, adjointe administrative principale de 1ère classe, M. Mickaël DAMET, adjoint administratif de 2ème classe et Mme Karine VANTHOURNOUT, adjointe administrative de 1ère classe, à l'effet de signer les certificats d'aptitude médicale à la conduite des voitures d'ambulance et véhicules affectés aux opérations de ramassage scolaire.

Article 15 : Délégation est donnée à M. Christophe PUCHOIS, chef du bureau des élections et de la citoyenneté, à l'effet de signer les :

15.1 – élections et associations

récépissés des déclarations de candidatures à toutes élections
tous documents électoraux imputés sur les lignes budgétaires se rapportant aux élections politiques, professionnelles et sociales
tous documents relatifs aux cartes d'identité des élus et à l'honorariat des élus, à l'exception des décisions
correspondances, récépissés de déclaration, de constitution, de modification ou de dissolution d'associations régies par la loi de 1901 et l'ordonnance du 1er juillet 2004
décisions, notifications, correspondances, récépissés, les visas des pièces annexes, actes et tous documents concernant les budgets, comptes administratifs et délibérations de toute nature des associations syndicales autorisées
tous documents relatifs à l'agrément et à l'habilitation environnement des associations régies par la loi du 1er juillet 1901, à l'exception des décisions
tous documents relatifs aux agréments assistance, bienfaisance, recherche scientifique ou médicale des associations régies par la loi du 1er juillet 1901, à l'exception des décisions
correspondances, récépissés de déclaration de constitution, de modification ou de dissolution des associations syndicales libres
correspondances, récépissés de déclaration de constitution, de modification ou de dissolution des fonds de dotation
tous documents relatifs aux congrégations, fondations d'utilité publique, associations d'utilité publique, à l'exception des décisions
tous documents relatifs aux dons et legs et aux appels à la générosité publique, à l'exception des décisions
les dispositions relatives aux jurés d'assises

15.2 – réglementation générale

- récépissés de déclaration de foyer d'hébergement collectif
- récépissés de déclaration d'exercice de l'activité de vente ou d'échange d'objets mobiliers
- livrets spéciaux de circulation, livrets de circulation,
- attestations provisoires dans le domaine des cartes professionnelles et des titres de circulation
- cartes professionnelles des agents immobiliers et d'administrateurs de biens
- récépissés de dépôt des demandes de brevets d'invention
- autorisations de galas de boxe
- récépissés de dépôt des demandes d'autorisation d'organiser une manifestation aérienne
- tous documents relatifs à la réglementation aéronautique, à l'exception des décisions
- autorisations de transport de corps à l'étranger
- autorisations de transport de cendres à l'étranger

- autorisations de crémation en dehors des délais prévus à l'article R 2213-35 du code général des collectivités territoriales
- autorisations d'inhumation en dehors des délais prévus à l'article R 2213-33 du code général des collectivités territoriales
- les arrêtés de classement de tourisme et tous documents relatifs au tourisme à l'exception des décisions
- attestation de délivrance d'un permis de chasser
- tous documents relatifs aux attributions liées à la réglementation économique n'impliquant pas de décisions
- les récépissés de déclaration de vente en liquidation
- habilitations dans le domaine funéraire prévues à l'article L 2223-23 du code général des collectivités territoriales ainsi que tous documents liés à l'immobilier funéraire
- toutes correspondances relatives aux loteries, à l'exception des décisions
- récépissés de déclarations de vente de supports de jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1993 autorisant la création de la Loterie Nationale
- arrêtés autorisant l'organisation de bourses aux armes dans le cadre d'une vente au déballage
- récépissés de déclaration de soldes complémentaires
- titre de maître restaurateur, à l'exception des décisions
- cartes de guide conférencier, à l'exception des décisions
- déclarations de ball-traps

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe PUCHOIS, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté est exercée par Mme Valérie FORNI, adjointe au chef du bureau des élections et de la citoyenneté.

Article 16 : Délégation de signature est donnée à Mme Valérie FORNI, adjointe au chef du bureau des élections et de la citoyenneté, à l'effet de signer toutes correspondances courantes relevant de la compétence de la section élections et associations.

Article 17 : Délégation de signature est donnée à M. Régis GROUX, chef de la section réglementation, à l'effet de signer toutes correspondances courantes relevant de la compétence de la section réglementation.

Article 18 : Délégation est donnée à Mme Delphine BONNEL, chef du bureau des titres d'identité, à l'effet de signer les :

passeports et attestations de remise de passeports
 cartes nationales d'identité
 annulations des cartes nationales d'identité
 documents relatifs à des oppositions à sortie de territoire
 toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Delphine BONNEL, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté est exercée par Mme Audrey NOREL, adjointe au chef de bureau.

Article 19 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
 l'administration de l'Etat dans le département
 Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-10-12 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Vincent RENON, directeur des politiques interministérielles par intérim ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er - Délégation est donnée à M. Vincent RENON, directeur des politiques interministérielles par intérim, à l'effet de signer :

1°) en ce qui concerne la cellule des affaires juridiques

les courriers de réponse aux demandes de la Commission d'Accès aux Documents administratifs (CADA) et les courriers communiquant des documents administratifs sollicités dans le cadre de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) ;
 les courriers de transmission à la DREAL Nord Pas-de-Calais , aux 3 DDI et à tout autre service des demandes de la Commission d'accès aux documents administratifs ;
 les courriers adressés à la DREAL Nord Pas-de-Calais et aux 3 Directions Départementales Interministérielles pour les contentieux sensibles et non sensibles (« courants ») (mémoire non produit dans les délais, mémoire à réécrire ...etc) ou tout autre service ;
 les courriers de transmission aux juridictions administratives des mémoires en défense et des notifications des procès-verbaux des contraventions de grande voirie ;
 les notes d'information ou d'analyse juridique à destination du corps préfectoral ou des directeurs ;
 les récépissés des assignations d'huissiers ;
 les courriers adressés au rectorat, à l'inspection académique et aux avocats pour les contentieux liés aux accidents scolaires.

2°) en ce qui concerne le bureau des procédures d'utilité publique et de l'environnement

Arrêtés préfectoraux d'ouverture d'enquête publique + consultation du public
 Arrêtés préfectoraux fixant les indemnités du commissaire enquêteur
 Récépissés de déclaration
 Attestations de non classement
 Réponses aux particuliers (recours gracieux)
 Accusés de réception de dossiers
 Pièces et plans annexés aux arrêtés et décisions préfectoraux
 Invitations aux séances des commissions consultatives
 Saisine de l'autorité environnementale pour les projets soumis à étude d'impact
 Saisine des services et collectivités concernés par l'instruction des dossiers

3°) en ce qui concerne le bureau de l'animation territoriale et des entreprises

tous actes, avenants aux contrats ou conventions, correspondances, engagements budgétaires et tous autres pièces et documents relatifs à ces gestions, pièces comptables, notamment les actes de certification de service fait, à l'exception des conventions attributives de subvention, dans les domaines suivants :

Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT)
Groupement Interministériel de Restructuration des Zones Minières (GIRZOM)
Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)
Fonds pour les restructurations de la défense (FRED)
Pôle d'excellence rurale (PER)
Fonds national de revitalisation des territoires (FNRT)
Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC)
Fonds Local d'Adaptation du Commerce Rural (FLACR)
Prime d'Aménagement du Territoire (PAT)

tous documents et correspondances relatifs à la réglementation économique et à l'aménagement commercial, à l'exception des décisions et des arrêtés portant composition de la commission départementale d'aménagement commercial

tous documents et correspondances relatifs à la tutelle des Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales (CCIT) relevant de sa compétence

tous documents et correspondances en matière de reclassement, de conventions de revitalisation et de contrats de site concernant l'arrondissement d'Arras

tous documents et correspondances en matière de veille et de suivi des entreprises en difficulté.

4°) en ce qui concerne le bureau du logement social et de la prévention des expulsions locatives

Expulsions locatives :

Indemnisations : Lettres de saisines du propriétaire, de la Banque de France, de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales), à la sous-préfecture, pour la fixation de l'indemnisation

Courriers divers adressés aux locataires, aux propriétaires et à tout service dans le cadre de la procédure d'expulsion locaux commerciaux et agricoles

récépissés des procès-verbaux de réquisition de la force publique en matière d'expulsion locative

Lettres de saisine des Directeurs des Maisons du Département et de la Solidarité et du PACT du Pas-de-Calais pour recueillir les informations sur la situation des ménages ayant fait l'objet d'une assignation devant le Tribunal d'Instance, dans le cadre de la procédure

mise en place par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions

récépissés des assignations tendant au constat de résiliation de bail,

dépôt de réquisition de la force publique

proposition d'indemnisation

arrêté préfectoral d'indemnisation

Logement :

Réglementation H.L.M. : arrêté autorisant le démarrage anticipé des travaux, lettre de prise en compte du dossier d'intention de démolir

Demandes de logement : saisine des bailleurs, accusé réception à l'intervenant

Bordereaux de transmission de documents divers

Certificats de paiements

Attestations d'engagement et de paiement des contreparties des fonds publics en FSE (Fonds Social Européen)

Lettres d'invitation aux réunions

Réponses aux interventions des élus

Lettres de transmission au juge du Tribunal d'Instance du rapport de la plate forme de prévention des délinquances

5°) en ce qui concerne le bureau de la coordination

les correspondances aux collectivités territoriales et aux particuliers relatives à l'instruction de dossiers,

les saisines des services déconcentrés dans le cadre de procédures administratives, de suivi de dossiers et de traitement d'interventions, toutes correspondances courantes relevant du bureau,

viser les mandats et ordres de paiement, certificats administratifs, ordres de reversement, bordereaux de crédits sans emploi au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs,

authentifier les expéditions et formules de publication des actes administratifs (acquisition, cession, transfert ...) établis par France Domaine.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent RENON, la délégation qui lui est accordée par le présent arrêté est exercée par M. Vincent LECOMTE, chef du bureau de l'animation territoriale et des entreprises.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent RENON et de M. Vincent LECOMTE, la délégation qui est accordée à M. Vincent RENON par le présent arrêté est exercée par Mme Christine PLUCIENNE-VERDIER, chef de la cellule des affaires juridiques.

Article 2 - Délégation est donnée à Mme Christine PLUCIENNE-VERDIER, chef de la cellule des affaires juridiques, à l'effet de signer :

les courriers de réponse aux demandes de la Commission d'Accès aux Documents administratifs (CADA) et les courriers communiquant des documents administratifs sollicités dans le cadre de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) ;

les courriers de transmission à la DREAL Nord Pas-de-Calais , aux 3 DDI et à tout autre service des demandes de la Commission d'accès aux documents administratifs ;

les courriers adressés à la DREAL Nord Pas-de-Calais et aux 3 Directions Départementales Interministérielles pour les contentieux non sensibles (« courants ») (mémoire non produit dans les délais, mémoire à réécrire ...etc) ou tout autre service ;

les courriers de transmission aux juridictions administratives des mémoires en défense et des notifications des procès-verbaux des contraventions de grande voirie ;

les notes d'information ou d'analyse juridique à destination du corps préfectoral ou des directeurs ;

les récépissés des assignations d'huissiers ;

les courriers adressés au rectorat, à l'inspection académique et aux avocats pour les contentieux liés aux accidents scolaires.

Article 3 - Délégation est également donnée à Mme Christine PLUCIENNE-VERDIER à l'effet de saisir et valider dans NEMO les expressions de besoins pour les règlements imputés sur le centre financier 0216-CAJC-DP62 au titre des domaines fonctionnels :

0216-06-05 Autres mises en cause de l'Etat : règlements amiables
0216-06-07 Accidents de la circulation : règlements amiables
0216-06-09 Protection juridique
Délégation lui est également donnée à l'effet de valider dans NEMO la certification du service fait pour les engagements juridiques en question.

Article 4 - Délégation est donnée à M. Christian ORBAN, chef du bureau des procédures d'utilité publique et de l'environnement, à l'effet de signer :

Attestations de non classement
Saisine des services et collectivités concernés par l'instruction des dossiers
Récépissés de déclaration
Accusés de réception de dossiers
Pièces et plans annexés aux arrêtés et décisions préfectoraux
Invitations aux commissions consultatives
Correspondances n'impliquant pas de décisions

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian ORBAN, la délégation de signature qui lui est accordée par le présent article est exercée par M. Michel EVRARD, adjoint au chef du bureau des procédures d'utilité publique et de l'environnement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian ORBAN ou de M. Michel EVRARD, délégation est donnée à Mme Maryse DUPENT, chef de la section « installations classées » et Mme Vanessa GALINSKI, chef de la section « utilité publique », à l'effet de signer toutes correspondances courantes relevant de leurs attributions.

Article 5 - Délégation est donnée à M. Vincent LECOMTE, chef du bureau de l'animation territoriale et des entreprises, à l'effet de signer les :

tous actes, avenants aux contrats ou conventions, correspondances, engagements budgétaires et tous autres pièces et documents relatifs à ces gestions, pièces comptables, notamment les actes de certification de service fait, à l'exception des conventions attributives de subvention, dans les domaines suivants :

Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT)
Groupement Interministériel de Restructuration des Zones Minières (GIRZOM)
Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)
Fonds pour les restructurations de la défense (FRED)
Pôle d'excellence rurale (PER)
Fonds national de revitalisation des territoires (FNRT)
Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC)
Fonds Local d'Adaptation du Commerce Rural (FLACR)
Prime d'Aménagement du Territoire (PAT)

tous documents et correspondances relatifs à la réglementation économique et à l'aménagement commercial, à l'exception des décisions et des arrêtés portant composition de la commission départementale d'aménagement commercial

tous documents et correspondances relatifs à la tutelle des Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales (CCIT) relevant de sa compétence

tous documents et correspondances en matière de reclassement, de conventions de revitalisation et de contrats de site concernant l'arrondissement d'Arras

tous documents en matière de veille et de suivi des entreprises en difficulté.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent LECOMTE cette délégation est exercée par Mme Catherine PERRET, adjointe au chef du bureau de l'animation territoriale et des entreprises.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Vincent LECOMTE et de Mme Catherine PERRET, cette délégation est exercée par Mme Sophie NICODEME dans la limite des attributions relatives aux entreprises (FLACR, FISAC, FNRT, PAT) et par M. Hervé LEMAIRE dans la limite des attributions relatives à l'aménagement commercial.

Article 6 - Délégation est également donnée à M. Vincent LECOMTE, chef du bureau de l'animation territoriale et des entreprises, à l'effet de valider dans NEMO, les expressions de besoins et la certification du service fait pour les subventions imputées sur le centre financier 0112-DR59-DP62 au titre des domaines fonctionnels :

0112-01-05 Contrats de sites, contrats territoriaux (CPER)
0112-01-06 Contrats de sites, contrats territoriaux (hors CPER)
0112-01-09 Autres interventions (CPER)
0112-01-10 Autres interventions (hors CPER)
0112-01-15 Bassins miniers (CPER)
0112-01-16 Bassins miniers (hors CPER)
0112-01-17 Contrats de redynamisation des sites de défense (CRSD)
0112-01-18 Plan de relance - Attractivité économique et compétitivité des territoires (CPER)
0112-01-19 Plan de relance - Attractivité économique et compétitivité des territoires (hors CPER)
0112-02-01 Action en zone rurale, hors TIC et services publics (CPER)
0112-02-02 Action en zone rurale, hors TIC et services publics (hors CPER)
0112-02-05 Développement des métropoles et agglomérations (CPER)
0112-02-06 Développement des métropoles et agglomérations (hors CPER)
0112-02-15 Technologies de l'information et de la communication (CPER)
0112-02-16 Technologies de l'information et de la communication (hors CPER)
0112-02-17 Autres interventions (CPER)
0112-02-18 Autres interventions (hors CPER)
0112-02-26 Politique du littoral (CPER)
0112-02-27 Politique du littoral (hors CPER)
0112-02-36 Services publics et services à la population en zone rurale (CPER)
0112-02-37 Services publics et services à la population en zone rurale (hors CPER)

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent LECOMTE cette délégation est exercée par Mme Catherine PERRET, adjointe au chef du bureau de l'animation territoriale et des entreprises.

Article 7 - Délégation est donnée à Mme Véronique COUVELAERE, chef du bureau du logement social et de la prévention des expulsions locatives, à l'effet de signer les :

récapitulés des procès-verbaux de réquisition de la force publique en matière d'expulsions locatives,
récapitulés des assignations tendant au constat de résiliation de bail,
courriers divers adressés aux locataires, aux propriétaires et à tout service dans le cadre de la procédure d'expulsion à l'exclusion des courriers portant décisions de la commission de prévention des expulsions locatives,
lettres de saisine des directeurs des Maisons du Département et de la Solidarité et du PACT pour recueillir les informations sur la situation des ménages ayant fait l'objet d'une assignation devant le tribunal d'instance, dans le cadre de la procédure mise en place par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les expulsions,
lettres de transmission au juge du tribunal d'instance du rapport de la plate forme de prévention des expulsions,
lettres de saisines du propriétaire, de la Banque de France, de la Caisse d'Allocations Familiales et de la sous-préfecture compétente pour la fixation de l'indemnisation à l'exclusion des lettres de propositions et des arrêtés préfectoraux d'indemnisation.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique COUVELAERE, cette délégation est exercée par M. Gilles DOUROLNS, adjoint au chef de bureau du logement social et de la prévention des expulsions locatives.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Véronique COUVELAERE et de M. Gilles DOUROLNS, cette délégation est exercée par Mme Audrey COLCY.

Article 8 - Délégation est également donnée à Mme Véronique COUVELAERE à l'effet de saisir et valider dans NEMO, les expressions de besoins pour les règlements imputés sur le centre financier 0216-CAJC-DP62 au titre des domaines fonctionnels :

0216-06-01 Refus de concours de la force publique : règlements amiables

Délégation lui est également donnée à l'effet de valider dans NEMO la certification du service fait pour les indemnisations en question.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique COUVELAERE, cette délégation est exercée par M. Gilles DOUROLNS, adjoint au chef de bureau du logement social et de la prévention des expulsions locatives .

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Véronique COUVELAERE et de M. Gilles DOUROLNS, cette délégation est exercée par Mme Audrey COLCY.

Article 9 - Délégation est donnée à Mme Michèle VACQUERY, chargée de mission pour les affaires réservées du secrétaire général, à l'effet de signer :

- toutes correspondances courantes relevant de sa mission.

Article 10 - Délégation est donnée à Mme Maité DORVILLE, chargée de mission pour l'emploi, à l'effet de signer :

- toutes correspondances courantes relevant de sa mission.

Article 11 - Délégation est donnée à Mme Marie-Claude BOËTE, chef du bureau de la coordination, à l'effet de signer :

toutes correspondances courantes relevant du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Claude BOËTE, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent article est exercée par Mme Murielle BÉNY.

Article 12 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-10-13 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Stéphane VERBEKE, directeur des collectivités locales, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er - Délégation est donnée à M. Stéphane VERBEKE, directeur des collectivités locales, à l'effet de signer :

1°) en ce qui concerne l'ensemble des bureaux

- a) les procès verbaux, les comptes rendus et relevés de conclusions des réunions qu'il préside ;
- b) les correspondances courantes relevant de la direction et les attestations de non recours dans le cadre de l'exercice du contrôle administratif des actes des collectivités locales ;
- c) les circulaires préfectorales de diffusion d'une instruction ministérielle ;
- d) les propositions aux sous-préfets d'arrondissement de recours gracieux, de lettres d'observations concernant l'exercice du contrôle administratif centralisé des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
- e) les demandes de pièces complémentaires.

2°) en ce qui concerne le bureau des finances des collectivités locales

a) tous actes et documents relatifs à la gestion des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales, à leurs groupements et au département :

le règlement des budgets des EPLE conjointement avec la collectivité de rattachement et l'autorité académique (art. L421-11 e du code de l'éducation) ;

les mandats, ordres de paiement et ordres de reversement relatifs aux dotations et compensations aux collectivités locales :

dotations de compensation des départements COL0902000
dotations de compensation des groupements COL0903000
dotations de fonctionnement minimale des départements COL0904000
dotations forfaitaires des communes COL0905000
dotations forfaitaires des départements COL0906000
dotations nationales de péréquation (communes) COL0909000
dotations de péréquation urbaine des départements COL0911000
dotations de solidarité rurale (communes) COL0912000
dotations de solidarité urbaine (communes) COL0913000
dotations d'intercommunalité des communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomérations nouvelles COL0914000
dotations d'intercommunalité des communautés urbaines et des métropoles COL0915000
dotations globales de fonctionnement (permanents syndicaux) COL0916000
dotations globales de fonctionnement COL1001000
dotations départementales d'équipement des collèges COL1401000
dotations particulières élu local COL1601000
dotations globales de construction et d'équipement scolaire COL1801000
dotations spéciales pour le logement des instituteurs COL1901000
dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle COL4801000
dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle COL5701000
dotations pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale COL5901000
dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle COL6001000
fonds de mobilisation départementale pour l'insertion - Première part - Compléments de RMI COL2301000
fonds de mobilisation départementale pour l'insertion - Deuxième part - Concours aux projets au titre de l'aide au retour d'activités des allocataires du RMI COL2401000
fonds de mobilisation départementale pour l'insertion - Troisième part - Insertion COL2501000
fonds de compensation de la fiscalité transférée COL3101000
fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles à des droits d'enregistrement à répartir entre diverses communes COL3701000
fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles COL3901000
fonds relatifs à la suppression des contingents communaux d'aide sociale COL4001000
fonds nationaux de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements COL5501000
fonds nationaux de garantie individuelle des ressources communales, intercommunales et départementales COL5601000
fonds nationaux de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales COL6301000
fonds nationaux de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des départements COL6501000
fonds de compensation de la TVA - communes COL8001000
fonds de compensation de la TVA - départements COL8101000
fonds de compensation de la TVA - communautés de communes et communautés d'agglomération COL8301000
fonds de compensation de la TVA - communautés urbaines, syndicats d'agglomération nouvelle et métropoles COL8401000
fonds de compensation de la TVA - syndicats de communes et syndicats mixtes COL8501000
fonds de compensation de la TVA - autres bénéficiaires COL8601000
compensation des pertes de contribution économique territoriale, de redevances des mines et de pertes de bases de TP aux communes et EPCI COL0401000
compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle COL0601000
compensation des pertes de contribution économique territoriale et de redevances des mines des départements COL6701000
compensation des pertes de base de cotisation foncière des entreprises COL6901000
prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale COL0301000

tous actes et documents relatifs à la gestion des concours financiers aux communes, à leurs groupements ainsi qu'au département :

Dotations globales d'équipement des communes
Dotations de développement rural
Remboursement par l'Etat des indemnités dues aux régisseurs de police municipale
Dotations forfaitaires - Titres sécurisés
Dotations d'équipement des territoires ruraux
Concours pour le financement des services communaux d'hygiène et de santé
Concours pour le financement des assurances liées aux autorisations d'utilisation du sol
Concours pour le financement de l'élaboration des documents d'urbanisme
Dotations globales d'équipement des départements
Dotations générales de décentralisation de droit commun
Aides aux communes minières
Aides aux communes en difficultés financières
Réparations des dégâts causés par les calamités publiques
Subventions pour travaux divers d'intérêt local
Aides aux communes concernées par les restructurations Défense
Systèmes d'information et de communication
Direction générale des collectivités locales : soutien
Organismes nationaux relatifs aux collectivités territoriales
Comités des finances locales
Concours aux ports maritimes
Concours aux aérodromes
Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières

b) les pièces comptables pour engagement et mandatement des concours financiers mentionnés ci-dessus.

Article 2 - Délégation est donnée à Mme Annick MENUGE, chargée de mission pour l'arrondissement d'Arras, à l'effet de signer :

- les procès verbaux, les comptes rendus et relevés de conclusions des réunions qu'elle préside ;
- les correspondances courantes relevant de la mission et concernant l'arrondissement d'Arras.

Article 3 - Délégation est donnée à M Jean-Luc BEUGNET, chef du bureau des finances des collectivités locales, à l'effet de signer :

- les procès verbaux, les comptes rendus et relevés de conclusions des réunions qu'il préside ;
- les correspondances courantes relevant du bureau des finances locales et notamment les attestations de non recours dans le cadre de l'exercice du contrôle administratif des actes des collectivités locales ;
- les circulaires préfectorales de diffusion d'une instruction ministérielle ;
- les propositions aux sous-préfets d'arrondissement de lettres d'observations concernant l'exercice du contrôle administratif centralisé des collectivités locales et leurs établissements publics dans le domaine des finances locales ;
- le règlement des budgets des EPLE conjointement avec la collectivité de rattachement et l'autorité académique (art. L421-11 e du code de l'éducation) ;
- les mandats, ordres de paiement et ordres de reversement relatifs aux dotations et compensations aux collectivités locales :

dotations de compensation des départements COL0902000
dotations de compensation des groupements COL0903000
dotations de fonctionnement minimale des départements COL0904000
dotations forfaitaires des communes COL0905000
dotations forfaitaires des départements COL0906000
dotations nationales de péréquation (communes) COL0909000
dotations de péréquation urbaine des départements COL0911000
dotations de solidarité rurale (communes) COL0912000
dotations de solidarité urbaine (communes) COL0913000
dotations d'intercommunalité des communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomérations nouvelles COL0914000
dotations d'intercommunalité des communautés urbaines et des métropoles COL0915000
dotations globales de fonctionnement (permanents syndicaux) COL0916000
dotations globales de fonctionnement COL1001000
dotations départementales d'équipement des collèges COL1401000
dotations particulières élu local COL1601000
dotations globales de construction et d'équipement scolaire COL1801000
dotations spéciales pour le logement des instituteurs COL1901000
dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle COL4801000
dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle COL5701000
dotations pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale COL5901000
dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle COL6001000
fonds de mobilisation départementale pour l'insertion - Première part - Compléments de RMI COL2301000
fonds de mobilisation départementale pour l'insertion - Deuxième part - Concours aux projets au titre de l'aide au retour d'activités des allocataires du RMI COL2401000
fonds de mobilisation départementale pour l'insertion - Troisième part - Insertion COL2501000
fonds de compensation de la fiscalité transférée COL3101000
fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles à des droits d'enregistrement à répartir entre diverses communes COL3701000
fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles COL3901000
fonds relatifs à la suppression des contingents communaux d'aide sociale COL4001000
fonds nationaux de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements COL5501000
fonds nationaux de garantie individuelle des ressources communales, intercommunales et départementales COL5601000
fonds nationaux de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales COL6301000
fonds nationaux de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des départements COL6501000
fonds de compensation de la TVA - communes COL8001000
fonds de compensation de la TVA - départements COL8101000
fonds de compensation de la TVA - communautés de communes et communautés d'agglomération COL8301000
fonds de compensation de la TVA - communautés urbaines, syndicats d'agglomération nouvelle et métropoles COL8401000
fonds de compensation de la TVA - syndicats de communes et syndicats mixtes COL8501000
fonds de compensation de la TVA - autres bénéficiaires COL8601000
compensation des pertes de contribution économique territoriale, de redevances des mines et de pertes de bases de TP aux communes et EPCI COL0401000
compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle COL0601000
compensation des pertes de contribution économique territoriale et de redevances des mines des départements COL6701000
compensation des pertes de base de cotisation foncière des entreprises COL6901000
prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale COL0301000

tous actes et documents relatifs à la gestion des concours financiers aux communes, à leurs groupements ainsi qu'au département :

- Dotations globales d'équipement des communes
- Dotations de développement rural
- Remboursement par l'Etat des indemnités dues aux régisseurs de police municipale
- Dotations forfaitaires - Titres sécurisés
- Dotations d'équipement des territoires ruraux
- Concours pour le financement des services communaux d'hygiène et de santé
- Concours pour le financement des assurances liées aux autorisations d'utilisation du sol
- Concours pour le financement de l'élaboration des documents d'urbanisme
- Dotations globales d'équipement des départements
- Dotations générales de décentralisation de droit commun
- Aides aux communes minières
- Aides aux communes en difficultés financières
- Réparations des dégâts causés par les calamités publiques
- Subventions pour travaux divers d'intérêt local

Aides aux communes concernées par les restructurations Défense

Systemes d'information et de communication

Direction générale des collectivités locales : soutien

Organismes nationaux relatifs aux collectivités territoriales

Comité des finances locales

Concours aux ports maritimes

Concours aux aérodromes

Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières

En cas d'absence ou d'empêchement de M Jean-Luc BEUGNET, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté est exercée par Mme Aurore POITEAUX, adjointe au chef du bureau des finances des collectivités locales.

Article 4 - Délégation est donnée à Mme Anne-Marie DEGARDIN à l'effet de valider dans NEMO, conformément à la programmation annuelle, les expressions de besoins pour les concours financiers aux communes et groupements de communes imputés sur le centre financier 0119-C001-DP62 au titre des domaines fonctionnels et saisir dans NEMO la certification du service fait :

0119-01-01 Dotation globale d'équipement des communes

0119-01-02 Dotation de développement rural

0119-01-06 Dotation d'équipement des territoires ruraux

Délégation lui est également donnée à l'effet de signer, pour les mêmes opérations :

- les certificats pour paiement
- les demandes de pièces complémentaires
- les courriers de notification aux collectivités locales.

Article 5 - Délégation est donnée à Mme Anita RICORDEAU à l'effet de valider dans NEMO les expressions de besoins pour les concours financiers aux communes et groupements de communes imputés sur le centre financier 0119-C001-DP62 au titre des domaines fonctionnels :

0119-01-03 Remboursement par l'Etat des indemnités dues aux régisseurs de police municipale

pour les concours spécifiques aux collectivités locales imputés sur les centres financiers 0122-C001-DP62 et 0122-C002-DP62 au titre des domaines fonctionnels :

0122-01-09 Réparations des dégâts causés par les calamités publiques

0122-01-20 Subventions pour travaux divers d'intérêt local

pour les dotations exceptionnelles aux communes au titre des charges de fonctionnement relatives à l'encaissement des amendes forfaitaires et des consignations émises par les agents de police municipale, et imputées sur le centre financier 0216-CAJC-DP62, sur le domaine fonctionnel :

0216-06-05 Autres mises en cause de l'Etat : règlements amiables

et pour les versements aux communes dans le cadre de la répartition du produit des amendes relatives à la circulation routière, imputés sur le centre financier 0754-C001-DP62 au titre du domaine fonctionnel :

0754-01 Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières

Délégation lui est également donnée à l'effet de saisir dans NEMO la certification du service fait pour les opérations en question.

Article 6 - Délégation est donnée à Mme Valérie NOIZET à l'effet de valider dans NEMO les expressions de besoins pour les concours financiers aux communes et groupements de communes imputés sur le centre financier 0119-C001-DP62 au titre du domaine fonctionnel :

0119-01-02 Dotation de développement rural

0119-02-01 Concours pour le financement des services communaux d'hygiène et de santé

0119-02-08 Concours pour le financement de l'élaboration des documents d'urbanisme

et pour les concours spécifiques aux collectivités locales imputés sur le centre financier 0122-C001-DP62 au titre des domaines fonctionnels :

0122-03-04 Concours aux aérodromes

0122-03-02 DGD Ports

Délégation lui est également donnée à l'effet de saisir dans NEMO la certification du service fait pour les opérations en question.

Article 7 - Délégation est donnée à Mme Andrée JOVINEL à l'effet de valider dans NEMO les expressions de besoins pour les concours financiers aux communes et groupements de communes imputés sur le centre financier 0119-C001-DP62 au titre du domaine fonctionnel :

0119-01-04 Dotation forfaitaire - Titres sécurisés

pour les concours financiers aux départements imputés sur le centre financier 0120-C001-DP62 au titre des domaines fonctionnels :

0120-01-02 Dotation globale d'équipement des départements

0120-02-01 Dotation générale de décentralisation de droit commun

et pour les concours spécifiques aux collectivités locales imputés sur le centre financier 0122-C001-DP62 au titre des domaines fonctionnels :

0122-01-01 Aides aux communes minières
0122-01-03 Aides aux communes en difficultés financières
0122-01-21 Aides aux communes concernées par les restructurations Défense

Délégation lui est également donnée à l'effet de saisir dans NEMO la certification du service fait pour les opérations en question.

Article 8 - Délégation est également donnée à M. Jean-Luc BEUGNET et à Mme Aurore POITEAUX à l'effet de signer l'ensemble des actes repris dans les articles 4 à 7 précités.

Article 9 - Délégation est donnée à Mme Marie-Pascale LAIGLE, adjointe au chef du bureau du contrôle des actes d'urbanisme, à l'effet de signer :

- les procès verbaux, les comptes rendus et relevés de conclusions des réunions qu'elle préside ;
- les correspondances courantes relevant du bureau du contrôle des actes d'urbanisme et notamment les attestations de non recours dans le cadre de l'exercice du contrôle administratif des actes des collectivités locales ;
- les circulaires préfectorales de diffusion d'une instruction ministérielle ;
- les propositions aux sous-préfets d'arrondissement de lettres d'observations concernant l'exercice du contrôle administratif centralisé des collectivités locales et de leurs établissements publics dans le domaine des actes d'urbanisme.

Article 10 - Délégation est donnée à Mme Virginie REVEL, chef du bureau de la commande publique et de la fonction publique territoriale, à l'effet de signer :

- les procès verbaux, les comptes rendus et relevés de conclusions des réunions qu'elle préside ;
- les correspondances courantes relevant du bureau de la commande publique et de la fonction publique territoriale et notamment les attestations de non recours dans le cadre de l'exercice du contrôle administratif des actes des collectivités locales ;
- les circulaires préfectorales de diffusion d'une instruction ministérielle ;
- les propositions aux sous-préfets d'arrondissement de lettres d'observations concernant l'exercice du contrôle administratif centralisé des collectivités locales et de leurs établissements publics dans les domaines de la commande publique et de la fonction publique territoriale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Virginie REVEL, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté est exercée par Mme Béatrice GRADISNIK, adjointe au chef du bureau de la commande publique et de la fonction publique territoriale.

Article 11 - Délégation est donnée à M. Jean GRIMM, chef du bureau des institutions locales et de l'intercommunalité, à l'effet de signer :

- les procès verbaux, les comptes rendus et relevés de conclusions des réunions qu'il préside
- les correspondances courantes relevant du bureau du fonctionnement des institutions et de l'intercommunalité et notamment les attestations de non recours dans le cadre de l'exercice du contrôle administratif des actes des collectivités locales
- les circulaires préfectorales de diffusion d'une instruction ministérielle
- les propositions aux sous-préfets d'arrondissement de lettres d'observations concernant l'exercice du contrôle administratif centralisé des collectivités locales et de leurs établissements publics dans le domaine du fonctionnement des institutions et de l'intercommunalité

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean GRIMM, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté est exercée par Mme Brigitte BUSSY, adjointe au chef du bureau des institutions locales et de l'intercommunalité.

Article 12 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane VERBEKE, directeur des collectivités locales, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté est exercée par M. Jean GRIMM, chef du bureau des institutions locales et de l'intercommunalité.

Article 13 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-10-14 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jérôme COLLAS, Directeur des ressources humaines et des moyens, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er - Délégation est donnée à M. Jérôme COLLAS, directeur des ressources humaines et des moyens, à l'effet de signer :

1°) en ce qui concerne le bureau des ressources humaines

les arrêtés, contrats, engagements, attestations, visas, courriers et notifications, relevant de la gestion des personnels et des rémunérations, à l'exclusion de ceux qui impliquent un changement statutaire

2°) en ce qui concerne le bureau du budget, de l'immobilier et de la logistique

décider, par la validation des expressions de besoins et pour des dépenses limitées à 5 000 euros, de l'utilisation des crédits du budget Hors Titre II mis à disposition de l'unité opérationnelle départementale au titre des programmes et centre financiers suivants :

307 « administration territoriale » centre financier 0307-DR59-DP62

309 « entretien des bâtiments de l'Etat » centre financier 0309-DR59-DM62

333 « moyens mutualisés des administrations déconcentrées » centre financier 0333-DR59-DP62 pour l'enveloppe réservée à la préfecture au titre de l'action 2

723 « contribution aux dépenses immobilières » centre financier 0723-DP59-DD62

signer toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau

3°) en ce qui concerne le service départemental d'action sociale

décider, par la validation des expressions de besoins et pour des dépenses limitées à 5 000 euros, de l'utilisation des crédits mis à disposition au titre des centres financiers suivants :

programme 216 et imputées sur le centre financier 0216-CPRH-CDAS
programme 176 et imputées sur le centre financier 0176-CCSC-DNOR
(commandement, soutien, logistique)

signer toutes correspondances courantes relevant du service.

4°) en ce qui concerne la mission GPEC Conseil Mobilité Carrière Formation

signer toutes correspondances courantes relevant de cette mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme COLLAS, M. Claude COLLOT assurera la suppléance de la direction et exercera, à ce titre, cette délégation de signature.

Article 2 - Délégation est donnée à M. Claude COLLOT, chef du bureau des ressources humaines, à l'effet de signer :

bordereaux d'envoi
courriers demande de détachement
courriers demande de candidatures et renseignements concours
arrêtés attribuant des congés de maladie ou de maternité aux agents en fonction à la préfecture et en sous-préfecture
notifications des décisions autorisant l'exercice des fonctions à temps partiel
documents de liaison avec le centre électronique de la trésorerie générale du Nord pour l'établissement des rémunérations des fonctionnaires et agents relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration (préfecture et sous-préfectures)
attestations d'activité salariée pour la sécurité sociale
décomptes des retenues rétroactives pour validation de services auxiliaires
états de service d'agents et anciens agents de l'Etat
demandes d'annulation de cotisations de sécurité sociale et de versements pour la retraite
contrats de prêts à l'amélioration de l'habitat et les ordres de paiement des dits prêts
conventions d'accueil de stagiaires extérieurs et correspondances afférentes
toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude COLLOT, cette délégation de signature est exercée par Mme Emmanuelle LALLEMAND, adjointe au chef de bureau des ressources humaines.

Article 3 - Délégation est donnée à Mme Emmanuelle LALLEMAND, adjointe au chef du bureau des ressources humaines, à l'effet de signer :

bordereaux d'envoi
notifications des décisions autorisant l'exercice des fonctions à temps partiel
documents de liaison avec le centre électronique de la trésorerie générale du Nord pour l'établissement des rémunérations des fonctionnaires et agents relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration (préfecture et sous-préfectures)
attestations d'activité salariée pour la sécurité sociale
décomptes des retenues rétroactives pour validation de services auxiliaires
états de service d'agents et anciens agents de l'Etat
demandes d'annulation de cotisations de sécurité sociale et de versement-retraite
toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau.

Article 4 – Délégation est donnée à Mme Marie-Charlotte COURMONT, secrétaire administrative, à l'effet de signer les :

bordereaux d'envoi,
documents de liaison avec le centre électronique de la trésorerie générale du Nord pour l'établissement des rémunérations des fonctionnaires et agents relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration (préfecture et sous-préfectures),
attestations d'activité salariée pour la sécurité sociale,
demandes d'annulation de cotisations de sécurité sociale et de versement-retraite.

Article 5 - Délégation est donnée à Mme Krystel PODEVIN, chargée de la GPEC et conseillère mobilité carrière et formation, à l'effet de signer :

toutes correspondances relevant de sa mission.

Article 6 - Délégation de signature est donnée à Mme Sandrine WIART, chef du bureau du budget, de l'immobilier et de la logistique, à l'effet de :

décider, par la validation des expressions de besoins et pour des dépenses limitées à 5 000 euros, de l'utilisation des crédits du budget Hors Titre II mis à disposition de l'unité opérationnelle départementale sur les programmes et centres financiers suivants :

307 « administration territoriale » centre financier 0307-DR59-DP62
pour l'enveloppe réservée à la préfecture

309 « entretien des bâtiments de l'Etat » centre financier 0309-DR59-DM62
pour l'enveloppe réservée à la préfecture

333 « moyens mutualisés des administrations déconcentrées » centre financier 0333-DR59-DP62
pour l'enveloppe réservée à la préfecture au titre de l'action 2

723 « contribution aux dépenses immobilières » centre financier 0723-DP59-DD62

formuler les expressions de besoins pour les services prescripteurs précités ;
constater le service fait des travaux, prestations et fournitures exécutées pour le compte des services prescripteurs précités ;
assurer le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements (y compris pour le titre II de l'UO 62 du programme 307) ;
signer toutes correspondances courantes relevant de la compétence du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine WIART, cette délégation de signature est exercée par Mme Evelyne WALLET, adjointe au chef du bureau du budget, de l'immobilier et de la logistique, par M. Jean-Jacques CUVILLIER, chargé de la section entretien et maintenance des bâtiments et prestations logistiques et par Mme Françoise LASCHAMPS, chargée de la section budgets et achats.

Délégation est également accordée à MM. Jean-Jacques CUVILLIER et Marc ANDRÉ, Mmes Isabelle DELECOURT et Marianne CANDELIER pour attester de l'exécution du service fait conformément aux engagements juridiques correspondants.

Article 7 - Délégation est donnée à Mme Chantal TALANDIER, chef du service départemental d'action sociale à l'effet de :

décider, par la validation des expressions de besoins et pour des dépenses limitées à 5 000 euros, de l'utilisation des crédits mis à disposition au titre des centres financiers suivants :

programme 216 et imputées sur le centre financier 0216-CPRH-CDAS
programme 176 et imputées sur le centre financier 0176-CCSC-DNOR
(commandement, soutien, logistique)

signer toutes correspondances courantes relevant de la compétence du service.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 portant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des dépenses par le centre de services partagés régional Chorus de la Préfecture du Nord

Article 1er - Délégation de signature est donnée aux agents membres du centre de services partagés régional Chorus figurant dans le tableau repris dans l'article 2 du présent arrêté aux fins de réalisation dans Chorus des actes nécessaires à l'exécution des dépenses et des recettes sur les programmes suivants :

| MINISTERE DE L'INTERIEUR | |
|--|---|
| 0119 | Concours financiers aux communes et groupements de communes |
| 0120 | Concours financiers aux départements |
| 0122 | Concours spécifiques et administration |
| 0207 | Sécurité et circulation routières |
| 0216 | Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur |
| 0232 | Vie politique culturelle et associative |
| 0303 | Immigration et asile |
| 0307 | Administration territoriale |
| 0754 | Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, la circulation et la sécurité routières |
| SERVICES DU PREMIER MINISTRE | |
| 0112 | Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire |
| 0333 | Moyens mutualisés des administrations déconcentrées |
| MINISTERE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS | |
| 0309 | Entretien des bâtiments de l'État |
| 0723 | CAS contribution aux dépenses immobilières |
| 0743 | CAS pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions |
| 0833 | Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes |

| | |
|---|--|
| MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL | |
| 0111 | Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail |
| MINISTERE DU LOGEMENT, DE L'EGALITE DES TERRITOIRES ET DE LA RURALITE | |
| 0177 | Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables |

Article 2 - Les agents membres du centre de services partagés régional Chorus ci-dessous désignés sont habilités à réaliser dans Chorus des actes nécessaires à l'exécution des dépenses et des recettes sur les programmes repris dans l'article 1er du présent arrêté :

| Agents | Fonctions | Actes |
|--------------------------|--|--|
| M. Thierry NELSON | Responsable des demandes de paiement et des recettes non fiscales. | Validation des demandes de mise en paiement et titres de perception. Certification du service fait. |
| Mme Isabelle PEERE | | |
| Mme Anne-Sophie WIBAUX | | |
| Mme Jacqueline GHEERAERT | Responsable des engagements juridiques. | Validation des engagements juridiques et engagements de tiers. Certification du service fait. |
| M. Rodrigue LENCLUD | | |
| M. Franck BOURGOIS | Gestionnaire de dépenses et des recettes. | Saisie des : - engagements juridiques - engagements de tiers - titres de perception Certification du service fait. Saisie des demandes de paiement. |
| Mme Nadine CUVELIER | | |
| Mme Véronique DESRUMAUX | | |
| Mme Morgane BIANCO | | |
| Mme Véronique DUCATTEAU | | |
| Mme Christiane EVRARD | | |
| Mme Salima COPIN | | |
| Mme Sandrine LAURENCE | | |
| M. Dominique MILLEVILLE | | |
| Mme Isabelle PATTIN | | |
| Mme Béatrice FACHE | | |

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur régional des finances publiques du Nord-Pas-de-Calais et du département du Nord, à M. le préfet du Nord ainsi qu'aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 portant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des dépenses par les référents départementaux Chorus-Formulaire module Communication de la préfecture du Pas-de-Calais

Article 1er – Sont désignés, à compter du 1er janvier 2015, en qualité de «référents départementaux» chargés d'assurer l'échange d'informations entre le service facturier et les services prescripteurs, et la transmission de l'ordre à payer, les agents dont la liste suit :

| Agent | Rôle |
|-------------------------|-------------------------------------|
| Mme Isabelle DELECOURT | Référente départementale titulaire |
| Mme Françoise LASCHAMPS | Référente départementale suppléante |
| Mme Evelyne WALLET | Référente départementale suppléante |
| Mme Sandrine WIART | Référente départementale suppléante |
| Mme Christelle PODEVIN | Référente départementale suppléante |
| M. Christophe PUCHOIS | Référent départemental suppléant |
| Mme Isabelle ISAERT | Référente départementale suppléante |

| | |
|-----------------------|-------------------------------------|
| | |
| Mme Martine DESRUELLE | Référente départementale suppléante |
| Mme Chantal TALANDIER | Référente départementale suppléante |

Article 2 - Les agents désignés à l'article premier reçoivent délégation de signature à effet de signer les ordres à payer, pour le compte des services prescripteurs, des pièces justificatives nécessaires à l'exécution des dépenses soumises à leur visa.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur régional des finances publiques du Nord-Pas-de-Calais et du département du Pas-de-Calais ainsi qu'aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-10-15 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Patrice SELLIER, Chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er - Délégation est donnée à M. Patrice SELLIER, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de :

signer toutes correspondances à caractère technique concernant les servitudes « radio-électriques », le fonctionnement, l'exploitation, l'implantation et la maintenance des installations et appareils téléphoniques et radiotéléphoniques du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration
décider, par la validation des expressions de besoins, de l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement du SIDSIC, imputés sur le programme 307 « administration territoriale »
signer toutes correspondances relevant de la compétence du service n'impliquant pas d'autres décisions.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice SELLIER, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication, la délégation de signature qui lui est accordée par le présent article est exercée par M. Stéphane LACROIX, ingénieur d'études et de fabrication, adjoint au chef de service.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Patrice SELLIER et M. Stéphane LACROIX, la délégation de signature qui leur est accordée, est exercée par M. Loïc GRULOIS, chef du pôle système et infrastructure.

Article 2 - Délégation est donnée à M. Stéphane LACROIX, adjoint au chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer toutes correspondances relevant de la coordination de la sécurité des systèmes informatiques n'impliquant pas d'autres décisions.

Article 3 - Délégation est donnée à M. Loïc GRULOIS, chef du pôle système et infrastructure, à l'effet de signer toutes correspondances relevant de la compétence du pôle système et infrastructure n'impliquant pas d'autres décisions.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Loïc GRULOIS, cette délégation de signature est exercée par M. Frédéric MAZIÈRE, adjoint au chef du pôle système et infrastructure.

Article 4 - Délégation est donnée à M. Pascal CIURLIK, chef de pôle installation, maintenance, applications métier et développement, à l'effet de signer toutes correspondances relevant de la compétence du pôle installation, maintenance, application métiers et développement n'impliquant pas d'autres décisions.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal CIURLIK, cette délégation est exercée par M. Raphaël MAHIEU, adjoint au chef du pôle installation, maintenance, applications métier et développement.

Article 5 - Délégation est donnée à M. Dominique WAGUET, chef du pôle standard préfecture, à l'effet de signer toutes correspondances relevant de la compétence du pôle standard préfecture n'impliquant pas d'autres décisions.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-11-16 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Nicolas HONORÉ, sous-préfet de Béthune, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er : Délégation est donnée à M. Nicolas HONORÉ, sous-préfet de Béthune, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions et documents dans les matières suivantes :

A - ADMINISTRATION GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion immobilière et de saisies mobilières ;

-
- 2) Désignation du délégué du préfet au sein de la commission de révision des listes électorales, politiques ou professionnelles pour les communes de l'arrondissement ;
 - 3) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'exécution de tous travaux de levés topographiques ;
 - 4) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour la pose de câbles ;
 - 5) Autorisations d'occupation temporaire de terrains privés pour faciliter l'exécution des travaux publics ;
 - 6) Arrêtés prescrivant le faucardement des cours d'eau ;
 - 7) Toutes opérations nécessaires à l'effet d'arrêter la liste électorale de chaque catégorie d'électeurs au conseil de prud'hommes siégeant dans l'arrondissement ;
 - 8) Approbation des projets d'érection de monuments commémoratifs à l'initiative privée ;
 - 9) Création de la commission syndicale prévue à l'article L 5222-2 du CGCT chargée de l'administration des droits indivis entre plusieurs communes ;
 - 10) Arrêtés portant fixation des dates d'ouverture et d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre réalisés dans les communes de l'arrondissement sauf dans le cas où plusieurs arrondissements sont concernés ;
 - 11) Arrêtés autorisant la création ou l'agrandissement de cimetières ;
 - 12) Arrêtés autorisant la création de chambres funéraires ;
 - 13) Récépissés des procès-verbaux de réquisition de la force publique en matière d'expulsions locatives ;
 - 14) Récépissés des assignations tendant au constat de la résiliation du bail ;
 - 15) Récépissés de déclaration de soldes complémentaires ;
 - 16) Récépissés de déclaration des ventes en liquidation ;
 - 17) Récépissés de déclaration des associations syndicales libres ;
 - 18) Récépissés de déclaration des associations loi 1901 ;
 - 19) Récépissés de réquisition judiciaire pour les dossiers relatifs aux permis de conduire, immatriculation des véhicules, cartes nationales d'identité, passeports et associations ;
 - 20) Récépissés de déclaration d'exercice de l'activité de vente ou d'échange d'objets mobiliers ;
 - 21) Livrets spéciaux de circulation, livrets de circulation ;
 - 22) Reconnaissance des aptitudes techniques aux fonctions de garde particulier ;
 - 23) Agréments des gardes particuliers ;
 - 24) Toutes correspondances en matière de contingent préfectoral (particuliers, bailleurs, travailleurs sociaux, collectivités locales...) ;
 - 25) Agréments des familles éligibles au PLAI

B - POLICE GENERALE

- 1) Dérogations permanentes à l'horaire réglementaire de fermeture des cafés, bars et débits de boissons ;
- 2) Fermeture administrative de ces établissements pour une durée n'excédant pas trois mois ;
- 3) Fermeture administrative des restaurants pour une durée n'excédant pas trois mois ;
- 4) Tous arrêtés, décisions, et documents en matière d'acquisition ou de détention d'armes et toutes mesures susceptibles d'être prises en application du décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, ainsi que des textes législatifs et réglementaires qui l'ont complété et modifié ;
- 5) Interdiction d'accès des mineurs de moins de 18 ans à certains établissements ;
- 6) Tous documents, arrêtés, actes et décisions en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans l'arrondissement ;
- 7) Attestations de délivrance d'un permis de chasser ;
- 8) Permis de conduire ;
- 9) Arrêtés portant suspension du permis de conduire dans l'arrondissement ;
- 10) Arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale d'un an en application des articles L 224-1, alinéa 6, et L 224-2, alinéas 5 et 6, du code de la route ;

- 11) Récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul – formulaire référence 44 (articles L 223-5 et R 223-3 modifiés du code de la route) ;
- 12) Récépissés de déclaration de perte de permis de conduire
- 13) Délivrance du relevé d'information intégral du permis de conduire ;
- 14) Délivrance des permis de conduire internationaux aux conducteurs domiciliés dans l'arrondissement ;
- 15) Autorisations d'épreuves autres que celles de véhicule à moteur (courses cyclistes et pédestres) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
- 16) Délivrance des récépissés des déclarations de manifestations sportives sur route (randonnées pédestres et équestres, rallyes promenades) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
- 17) Présidence de la commission départementale de sécurité routière pour les épreuves sportives à moteur de l'arrondissement ;
- 18) Récépissés des exploits d'huissiers portant opposition à mutation de certificats d'immatriculation et main levées ;
- 19) Reçus de radiation de gages ;
- 20) Certificats de situation des véhicules ;
- 21) Autorisations de transport de corps en dehors du territoire métropolitain lorsque la fermeture du cercueil a lieu dans une commune de l'arrondissement ;
- 22) Récépissés des déclarations d'installations temporaires de ball-trap situées dans l'arrondissement et décisions d'opposition à l'ouverture desdites installations ;
- 23) Droit aérien : arrêtés autorisant les manifestations aériennes et d'aéromodélisme et la création d'héli surfaces ;
- 24) Agréments des agents de la police municipale ;
- 25) Prescriptions d'escorte et/ou de garde de détenus, pour raison médicale ou hospitalisés par les services de police ou de gendarmerie (article D394 du code de procédure pénale) ;
- 26) Opposition de sortie du territoire des mineurs à titre conservatoire ;
- 27) Cartes nationales d'identité ;
- 28) Exercice du pouvoir de substitution pour l'application des mesures concernant les animaux dangereux et errants (articles L 211-11 et suivants du code rural) ;

C – RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

- 1) Recours gracieux formés dans le cadre du contrôle administratif des actes des collectivités locales de l'arrondissement, de leurs établissements publics locaux et intercommunaux, y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement ;
- 2) Convention ACTES relatives à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;
- 3) Création, modifications statutaires et dissolution des syndicats de communes de l'arrondissement y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement et n'ayant pas de membres extérieurs au département du Pas-de-Calais ;
- 4) Ouverture d'enquête sur les projets de modification des limites territoriales des communes de l'arrondissement et de transfert de leurs chefs-lieux, prévues à l'article L 2112-2 du CGCT, et institution de la commission prévue à l'article L 2112-3 du CGCT ;
- 5) Nomination du comptable ou de l'agent qui remplit les fonctions d'agent comptable d'une régie créée par une collectivité territoriale ou un établissement public situé dans l'arrondissement prévue aux articles R 2221-30, R 2221-59, R 2221-76 et R 2221-96 du code général des collectivités territoriales ;
- 6) Création dans l'arrondissement de régies de recettes de l'Etat dans les services de police municipale pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;
- 7) Nomination des régisseurs pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;
- 8) Dispense de formalités de purge de privilèges et hypothèques concernant les opérations immobilières amiables faites selon les règles de droit civil pour le compte des communes, des établissements publics communaux, des groupements de communes et autres organismes ;
- 9) Désignation des représentants du Préfet aux comités des caisses des écoles ;
- 10) Autorisation de versement d'une indemnité à un fonctionnaire de l'Etat ayant apporté un service au fonctionnement d'une collectivité.

D – ASSOCIATION SYNDICALE

Tutelle et contrôle financier des associations syndicales autorisées ou libres, dont le siège est situé dans l'arrondissement

E – ORDRE PUBLIC

1) Récépissés de déclaration des manifestations sur la voie publique (articles L 211-1 à L 211-4 du code de la sécurité intérieure) et arrêtés d'interdiction

2) Arrêtés de mise en demeure administrative de quitter les lieux prononcés à l'encontre des gens du voyage en vertu des dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion des gens du voyage. »

Article 2 - Délégation est donnée à M. Nicolas HONORÉ, sous-préfet de Béthune, à l'effet de :

décider, par la validation des expressions de besoins, de l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement des services administratifs et des résidences et imputés sur les programmes 307 "Administration Territoriale" et 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées"
constater le service fait des travaux, prestations et fournitures exécutés pour le compte de la sous-préfecture, des services administratifs et des résidences.

Article 3 : Délégation est donnée à M. Pierre BOEUF, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, secrétaire général de la sous-préfecture de Béthune, à l'effet de signer :

la délégation comprise dans l'ensemble repris dans les articles 1 et 2 du présent arrêté.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Nicolas HONORÉ, et Pierre BOEUF, la délégation de signature qui leur est conférée par les articles 1 et 3 du présent arrêté est exercée par M. Philippe GOYET, attaché principal d'administration, Mme Valérie LECOINTE, M. Jérémy CASE, et Mme Christine DROZDYNSKI, attachés d'administration.

Article 5 : Délégation est donnée à Mme Sylvie MILON, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, et à Mme Brigitte FREMAUT, secrétaire administratif de classe normale, à l'effet de signer tous documents, arrêtés, actes et décisions en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans l'arrondissement.

Article 6 : Délégation est également donnée, à l'effet de signer des lettres de transmission, bordereaux d'envoi, accusés de réception, à Mme Sylvie MILON secrétaire administratif de classe exceptionnelle, Mme Michèle WEBER, secrétaire administratif de classe supérieure, et Mmes Réjane DUFOSSE, et Séverine CATTEAU et M. Philippe BONNEAU, secrétaires administratifs de classe normale.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas HONORÉ, la suppléance des fonctions de sous-préfet de Béthune est assuré par M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre CLAVREUIL, la suppléance des fonctions de sous-préfet de Lens est assuré par M. Nicolas HONORÉ, sous-préfet de Béthune.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Béthune et le sous-préfet de Lens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-11-17 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Boulogne-sur-Mer, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er : Délégation est donnée à M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Boulogne-sur-Mer, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions et documents dans les matières suivantes :

A - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion immobilière et de saisies mobilières ;
- 2) Désignation du délégué du préfet au sein de la commission de révision des listes électorales, politiques ou professionnelles pour les communes de l'arrondissement ;
- 3) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'exécution de tous travaux de levés topographiques ;
- 4) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour la pose de câbles ;
- 5) Autorisations d'occupation temporaire de terrains privés pour faciliter l'exécution des travaux publics ;
- 6) Arrêtés prescrivant le faucardement des cours d'eau ;
- 7) Toutes opérations nécessaires à l'effet d'arrêter la liste électorale de chaque catégorie d'électeurs au conseil de prud'hommes siégeant dans l'arrondissement ;
- 8) Approbation des projets d'érection de monuments commémoratifs à l'initiative privée ;
- 9) Création de la commission syndicale prévue à l'article L 5222-2 du CGCT chargée de l'administration des droits indivis entre plusieurs communes ;
- 10) Arrêtés portant fixation des dates d'ouverture et d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre réalisés dans les communes de l'arrondissement sauf dans le cas où plusieurs arrondissements sont concernés ;

-
- 11) Arrêtés autorisant la création ou l'agrandissement de cimetières ;
 - 12) Arrêtés autorisant la création de chambres funéraires ;
 - 13) Récépissés des procès-verbaux de réquisition de la force publique en matière d'expulsions locatives ;
 - 14) Récépissés des assignations tendant au constat de la résiliation du bail ;
 - 15) Récépissés de déclaration de soldes complémentaires ;
 - 16) Récépissés de déclaration des ventes en liquidation ;
 - 17) Récépissés de déclaration des associations syndicales libres ;
 - 18) Récépissés de déclaration des associations loi 1901 ;
 - 19) Récépissés de réquisition judiciaire pour les dossiers relatifs aux permis de conduire, immatriculation des véhicules, cartes nationales d'identité, passeports et associations ;
 - 20) Récépissés de déclaration d'exercice de l'activité de revente ou d'échange d'objets mobiliers ;
 - 21) Livrets spéciaux de circulation, livrets de circulation ;
 - 22) Reconnaissance des aptitudes techniques aux fonctions de garde particulier ;
 - 23) Agréments des gardes particuliers ;
 - 24) Toutes correspondances en matière de contingent préfectoral (particuliers, bailleurs, travailleurs sociaux, collectivités locales...) ;
 - 25) Agréments des familles éligibles au PLAII

B - POLICE GENERALE

- 1) Dérogations permanentes à l'horaire réglementaire de fermeture des cafés, bars et débits de boissons ;
- 2) Fermeture administrative de ces établissements pour une durée n'excédant pas trois mois ;
- 3) Fermeture administrative des restaurants pour une durée n'excédant pas trois mois ;
- 4) Tous arrêtés, décisions, et documents en matière d'acquisition ou de détention d'armes et toutes mesures susceptibles d'être prises en application du décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, ainsi que des textes législatifs et réglementaires qui l'ont complété et modifié ;
- 5) Interdiction d'accès des mineurs de moins de 18 ans à certains établissements ;
- 6) Tous documents, arrêtés, actes et décisions en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans l'arrondissement ;
- 7) Attestations de délivrance d'un permis de chasser ;
- 8) Permis de conduire pour les arrondissements de Boulogne sur Mer et de Montreuil sur Mer ;
- 9) Arrêtés portant suspension du permis de conduire pour les arrondissements de Boulogne sur Mer et de Montreuil sur Mer ;
- 10) Arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale d'un an en application des articles L 224-1, alinéa 6, et L 224-2, alinéas 5 et 6, du code de la route pour les arrondissements de Boulogne sur Mer et de Montreuil sur Mer ;
- 11) Récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul – formulaire référence 44 (articles L 223-5 et R 223-3 modifiés du code de la route) pour les arrondissements de Boulogne sur Mer et de Montreuil sur Mer ;
- 12) Récépissés de déclaration de perte de permis de conduire pour les arrondissements de Boulogne sur Mer et de Montreuil sur Mer
- 13) Délivrance du relevé d'information intégral du permis de conduire pour les arrondissements de Boulogne sur Mer et de Montreuil sur Mer ;
- 14) Délivrance des permis de conduire internationaux aux conducteurs domiciliés dans les arrondissements de Boulogne sur Mer et de Montreuil sur Mer ;
- 15) Autorisations d'épreuves autres que celles de véhicule à moteur (courses cyclistes et pédestres) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
- 16) Délivrance des récépissés des déclarations de manifestations sportives sur route (randonnées pédestres et équestres, rallyes promenades) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
- 17) Présidence de la commission départementale de sécurité routière pour les épreuves sportives à moteur de l'arrondissement ;
- 18) Récépissés des exploits d'huissiers portant opposition à mutation de certificats d'immatriculation et main levées ;
- 19) Reçus de radiation de gages ;

-
- 20) Certificats de situation des véhicules ;
 - 21) Dérogation à l'interdiction de faire circuler et stationner des véhicules terrestres à moteur sur le domaine public maritime ;
 - 22) Autorisations de transport de corps en dehors du territoire métropolitain lorsque la fermeture du cercueil a lieu dans une commune de l'arrondissement ;
 - 23) Récépissés des déclarations d'installations temporaires de ball-trap situées dans l'arrondissement et décisions d'opposition à l'ouverture desdites installations ;
 - 24) Droit aérien : arrêtés autorisant les manifestations aériennes et d'aéromodélisme et la création d'héli surfaces ;
 - 25) Agréments des agents de la police municipale ;
 - 26) Prescriptions d'escorte et/ou de garde de détenus, pour raison médicale ou hospitalisés par les services de police ou de gendarmerie (article D394 du code de procédure pénale) ;
 - 27) Opposition de sortie du territoire des mineurs à titre conservatoire ;
 - 28) Cartes nationales d'identité ;
 - 29) Exercice du pouvoir de substitution pour l'application des mesures concernant les animaux dangereux et errants (articles L 211-11 et suivants du code rural) ;

C – RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

- 1) Recours gracieux formés dans le cadre du contrôle administratif des actes des collectivités locales de l'arrondissement, de leurs établissements publics locaux et intercommunaux, y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement ;
- 2) Convention ACTES relatives à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;
- 3) Contrôle des actes de la caisse de crédit municipal de Boulogne-sur-Mer ;
- 4) Création, modifications statutaires et dissolution des syndicats de communes de l'arrondissement y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement et n'ayant pas de membres extérieurs au département du Pas-de-Calais ;
- 5) Ouverture d'enquête sur les projets de modification des limites territoriales des communes de l'arrondissement et de transfert de leurs chefs-lieux, prévues à l'article L 2112-2 du CGCT, et institution de la commission prévue à l'article L 2112-3 du CGCT ;
- 6) Nomination du comptable ou de l'agent qui remplit les fonctions d'agent comptable d'une régie créée par une collectivité territoriale ou un établissement public situé dans l'arrondissement prévue aux articles R 2221-30, R 2221-59, R 2221-76 et R 2221-96 du code général des collectivités territoriales ;
- 7) Création dans l'arrondissement de régies de recettes de l'Etat dans les services de police municipale pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;
- 8) Nomination des régisseurs pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;
- 9) Dispense de formalités de purge de privilèges et hypothèques concernant les opérations immobilières amiables faites selon les règles de droit civil pour le compte des communes, des établissements publics communaux, des groupements de communes et autres organismes ;
- 10) Désignation des représentants du Préfet aux comités des caisses des écoles ;
- 11) Autorisation de versement d'une indemnité à un fonctionnaire de l'Etat ayant apporté un service au fonctionnement d'une collectivité.

D – ASSOCIATION SYNDICALE

- 1) Tutelle et contrôle financier des associations syndicales autorisées ou libres, dont le siège est situé dans l'arrondissement,
- 2) Tutelle des associations wateringues dont le siège est situé dans l'arrondissement (y compris l'organisation des élections pour le renouvellement des commissions administratives) ; contrôle financier des associations wateringues dont le siège est situé dans l'arrondissement (y compris la signature des arrêtés d'enquêtes préalables à toute opération financière et à l'approbation du budget).

E – ORDRE PUBLIC

- 1) Récépissés de déclaration des manifestations sur la voie publique (articles L 211-1 à L 211-4 du code de la sécurité intérieure) et arrêtés d'interdiction
- 2) Arrêtés de mise en demeure administrative de quitter les lieux prononcés à l'encontre des gens du voyage en vertu des dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion des gens du voyage. »

Article 2 : Délégation est donnée à M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Boulogne-sur-Mer, à l'effet de :

- 1) décider, par la validation des expressions de besoins, de l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement des services administratifs et des résidences et imputés sur le programme 307 "Administration Territoriale"

2) constater le service fait des travaux, prestations et fournitures exécutés pour le compte de la sous-préfecture, des services administratifs et des résidences.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Boulogne-sur-Mer, la délégation de signature qui lui est conférée par les articles 1 et 2 du présent arrêté est exercée par Mme Martine NOUGAREDE , secrétaire générale de la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Philippe DIEUDONNÉ et de Mme Martine NOUGAREDE, la délégation de signature qui leur est conférée par l'article 1er est exercée par les chefs de bureau M. Pierre GIMALAC, Mmes Joëlle REVEL et Véronique BARAFFE et M. Samuel GEST.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Philippe DIEUDONNÉ et de Mme Martine NOUGAREDE , la délégation de signature qui leur est conférée par l'article 2 est exercée par M. Samuel GEST.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le sous-préfet de Boulogne-sur-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-11-18 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er : Délégation est donnée à M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions et documents dans les matières suivantes :

A - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion immobilière et de saisies mobilières ;
- 2) Désignation du délégué du préfet au sein de la commission de révision des listes électorales, politiques ou professionnelles pour les communes de l'arrondissement ;
- 3) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'exécution de tous travaux de levés topographiques ;
- 4) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour la pose de câbles ;
- 5) Autorisations d'occupation temporaire de terrains privés pour faciliter l'exécution des travaux publics ;
- 6) Arrêtés prescrivant le faucardement de cours d'eau ;
- 7) Toutes opérations nécessaires à l'effet d'arrêter la liste électorale de chaque catégorie d'électeurs au conseil de prud'hommes siégeant dans l'arrondissement ;
- 8) Approbation des projets d'érection de monuments commémoratifs à l'initiative privée ;
- 9) Création de la commission syndicale prévue à l'article L 5222-2 du CGCT chargée de l'administration des droits indivis entre plusieurs communes ;
- 10) Arrêtés portant fixation des dates d'ouverture et d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre réalisés dans les communes de l'arrondissement sauf dans le cas où plusieurs arrondissements sont concernés ;
- 11) Arrêtés autorisant la création ou l'agrandissement de cimetières ;
- 12) Arrêtés autorisant la création de chambres funéraires ;
- 13) Récépissés des procès-verbaux de réquisition de la force publique en matière d'expulsions locatives ;
- 14) Récépissés des assignations tendant au constat de la résiliation du bail ;
- 15) Récépissés de déclaration de soldes complémentaires ;
- 16) Récépissés de déclaration des ventes en liquidation ;
- 17) Récépissés de déclaration des associations syndicales libres ;
- 18) Récépissés de déclaration des associations loi 1901 ;
- 19) Récépissés de réquisition judiciaire pour les dossiers relatifs aux permis de conduire, immatriculation des véhicules, cartes nationales d'identité, passeports et associations ;
- 20) Récépissés de déclaration d'exercice de l'activité de revente ou d'échange d'objets mobiliers ;
- 21) Livrets spéciaux de circulation, livrets de circulation ;
- 22) Reconnaissance des aptitudes techniques aux fonctions de garde particulier ;

23) Agréments des gardes particuliers ;

24) Toutes correspondances en matière de contingent préfectoral (particuliers, bailleurs, travailleurs sociaux, collectivités locales...);

25) Agréments des familles éligibles au PLAI.

B - POLICE GENERALE

1)Déroations permanentes à l'horaire réglementaire de fermeture des cafés, bars et débits de boissons ;

2)Fermeture administrative de ces établissements pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3)Fermeture administrative des restaurants pour une durée n'excédant pas trois mois ;

4)Tous arrêtés, décisions, et documents en matière d'acquisition ou de détention d'armes et toutes mesures susceptibles d'être prises en application du décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, ainsi que des textes législatifs et réglementaires qui l'ont complété et modifié ;

5)Interdiction d'accès des mineurs de moins de 18 ans à certains établissements ;

6)Tous documents, arrêtés, actes et décisions en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans l'arrondissement ;

7)Attestations de délivrance d'un permis de chasser ;

8) Permis de conduire pour les arrondissements de Calais et Saint-Omer,

9) Arrêtés portant suspension du permis de conduire pour les arrondissements de Calais et de Saint-Omer,

10) Arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale d'un an en application des articles L 224-1, alinéa 6, et L 224-2, alinéas 5 et 6, du code de la route pour les arrondissements de Calais et de Saint-Omer,

11) Récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul – formulaire référence 44 (articles L 223-5 et R 223-3 modifiés du code de la route) pour les arrondissements de Calais et de Saint-Omer,

12) récépissés de déclaration de perte de permis de conduire pour les arrondissements de Calais et de Saint-Omer,

13) Délivrance du relevé d'information intégral du permis de conduire pour les arrondissements de Calais et de Saint-Omer,

14) Délivrance des permis de conduire internationaux aux conducteurs domiciliés dans les arrondissements de Calais et de Saint-Omer,

15)Autorisations d'épreuves autres que celles de véhicule à moteur (courses cyclistes et pédestres) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;

16)Délivrance des récépissés des déclarations de manifestations sportives sur route (randonnées pédestres et équestres, rallies promenades) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;

17)Présidence de la commission départementale de sécurité routière pour les épreuves sportives à moteur de l'arrondissement ;

18)Récépissés des exploits d'huissiers portant opposition à mutation de certificats d'immatriculation et mains levées ;

19)Reçus de radiation de gages ;

20)Certificats de situation des véhicules ;

21)Déroation à l'interdiction de faire circuler et stationner des véhicules terrestres à moteur sur le domaine public maritime ;

22)Autorisations de transport de corps en dehors du territoire métropolitain lorsque la fermeture du cercueil a lieu dans une commune de l'arrondissement ;

23)Récépissés des déclarations d'installations temporaires de ball-trap situées dans l'arrondissement et décisions d'opposition à l'ouverture desdites installations ;

24)Droit aérien : arrêtés autorisant les manifestations aériennes et d'aéromodélisme et la création d'hélistructures ;

25)Agréments des agents de la police municipale ;

26)Prescriptions d'escorte et/ou de garde de détenus, pour raison médicale ou hospitalisés par les services de police ou de gendarmerie (article D394 du code de procédure pénale) ;

27)Opposition de sortie du territoire des mineurs à titre conservatoire ;

28) Laissez-passer européens en application de la recommandation du Conseil de l'Union Européenne du 30 novembre 1994 concernant l'adoption d'un modèle type de document de voyage pour l'éloignement de ressortissants de pays tiers ;

29) Exercice du pouvoir de substitution pour l'application des mesures concernant les animaux dangereux et errants (articles L 211-11 et suivants du code rural).

30) Récépissés et toutes correspondances relatifs aux droits au séjour sur le territoire français pour le département du Pas-de-Calais à l'exception des arrondissements d'Arras, Béthune et Lens.

C – RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

1) Recours gracieux formés dans le cadre du contrôle administratif des actes des collectivités locales de l'arrondissement, de leurs établissements publics locaux et intercommunaux, y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement ;

2) Conventions ACTES relatives à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;

3) Création, modifications statutaires et dissolution des syndicats de communes de l'arrondissement y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement et n'ayant pas de membres extérieurs au département du Pas-de-Calais ;

4) Ouverture d'enquête sur les projets de modification (aux limites territoriales des communes ressortissant de l'arrondissement et de transfert de leurs chefs-lieux) prévues à l'article L 2112-2 du CGCT et institution de la commission prévue à l'article L 2212-3 du CGCT ;

5) Nomination du comptable ou de l'agent qui remplit les fonctions d'agent comptable d'une régie créée par une collectivité territoriale ou un établissement public situé dans l'arrondissement prévue aux articles R 2221-30, R 2221-59, R 2221-76 et R 2221-96 du code général des collectivités territoriales ;

6) Création dans l'arrondissement de régies de recettes de l'Etat dans les services de police municipale pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;

7) Nomination des régisseurs pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;

8) Dispense de formalités de purge de privilèges et hypothèques concernant les opérations immobilières amiables faites selon les règles de droit civil pour le compte des communes, des établissements publics communaux, des groupements de communes et autres organismes ;

9) Désignation des représentants du Préfet aux comités des caisses des écoles ;

10) Autorisation de versement d'une indemnité à un fonctionnaire de l'Etat ayant apporté un service au fonctionnement d'une collectivité ;

D – ASSOCIATION SYNDICALE

1) Tutelle et contrôle financier des associations syndicales autorisées ou libres, dont le siège est situé dans l'arrondissement

2) Tutelle des associations wateringues dont le siège est situé dans l'arrondissement (y compris l'organisation des élections pour le renouvellement des commissions administratives) ; contrôle financier des associations wateringues dont le siège est situé dans l'arrondissement (y compris la signature des arrêtés d'enquêtes préalables à toute opération financière et à l'approbation du budget)

E – ORDRE PUBLIC

1) Récépissés de déclaration des manifestations sur la voie publique (articles L 211-1 à L 211-4 du code de la sécurité intérieure) et arrêtés d'interdiction

2) Arrêtés de mise en demeure administrative de quitter les lieux prononcés à l'encontre des gens du voyage en vertu des dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion des gens du voyage.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, à l'effet de :

décider, par la validation des expressions de besoins, de l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement des services administratifs et des résidences et imputés sur le programme 307 "Administration Territoriale" et 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées"

constater le service fait des travaux, prestations et fournitures exécutés pour le compte de la sous-préfecture, des services administratifs et des résidences.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, la délégation de signature qui lui est conférée par les articles 1 et 2 du présent arrêté est exercée par M. Jean-Marc ROESCHERT, secrétaire général de la sous-préfecture de Calais.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Denis GAUDIN et de M. Jean-Marc ROESCHERT, la délégation qui leur est conférée par l'article 1er est exercée par M. Yann HAMON ou par Mme Nathalie LEULLIEUX ou par Mme Inès MAURER, attachés d'administration.

Délégation est donnée à Mme Nancy LEROY, secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe au chef du bureau de la réglementation et des libertés publiques, et à Mme Séverine WARTELE, adjointe administrative principale de 2ème classe, chef de la section étrangers, à l'effet de signer les :

récépissés de première demande ou de renouvellement de titres de séjour
correspondances relatives à la constitution de dossiers en vue de la délivrance de titres de séjour
convocations pour remise de récépissés et de titres de séjour
correspondances liées aux demandes d'asile.

Délégation est également donnée à Mme Sophie DESPRETS, adjointe administrative principale de 2ème classe, et M. Dany MERLEN, adjoint administratif principal de 1ère classe, à l'effet de signer les :

correspondances relatives à la constitution de dossiers en vue de la délivrance de titres de séjour
convocations pour remise de récépissés et de titres de séjour
correspondances liées aux demandes d'asile.

Article 4 : Délégation est donnée, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, président de la commission de surendettement de Calais, à M. Jean-Marc ROESCHERT, attaché principal, secrétaire général de la sous-préfecture de Calais, aux fins de signer les lettres de saisine du juge d'instance en vue de la suspension des voies d'exécution diligentées contre le débiteur.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marc ROESCHERT, la délégation qui lui est conférée par le présent article est exercée par M. Yann HAMON ou par Mme Nathalie LEULLIEUX ou par Mme Inès MAURER, attachés d'administration.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis GAUDIN, la suppléance des fonctions de sous-préfet de Calais sera assurée par M. Christian ABRARD, sous-préfet de Saint-Omer.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian ABRARD, la suppléance des fonctions de sous-préfet de Saint-Omer sera assurée par M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Calais et le sous-préfet de Saint-Omer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-11-18 bis INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, en matière de demande d'asile

Article 1er – Lorsqu'un étranger se trouve à l'intérieur du territoire de l'arrondissement de Calais et demande à bénéficier de l'asile, le sous-préfet de Calais reçoit de l'étranger sollicitant l'asile les pièces produites à l'appui de sa demande en application de l'article R 741-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, à l'effet de signer :

- l'autorisation provisoire de séjour prévue au premier alinéa de l'article R 742-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
- le refus d'admission au séjour dans les cas prévus à l'article L 741-4 du même code
- les décisions relatives aux mesures d'éloignement prévues aux articles L 531-1 et suivants du CESEDA

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté est exercée par M. Jean-Marc ROESCHERT, secrétaire général de la sous-préfecture de Calais.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais, et de M. Jean-Marc ROESCHERT, secrétaire général de la sous-préfecture de Calais, cette délégation sera exercée par Mme Nathalie LEULLIEUX, ou par M. Yann HAMON ou par Mme Inès MAURER, attachés d'administration.

Article 4 : Délégation est donnée à Mme Nancy LEROY, secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe au chef du bureau de la réglementation et des libertés publiques et à Mme Séverine WARTELLE, adjointe administrative principale de 2ème classe, chef de la section étrangers, à l'effet de signer :

- l'autorisation provisoire de séjour prévue au premier alinéa de l'article R 742-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le sous-préfet de Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-11-19 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens, ainsi qu'aux fonctionnaires placés sous son autorité

Article 1er : Délégation est donnée à M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions et documents dans les matières suivantes :

A - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion immobilière et de saisies mobilières ;
- 2) Désignation du délégué du préfet au sein de la commission de révision des listes électorales, politiques ou professionnelles pour les communes de l'arrondissement ;
- 3) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'exécution de tous travaux de levés topographiques ;
- 4) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour la pose de câbles ;

-
- 5) Autorisations d'occupation temporaire de terrains privés pour faciliter l'exécution des travaux publics ;
 - 6) Arrêtés prescrivant le faucardement des cours d'eau ;
 - 7) Toutes opérations nécessaires à l'effet d'arrêter la liste électorale de chaque catégorie d'électeurs au conseil de prud'hommes siégeant dans l'arrondissement ;
 - 8) Approbation des projets d'érection de monuments commémoratifs à l'initiative privée ;
 - 9) Création de la commission syndicale prévue à l'article L 5222-2 du CGCT chargée de l'administration des droits indivis entre plusieurs communes ;
 - 10) Arrêtés portant fixation des dates d'ouverture et d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre réalisés dans les communes de l'arrondissement sauf dans le cas où plusieurs arrondissements sont concernés ;
 - 11) Arrêtés autorisant la création ou l'agrandissement de cimetières ;
 - 12) Arrêtés autorisant la création de chambres funéraires ;
 - 13) Récépissés des procès-verbaux de réquisition de la force publique en matière d'expulsions locatives ;
 - 14) Récépissés des assignations tendant au constat de la résiliation du bail ;
 - 15) Récépissés de déclaration de soldes complémentaires ;
 - 16) Récépissés de déclaration des ventes en liquidation ;
 - 17) Récépissés de déclaration des associations syndicales libres ;
 - 18) Récépissés de déclaration des associations loi 1901 ;
 - 19) Récépissés de réquisition judiciaire pour les dossiers relatifs aux permis de conduire, immatriculation des véhicules, cartes nationales d'identité, passeports et associations ;
 - 20) Récépissés de déclaration d'exercice de l'activité de revente ou d'échange d'objets mobiliers ;
 - 21) Livrets spéciaux de circulation, livrets de circulation ;
 - 22) Reconnaissance des aptitudes techniques aux fonctions de garde particulier ;
 - 23) Agréments des gardes particuliers ;
 - 24) Toutes correspondances en matière de contingent préfectoral (particuliers, bailleurs, travailleurs sociaux, collectivités locales...) ;
 - 25) Agréments des familles éligibles au PLAI

B - POLICE GENERALE

- 1) Dérogations permanentes à l'horaire réglementaire de fermeture des cafés, bars et débits de boissons ;
- 2) Fermeture administrative de ces établissements pour une durée n'excédant pas trois mois ;
- 3) Fermeture administrative des restaurants pour une durée n'excédant pas trois mois ;
- 4) Tous arrêtés, décisions, et documents en matière d'acquisition ou de détention d'armes et toutes mesures susceptibles d'être prises en application du décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, ainsi que des textes législatifs et réglementaires qui l'ont complété et modifié ;
- 5) Interdiction d'accès des mineurs de moins de 18 ans à certains établissements ;
- 6) Tous documents, arrêtés, actes et décisions en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans l'arrondissement ;
- 7) Attestations de délivrance d'un permis de chasser ;
- 8) Permis de conduire ;
- 9) Arrêtés portant suspension du permis de conduire dans l'arrondissement ;
- 10) Arrêtés de suspension provisoire immédiate ou non du permis de conduire pour une durée maximale d'un an en application des articles L 224-1, alinéa 6, et L 224-2, alinéas 5 et 6, du code de la route ;
- 11) Récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul – formulaire référence 44 (articles L 223-5 et R 223-3 modifiés du code de la route) ;
- 12) Récépissés de déclaration de perte de permis de conduire
- 13) Délivrance du relevé d'information intégral du permis de conduire ;

-
- 14) Délivrance des permis de conduire internationaux aux conducteurs domiciliés dans l'arrondissement ;
 - 15) Autorisations d'épreuves autres que celles de véhicule à moteur (courses cyclistes et pédestres) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
 - 16) Délivrance des récépissés des déclarations de manifestations sportives sur route (randonnées pédestres et équestres, rallies promenades) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
 - 17) Présidence de la commission départementale de sécurité routière pour les épreuves sportives à moteur de l'arrondissement ;
 - 18) Récépissés des exploits d'huissiers portant opposition à mutation de certificats d'immatriculation et main levées ;
 - 19) Reçus de radiation de gages ;
 - 20) Certificats de situation des véhicules ;
 - 21) Autorisations de transport de corps en dehors du territoire métropolitain lorsque la fermeture du cercueil a lieu dans une commune de l'arrondissement ;
 - 22) Récépissés des déclarations d'installations temporaires de ball-trap situées dans l'arrondissement et décisions d'opposition à l'ouverture desdites installations ;
 - 23) Droit aérien : arrêtés autorisant les manifestations aériennes et d'aéromodélisme et la création d'héli surfaces ;
 - 24) Agréments des agents de la police municipale ;
 - 25) Prescriptions d'escorte et/ou de garde de détenus, pour raison médicale ou hospitalisés par les services de police ou de gendarmerie (article D394 du code de procédure pénale) ;
 - 26) Opposition de sortie du territoire des mineurs à tire conservatoire ;
 - 27) Cartes nationales d'identité ;
 - 28) Exercice du pouvoir de substitution pour l'application des mesures concernant les animaux dangereux et errants (articles L 211-11 et suivants du code rural) ;

C – RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

- 1) Recours gracieux formés dans le cadre du contrôle administratif des actes des collectivités locales de l'arrondissement, de leurs établissements publics locaux et intercommunaux, y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement ;
- 2) Convention ACTES relatives à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;
- 3) Création, modifications statutaires et dissolution des syndicats de communes de l'arrondissement y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement et n'ayant pas de membres extérieurs au département du Pas-de-Calais ;
- 4) Ouverture d'enquête sur les projets de modification des limites territoriales des communes de l'arrondissement et de transfert de leurs chefs-lieux, prévues à l'article L 2112-2 du CGCT, et institution de la commission prévue à l'article L 2112-3 du CGCT ;
- 5) Nomination du comptable ou de l'agent qui remplit les fonctions d'agent comptable d'une régie créée par une collectivité territoriale ou un établissement public situé dans l'arrondissement prévue aux articles R 2221-30, R 2221-59, R 2221-76 et R 2221-96 du code général des collectivités territoriales ;
- 6) Création dans l'arrondissement de régies de recettes de l'Etat dans les services de police municipale pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;
- 7) Nomination des régisseurs pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;
- 8) Dispense de formalités de purge de privilèges et hypothèques concernant les opérations immobilières amiables faites selon les règles de droit civil pour le compte des communes, des établissements publics communaux, des groupements de communes et autres organismes ;
- 9) Désignation des représentants du Préfet aux comités des caisses des écoles ;
- 10) Autorisation de versement d'une indemnité à un fonctionnaire de l'Etat ayant apporté un service au fonctionnement d'une collectivité.

D – ASSOCIATION SYNDICALE

Tutelle et contrôle financier des associations syndicales autorisées ou libres, dont le siège est situé dans l'arrondissement

E – ORDRE PUBLIC

- 1) Récépissés de déclaration des manifestations sur la voie publique (articles L 211-1 à L 211-4 du code de la sécurité intérieure) et arrêtés d'interdiction
- 2) Arrêtés de mise en demeure administrative de quitter les lieux prononcés à l'encontre des gens du voyage en vertu des dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion des gens du voyage. »

Article 2 - Délégation est donnée à M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens, à l'effet de :

décider, par la validation des expressions de besoins, de l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement des services administratifs et des résidences et imputés sur les programmes 307 "Administration Territoriale" et 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées"

constater le service fait des travaux, prestations et fournitures exécutés pour le compte de la sous-préfecture, des services administratifs et des résidences.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens, la délégation qui lui est conférée par les articles 1 et 2 du présent arrêté est exercée par M. Jean-François ROUSSEL, secrétaire général de la sous-préfecture de Lens.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens, et de M. Jean-François ROUSSEL, secrétaire général de la sous-préfecture de Lens, la délégation de signature qui leur est conférée par l'article 1er du présent arrêté est exercée par M. Jean-Michel WIERCIOCK, attaché principal, MM. Rony ELUECQUE, Jean-Michel PEROT et Mme Karine QUIGNON, attachés de préfecture, sauf pour les décisions relevant des paragraphes 1 et 2 de la rubrique « police générale », et des paragraphes 4, 5 et 7 de la rubrique « relations avec les collectivités locales.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens, de M. Jean-François ROUSSEL, secrétaire général de la sous-préfecture de Lens, de M. Jean-Michel WIERCIOCK, attaché principal, de MM. Rony ELUECQUE, Jean-Michel PEROT et de Mme Karine QUIGNON, attachés de préfecture, la délégation qui leur est conférée est exercée par Mme Agnès GRARD et Mme Véronique BOUSSEMART, secrétaires administratives de classe exceptionnelle, Mme Béatrice MACIEJEWSKI, Mme Annick CROMBEZ, Mme Marie-Noëlle LECOCQ-DUPOND et M. André LECOCQ, secrétaires administratifs de classe supérieure, Mme Yvelise KIPKA, Mme Débora Gisèle ATOUBA MVOTTO et Mme Suzel VERDAVAINE, secrétaires administratives de classe normale, pour signer les :

récépissés des exploits d'huissiers portant opposition à mutation de certificats d'immatriculation
récépissés de déclaration des associations syndicales libres
récépissés de déclaration de soldes complémentaires
récépissés de déclaration des ventes en liquidation
récépissés de déclaration des associations de la loi 1901
récépissés de déclaration d'exercice de l'activité de vente ou d'échange d'objets mobiliers
livrets spéciaux de circulation, livrets de circulation, et leur renouvellement
attestations de délivrance d'un permis de chasser
récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul – formulaire référence 44 (articles L 223-5 et R 223-3 modifiés du code de la route)
reçus de radiation de gages
certificats de situation des véhicules
récépissés de première demande ou de renouvellement de titre de séjour
opposition de sortie du territoire des mineurs à titre conservatoire
cartes nationales d'identité
récépissés des procès-verbaux de réquisition de la force publique en matière d'expulsions locatives et d'occupation illicite de terrains
récépissés des assignations tendant au constat de la résiliation du bail
courriers-types liés aux mesures de prévention des expulsions locatives.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre CLAVREUIL, la suppléance des fonctions de sous-préfet de Lens est assurée par M. Nicolas HONORÉ, sous-préfet de Béthune.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas HONORÉ, la suppléance des fonctions de sous-préfet de Béthune est assurée par M. Pierre CLAVREUIL, sous-préfet de Lens.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Béthune et le sous-préfet de Lens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-11-20 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Boulogne sur Mer, en qualité de sous-préfet de Montreuil sur Mer par intérim, ainsi qu'aux fonctionnaires placés sous son autorité

Article 1er : Délégation est donnée à M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Montreuil-sur-Mer par intérim, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions et documents dans les matières suivantes :

A - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion immobilière et de saisies mobilières ;
- 2) Désignation du délégué du préfet au sein de la commission de révision des listes électorales, politiques ou professionnelles pour les communes de l'arrondissement ;
- 3) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'exécution de tous travaux de levés topographiques ;
- 4) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour la pose de câbles ;
- 5) Autorisations d'occupation temporaire de terrains privés pour faciliter l'exécution des travaux publics ;

-
- 6) Arrêtés prescrivant le faucardement de cours d'eau ;
 - 7) Toutes opérations nécessaires à l'effet d'arrêter la liste électorale de chaque catégorie d'électeurs au Conseil de Prud'hommes siégeant dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer ;
 - 8) Approbation des projets d'érection de monuments commémoratifs à l'initiative privée ;
 - 9) Création de la Commission Syndicale prévue à l'article L 5222-2 du CGCT chargée de l'administration des droits indivis entre plusieurs communes ;
 - 10) Arrêtés portant fixation des dates d'ouverture et d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre réalisés dans les communes de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer sauf dans le cas où plusieurs arrondissements sont concernés ;
 - 11) Arrêtés autorisant la création ou l'agrandissement de cimetières ;
 - 12) Arrêtés autorisant la création de chambres funéraires ;
 - 13) Récépissés des procès-verbaux de réquisition de la force publique en matière d'expulsions locatives ;
 - 14) Récépissés des assignations tendant au constat de la résiliation du bail ;
 - 15) Récépissés de déclaration de soldes complémentaires ;
 - 16) Récépissés de déclaration des ventes en liquidation ;
 - 17) Récépissés de déclaration des associations syndicales libres ;
 - 18) Récépissés de déclaration des associations loi 1901 ;
 - 19) Récépissés de réquisition judiciaire pour les dossiers relatifs aux permis de conduire, immatriculation des véhicules, cartes nationales d'identité, passeports et associations ;
 - 20) Récépissés de déclaration d'exercice de l'activité de revente ou d'échange d'objets mobiliers ;
 - 21) Livrets spéciaux de circulation, livrets de circulation ;
 - 22) Reconnaissance des aptitudes techniques aux fonctions de garde particulier ;
 - 23) Agréments des gardes particuliers ;
 - 24) Toutes correspondances en matière de contingent préfectoral (particuliers, bailleurs, travailleurs sociaux, collectivités locales...) ;
 - 25) Agréments des familles éligibles au PLAI

B - POLICE GENERALE

- 1) Dérogations permanentes à l'horaire réglementaire de fermeture des cafés, bars et débits de boissons ;
- 2) Fermeture administrative de ces établissements pour une durée n'excédant pas trois mois ;
- 3) Fermeture administrative des restaurants pour une durée n'excédant pas trois mois ;
- 4) Tous arrêtés, décisions, et documents en matière d'acquisition ou de détention d'armes et toutes mesures susceptibles d'être prises en application du décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, ainsi que des textes législatifs et réglementaires qui l'ont complété et modifié ;
- 5) Interdiction d'accès des mineurs de moins de 18 ans à certains établissements ;
- 6) Tous documents, arrêtés, actes et décisions en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans l'arrondissement ;
- 7) Attestations de délivrance d'un permis de chasser ;
- 8) Autorisations d'épreuves autres que celles de véhicule à moteur (courses cyclistes et pédestres) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
- 9) Délivrance des récépissés des déclarations de manifestations sportives sur route (randonnées pédestres et équestres, rallyes promenades) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
- 10) Présidence de la commission départementale de sécurité routière pour les épreuves sportives à moteur de l'arrondissement ;
- 11) Récépissés des exploits d'huissiers portant opposition à mutation de certificats d'immatriculation ;
- 12) Reçus de radiation de gages ;
- 13) Certificats de situation des véhicules ;
- 14) Dérogation à l'interdiction de faire circuler et stationner des véhicules terrestres à moteur sur le domaine public maritime ;

15) Autorisations de transport de corps en dehors du territoire métropolitain lorsque la fermeture du cercueil a lieu dans une commune de l'arrondissement ;

16) Récépissés des déclarations d'installations temporaires de ball-trap situées dans l'arrondissement et décisions d'opposition à l'ouverture des dites installations ;

17) Droit aérien : arrêtés autorisant les manifestations aériennes et d'aéromodélisme et la création d'hélicoptères ;

18) Agréments des agents de la police municipale ;

19) Prescriptions d'escorte et/ou de garde de détenus, pour raison médicale ou hospitalisés par les services de police ou de gendarmerie (article D394 du code de procédure pénale) ;

20) Opposition de sortie du territoire des mineurs à titre conservatoire ;

21) Exercice du pouvoir de substitution pour l'application des mesures concernant les animaux dangereux et errants (articles L 211-11 et suivants du code rural)

C – RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

1) Recours gracieux formés dans le cadre du contrôle administratif des actes des collectivités locales de l'arrondissement, de leurs établissements publics locaux et intercommunaux, y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement ;

2) Conventions ACTES relatives à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;

3) Création, modifications statutaires et dissolution des syndicats de communes de l'arrondissement y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement et n'ayant pas de membres extérieurs au département du Pas-de-Calais ;

4) Ouverture d'enquête sur les projets de modification (aux limites territoriales des communes ressortissant de l'arrondissement et de transfert de leurs chefs-lieux) prévues à l'article L 2112-2 du CGCT et institution de la commission prévue à l'article L 2112-3 du CGCT ;

5) Nomination du comptable ou de l'agent qui remplit les fonctions d'agent comptable d'une régie créée par une collectivité territoriale ou un établissement public situé dans l'arrondissement prévue aux articles R 2221-30, R 2221-59, R 2221-76 et R 2221-96 du code général des collectivités territoriales ;

6) Création dans l'arrondissement de régies de recettes de l'Etat dans les services de police municipale pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;

7) Nomination des régisseurs pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;

8) Dispense de formalités de purge de privilèges et hypothèques concernant les opérations immobilières amiables faites selon les règles de droit civil pour le compte des communes, des établissements publics communaux, des groupements de communes et autres organismes ;

9) Désignation des représentants du Préfet aux comités des caisses des écoles ;

10) Autorisation de versement d'une indemnité à un fonctionnaire de l'Etat ayant apporté un service au fonctionnement d'une collectivité

D – ASSOCIATION SYNDICALE

Tutelle et contrôle financier des associations syndicales autorisées ou libres, dont le siège est situé dans l'arrondissement

E – ORDRE PUBLIC

1) Récépissés de déclaration des manifestations sur la voie publique (articles L 211-1 à L 211-4 du code de la sécurité intérieure) et arrêtés d'interdiction

2) Arrêtés de mise en demeure administrative de quitter les lieux prononcés à l'encontre des gens du voyage en vertu des dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion des gens du voyage

Article 2 - Délégation est donnée à M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Montreuil sur Mer par intérim, à l'effet de :

décider, par la validation des expressions de besoins, de l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement des services administratifs et des résidences et imputés sur le programme 307 "Administration Territoriale" et 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées"

constater le service fait des travaux, prestations et fournitures exécutés pour le compte de la sous-préfecture, des services administratifs et des résidences.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Montreuil-sur-Mer par intérim, les délégations de signature qui lui sont conférées par les articles 1 et 2 du présent arrêté sont exercées par Mme Elisabeth FROMENTIN, secrétaire générale de la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Philippe DIEUDONNÉ, sous-préfet de Montreuil-sur-Mer par intérim, et de Mme Elisabeth FROMENTIN, secrétaire générale de la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer, les délégations de signature qui leur sont conférées par l'article 1er sont exercées par Mme Mélanie KAKOL, chef du bureau du développement local, de la cohésion sociale et de

l'environnement, ou par M. Gaetan GENEL, son adjoint, ou par Mme Catherine DUPUIS, chef du bureau de la réglementation, des libertés et de la sécurité publiques.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le sous-préfet de Montreuil-sur-Mer par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-11-21 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Christian ABRARD, sous-préfet de Saint-Omer, ainsi qu'aux personnes placées sous son autorité

Article 1er : Délégation est donnée à M. Christian ABRARD, sous-préfet de Saint-Omer, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions et documents dans les matières suivantes :

A - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion immobilière et de saisies mobilières ;
- 2) Désignation du délégué du préfet au sein de la commission de révision des listes électorales, politiques ou professionnelles pour les communes de l'arrondissement ;
- 3) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour l'exécution de tous travaux de levés topographiques ;
- 4) Autorisations de pénétrer dans les propriétés privées pour la pose de câbles ;
- 5) Autorisations d'occupation temporaire de terrains privés pour faciliter l'exécution des travaux publics ;
- 6) Arrêtés prescrivant le faucardement de cours d'eau ;
- 7) Toutes opérations nécessaires à l'effet d'arrêter la liste électorale de chaque catégorie d'électeurs au conseil de prud'hommes siégeant dans l'arrondissement ;
- 8) Approbation des projets d'érection de monuments commémoratifs à l'initiative privée ;
- 9) Création de la commission syndicale prévue à l'article L 5222-2 du CGCT chargée de l'administration des droits indivis entre plusieurs communes ;
- 10) Arrêtés portant fixation des dates d'ouverture et d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre réalisés dans les communes de l'arrondissement sauf dans le cas où plusieurs arrondissements sont concernés ;
- 11) Arrêtés autorisant la création ou l'agrandissement de cimetières ;
- 12) Arrêtés autorisant la création de chambres funéraires ;
- 13) Récépissés des procès-verbaux de réquisition de la force publique en matière d'expulsions locatives ;
- 14) Récépissés des assignations tendant au constat de la résiliation du bail ;
- 15) Récépissés de déclaration de soldes complémentaires ;
- 16) Récépissés de déclaration des ventes en liquidation ;
- 17) Récépissés de déclaration des associations syndicales libres ;
- 18) Récépissés de déclaration des associations loi 1901 ;
- 19) Récépissés de réquisition judiciaire pour les dossiers relatifs aux permis de conduire, immatriculation des véhicules, cartes nationales d'identité, passeports et associations ;
- 20) Récépissés de déclaration d'exercice de l'activité de revente ou d'échange d'objets mobiliers ;
- 21) Livrets spéciaux de circulation, livrets de circulation ;
- 22) Reconnaissance des aptitudes techniques aux fonctions de garde particulier ;
- 23) Agréments des gardes particuliers ;
- 24) Toutes correspondances en matière de contingent préfectoral (particuliers, bailleurs, travailleurs sociaux, collectivités locales...) ;
- 25) Agréments des familles éligibles au PLAI.

B - POLICE GENERALE

- 1) Dérogations permanentes à l'horaire réglementaire de fermeture des cafés, bars et débits de boissons ;
- 2) Fermeture administrative de ces établissements pour une durée n'excédant pas trois mois ;

-
- 3) Fermeture administrative des restaurants pour une durée n'excédant pas trois mois ;
 - 4) Tous arrêtés, décisions, et documents en matière d'acquisition ou de détention d'armes et toutes mesures susceptibles d'être prises en application du décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, ainsi que des textes législatifs et réglementaires qui l'ont complété et modifié ;
 - 5) Interdiction d'accès des mineurs de moins de 18 ans à certains établissements ;
 - 6) Tous documents, arrêtés, actes et décisions en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dans l'arrondissement ;
 - 7) Attestations de délivrance d'un permis de chasser ;
 - 8) Autorisations d'épreuves autres que celles de véhicule à moteur (courses cyclistes et pédestres) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
 - 9) Délivrance des récépissés des déclarations de manifestations sportives sur route (randonnées pédestres et équestres, rallies promenades) devant se dérouler dans le ressort exclusif de l'arrondissement ;
 - 10) Présidence de la commission départementale de sécurité routière pour les épreuves sportives à moteur de l'arrondissement ;
 - 11) Récépissés des exploits d'huissiers portant opposition à mutation de certificats d'immatriculation et mains levées ;
 - 12) Reçus de radiation de gages ;
 - 13) Certificats de situation des véhicules ;
 - 14) Dérogation à l'interdiction de faire circuler et stationner des véhicules terrestres à moteur sur le domaine public maritime ;
 - 15) Autorisations de transport de corps en dehors du territoire métropolitain lorsque la fermeture du cercueil a lieu dans une commune de l'arrondissement ;
 - 16) Récépissés des déclarations d'installations temporaires de ball-trap situées dans l'arrondissement et décisions d'opposition à l'ouverture des dites installations ;
 - 17) Droit aérien : arrêtés autorisant les manifestations aériennes et d'aéromodélisme et la création d'hélistructures ;
 - 18) Agréments des agents de la police municipale ;
 - 19) Prescriptions d'escorte et/ou de garde de détenus, pour raison médicale ou hospitalisés par les services de police ou de gendarmerie (article D394 du code de procédure pénale) ;
 - 20) Opposition de sortie du territoire des mineurs à titre conservatoire ;
 - 21) Constitution d'une commission chargée du suivi de la navigation sur l'Etang d'Ardres ;
 - 22) Exercice du pouvoir de substitution pour l'application des mesures concernant les animaux dangereux et errants (articles L 211-11 et suivants du code rural).

C – RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

- 1) Recours gracieux formés dans le cadre du contrôle administratif des actes des collectivités locales de l'arrondissement, de leurs établissements publics locaux et intercommunaux, y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement ;
- 2) Conventions ACTES relatives à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;
- 3) Création, modifications statutaires et dissolution des syndicats de communes de l'arrondissement y compris les syndicats mixtes ayant leur siège dans l'arrondissement et n'ayant pas de membres extérieurs au département du Pas-de-Calais ;
- 4) Ouverture d'enquête sur les projets de modification (aux limites territoriales des communes ressortissant de l'arrondissement et de transfert de leurs chefs-lieux) prévues à l'article L 2112-2 du CGCT et institution de la commission prévue à l'article L 2212-3 du CGCT ;
- 5) Nomination du comptable ou de l'agent qui remplit les fonctions d'agent comptable d'une régie créée par une collectivité territoriale ou un établissement public situé dans l'arrondissement prévue aux articles R 2221-30, R 2221-59, R 2221-76 et R 2221-96 du code général des collectivités territoriales ;
- 6) Création dans l'arrondissement de régies de recettes de l'Etat dans les services de police municipale pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;
- 7) Nomination des régisseurs pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du CGCT, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;
- 8) Dispense de formalités de purge de privilèges et hypothèques concernant les opérations immobilières amiables faites selon les règles de droit civil pour le compte des communes, des établissements publics communaux, des groupements de communes et autres organismes ;
- 9) Désignation des représentants du Préfet aux comités des caisses des écoles ;

10) Autorisation de versement d'une indemnité à un fonctionnaire de l'Etat ayant apporté un service au fonctionnement d'une collectivité ;

D – ASSOCIATION SYNDICALE

1) Tutelle et contrôle financier des associations syndicales autorisées ou libres, dont le siège est situé dans l'arrondissement

2) Tutelle des associations wateringues dont le siège est situé dans l'arrondissement (y compris l'organisation des élections pour le renouvellement des commissions administratives) ; contrôle financier des associations wateringues dont le siège est situé dans l'arrondissement (y compris la signature des arrêtés d'enquêtes préalables à toute opération financière et à l'approbation du budget)

E – ORDRE PUBLIC

1) Récépissés de déclaration des manifestations sur la voie publique (articles L 211-1 à L 211-4 du code de la sécurité intérieure) et arrêtés d'interdiction

2) Arrêtés de mise en demeure administrative de quitter les lieux prononcés à l'encontre des gens du voyage en vertu des dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et octroi du concours de la force publique en vue de l'exécution des jugements d'expulsion des gens du voyage.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Christian ABRARD, sous-préfet de Saint-Omer, à l'effet de :

décider, par la validation des expressions de besoins, de l'utilisation des crédits qui lui sont confiés au titre du fonctionnement des services administratifs et des résidences et imputés sur le programme 307 "Administration Territoriale" et 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées"

constater le service fait des travaux, prestations et fournitures exécutés pour le compte de la sous-préfecture, des services administratifs et des résidences.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian ABRARD, sous-préfet de Saint-Omer, les délégations de signature qui lui sont conférées par les articles 1 et 2 du présent arrêté sont exercées par M. Jean-François RAL, secrétaire général de la sous-préfecture de Saint-Omer.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Christian ABRARD, sous-préfet de Saint-Omer, et de M. Jean-François RAL, secrétaire général de la sous-préfecture de Saint-Omer, la délégation de signature qui leur est conférée par l'article 1er du présent arrêté est exercée par Mme Malika OULTACHE, attachée d'administration, Mme Monique TANCHON, Mme Myriam BAILLET, Mme Régine BOUTOILLE, secrétaires administratifs de classe normale, chacune dans les domaines relevant de leurs compétences.

Délégation est également donnée à Mme Annie KIELINSKI, adjointe administrative principale 2ème classe, à l'effet de signer toutes correspondances courantes relevant du bureau de l'animation du territoire et du développement durable.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian ABRARD, la suppléance des fonctions de sous-préfet de Saint-Omer sera assuré par M. Denis GAUDIN, sous-préfet de Calais.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis GAUDIN, la suppléance des fonctions de sous-préfet de Calais sera assuré par M. Christian ABRARD, sous-préfet de Saint-Omer.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Calais et le sous-préfet de Saint-Omer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-60-22 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Matthieu DEWAS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

ARTICLE 1er : Délégation est donnée à M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences les pièces suivantes :

I – INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS

a) Formalités préalables à la réalisation d'infrastructures

1) Procédures d'expropriation pour la réalisation d'aérodromes, ouvrages d'art, immeubles du service :
pièces et correspondances nécessaires aux enquêtes publiques et parcellaires, à l'exclusion des arrêtés, soit ordonnant l'enquête, soit déclaratif d'utilité publique, soit de cessibilité des terrains
Code de l'expropriation pour utilité publique - art. R 11-1 à 11-31
lettres de saisine du juge de l'expropriation en vue du transfert de propriété par ordonnance d'expropriation
Code de l'expropriation pour utilité publique - art. R 12-1

2) Délégations complémentaires pour la réalisation d'opérations domaniales de l'État
- lettres de notification de mise à l'enquête
Code de l'expropriation pour utilité publique - art. R 11-22
- pièces, correspondances, présentations d'observations, en vue de la fixation judiciaire des indemnités d'expropriation
Code de l'expropriation pour utilité publique - art. R 13-15 à 13-42
- arrêtés de déconsignation d'indemnités pour les opérations dont la D.U.P est antérieure au 1er octobre 1974
Code de l'expropriation pour utilité publique - art. R 13-62 à 13-78

3) Pièces et correspondances nécessaires à l'institution de servitudes de passage de réseaux d'eau et d'assainissement, à l'exclusion des arrêtés de mise à l'enquête, et d'institution de la servitude d'utilité publique
Code rural et de la pêche maritime – art. R152-1 à 15

b) Gestion et conservation du domaine public de l'État

1) Lettres de transmission aux services ministériels de l'appréciation des conditions techniques d'implantation des points de vente d'hydrocarbures dans le cadre de la réglementation applicable aux réseaux
Circulaire interministérielle du 12 novembre 1984

2) Arrêtés d'alignement des propriétés riveraines des terrains R.F.F.
Arrêté ministériel du 6 août 1963

3) Arrêtés de modification du classement ou de suppression des passages à niveau R.F.F. - Arrêtés autorisant le changement ou la mise en place d'équipement à un passage à niveau existant ou à créer
Arrêté ministériel du 18 mars 1991

4) Instruction des enquêtes publiques concernant les suppressions de passage à niveau R.F.F.
Circulaire ministérielle du 21 octobre 1971

5) Arrêtés réglementant temporairement la circulation sur les secteurs concédés du réseau autoroutier
Arrêté ministériel du 24 novembre 1967 modifié sur la signalisation routière et autoroutière
Circulaire ministérielle n°96-14 du 6 février 1996

c) Transports routiers

1) Certificats de conformité aux obligations de défense des entreprises du bâtiment et des travaux publics Certificat
Circulaire no 2001-75 du 24 octobre 2001 relative à la délivrance du certificat annuel de régularité et au contrôle annuel des entreprises de travaux publics et de bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense

2) Arrêtés d'autorisation exceptionnelle de transport de marchandises et de matières dangereuses les dimanches et jours fériés
Arrêté ministériel du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes

3) Autorisations de mise en circulation de petits trains routiers touristiques
Arrêté du 25 juin 1997 modifié par l'arrêté du 27 décembre 1999 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs

4) Actes courants relevant de la compétence du coordinateur de la sécurité routière, notamment ceux contribuant à :
l'élaboration de la politique locale, au développement du partenariat et au pilotage des structures départementales
l'amélioration des connaissances en sécurité routière
la gestion et l'animation des programmes de mobilisation
l'accomplissement de la gestion administrative
la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du DGO et du PDASR

d) Transports urbains

Arrêtés de création de Périmètres de Transports Urbains
Décret 85-891 du 16 août 1985 modifié relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non-urbains de personnes
Codes des transports – art. L 1231-4 et 5

II - URBANISME

a) Documents d'urbanisme

1) Schémas de Cohérence Territoriaux (S.C.O.T.), Plans locaux d'urbanisme (P.L.U.), Plans locaux d'urbanisme intercommunaux (P.L.U.I.), et cartes communales : lettres de transmission des informations nécessaires à l'élaboration et la révision, suivi des mesures de publicité et conventions de mise à disposition
Code de l'urbanisme – art. L 121-2 et R 121-1, R 122-12 et R 122-13, R 123-24, R 123-25, R 124-8, L 121-7

2) Plans locaux d'urbanisme
Correspondances relatives à la mise en œuvre de la procédure, la publicité et l'instruction des modifications ou révisions des P.L.U à l'exclusion des arrêtés de prescription, de mise en demeure et d'approbation et de leur insertion au recueil des actes administratifs
Suivi des servitudes d'utilité publique
Code de l'urbanisme - art. L 123-14, R 121-4, L 126-1, R 123-22

3) Zones d'aménagement concerté :
Suivi des mesures de publicité, révision et modification des ZAC
Code de l'urbanisme - art. R 311-5, R 311-9, R 311-12, L 311-7

4) Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles : Présidence de la commission. Signature et transmission de tous les documents y afférents, notamment la convocation des membres, l'établissement de l'ordre du jour, le procès-verbal de séance et les avis rendus par la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles. Saisine de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles pour les projets relevant du 2°) de l'article L.111-1-2 du Code de l'Urbanisme.
Code rural et de la pêche maritime et plus précisément ses articles L112-1-1 et D112-1-11

5) Pôle interministériel d'aménagement et de développement durables : invitations et relevés de décision. Arrêté préfectoral du 29 avril 2011

b) Lotissements (actes ADS déposés avant le 1er octobre 2007)

1) Arrêtés

A) Arrêtés d'autorisation des lotissements sauf dans le cas où les avis du D.D.T.M et des maires sont divergents – Dossiers irrecevables et classement sans suite
Code de l'urbanisme art. R 315-31-1, R 315-31-4

B) Arrêtés de lotissement de l'État, la Région, le Département
Code de l'urbanisme - art. R 315-25

2) Arrêtés de dérogation aux dispositions de l'article R 315-32
Code de l'urbanisme - art. R 315-33

3) Arrêtés de modification des lotissements et de subdivision des lots
Code de l'urbanisme – art. R 315-47 à 49

4) Certificats d'exécution des prescriptions de l'arrêté d'autorisation, ou d'obtention de la garantie d'achèvement des travaux
Code de l'urbanisme - art. R 315-36

5) Lettres

Lettres notifiant au demandeur le numéro d'enregistrement de sa demande et le délai d'instruction
Code de l'urbanisme - art. R 315-15

Lettres de demandes de pièces complémentaires
Code de l'urbanisme - art. R 315-16

Lettres de consultation des services
Code de l'urbanisme - art. R 315-18

c) Autorisations d'aménagement de terrains de camping, de stationnement de caravanes et d'implantation d'habitations légères de loisirs (actes ADS déposés avant le 1er octobre 2007)

1) Lettres notifiant aux demandeurs le numéro d'enregistrement de la demande et le délai d'instruction
Code de l'urbanisme art. R 443-7-2, R 443-7-3

A) Lettres de réclamation de pièces ou de dossiers supplémentaires
Code de l'Urbanisme - art. R 443-7-2, R 421-13

B) Lettres de consultation des services
Code de l'Urbanisme - art. R 443-7-2, R 421-15

2) Arrêtés

A) Arrêtés portant décision sur autorisation d'aménagement par l'État, la Région, le Département
Code de l'Urbanisme - art. R 443-7-4

B) Arrêtés portant décision sauf si le Maire et le D.D.T.M. ont émis un avis en sens opposé - Dossiers irrecevables et classement sans suite
Code de l'Urbanisme - art. R 443-7-4, R 443-7-5, R 444-3, R 444-4

3) Arrêtés d'attestation certifiant, à l'issue du délai d'instruction, qu'aucune décision négative n'est intervenue à l'égard de la demande
Code de l'Urbanisme - art. R 443-7-6

4) Arrêtés de délivrance du certificat constatant l'achèvement des travaux
Code de l'Urbanisme - art. R 443-8

d) Formalités préalables à l'acte de construire (actes ADS déposés avant le 1er octobre 2007)

1) Décisions sur certificat d'urbanisme – avis convergent – Dossiers irrecevables et classements sans suite
Code de l'Urbanisme – art. R 410-23

A) Décisions sur certificats d'urbanisme pour l'État, la Région, le Département
Code de l'Urbanisme - art. R 410-19

B) Réclamations de pièces
Code de l'Urbanisme - art. R 410-7, R 410-8

C) Lettres de consultation des services
Code de l'Urbanisme - art. R 410-7 – R 410-8

2) Lettres

A) Lettres notifiant aux demandeurs le numéro d'enregistrement de la demande de permis de construire et le délai d'instruction
Code de l'urbanisme - art. R 421-12, R 421 13 et 20

B) Réclamations de pièces
Code de l'urbanisme - art. R 421-13

C) Lettres rectificatives du délai
Code de l'urbanisme - art. R 421-20

D) Lettres de consultation des services
Code de l'urbanisme - art. R 421-15

3) Décisions lorsqu'il est mis à la charge du constructeur tout ou partie des contributions prévues au 2° de l'article L.332-6-1 ou à l'article L.332-9
Code de l'urbanisme art. R 421-36-4

4) Décisions comportant dérogation ou adaptation mineure aux dispositions mentionnées à l'article R 421-15 (alinéa 3) du Code de l'urbanisme
Code de l'urbanisme art. R 421-36-5

- 5) Décisions d'autorisations d'occupation ou d'utilisation du sol pour les ouvrages de production, de transport, de stockage et de distribution d'énergie
Code de l'urbanisme - art. R 490-3
- 6) Décisions pour les permis de construire concernant les immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou adossés à un immeuble classé, et les constructions dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, dans un site classé, dans une zone de protection du patrimoine architectural et urbain, dans une réserve naturelle, dans un secteur sauvegardé
Code de l'urbanisme - art. R 421-36-11° et R 421-36-12°
- 7) Décisions pour les constructions proches d'ouvrages militaires ou à l'intérieur de polygones d'isolement
Code de l'urbanisme - art. R 421-36-13° et R 421-36-14°
- 8) Décisions de prorogation de permis délivrés par le Préfet
Code de l'urbanisme - art. R 421-32
- 9) Attestations certifiant, à l'issue du délai d'instruction, qu'aucune décision négative n'est intervenue ou indiquant les prescriptions
Code de l'urbanisme - art. R 421-31
- 10) Certificats de conformité sauf constructions et installations prévues à l'article R 490-4 du code de l'urbanisme
Code de l'urbanisme - art. R 460-4-1 et R 460-4-2
- 11) Décisions de permis de construire industriel, commercial, bureau SHON > 1000 m²
Code de l'urbanisme - art. R 421-36-2
- e) Régime déclaratif (actes ADS déposés avant le 1er octobre 2007)
- 1) Lettres notifiant au déclarant le délai d'instruction lorsqu'il est porté à deux mois
Code de l'Urbanisme - art. R 422-5
- 2) Lettres de demande de pièces complémentaires
Code de l'Urbanisme - art. R 422-5
- 3) Lettres de consultation des services
Code de l'Urbanisme - art. R 422-8
- 4) Décisions d'opposition ou d'accord assorti ou non de prescriptions dans les cas (à l'exclusion des immeubles inscrits) exposés dans l'article R 421-36, alinéas 4, 5, 8, 9, 11 à 14
Code de l'Urbanisme - art. R 422-9 et R 421-36-4
- A) Déclarations de travaux avec dérogation ou adaptation mineure
Code de l'Urbanisme - art. R 422-9 et R 421-36-5
- B) 1 - Déclarations de travaux comprises dans un plan d'exposition au bruit
Code de l'urbanisme - art. R 422-9 et R 421-36-9
2 - Déclarations de travaux pour ouvrages de production, transport, distribution, stockage d'énergie
Code de l'Urbanisme - art. R 422-9 et R 421-36-8
- C) 1 - Déclarations de travaux dans les cas prévus à l'article R 421-38 (A.B.F) sauf si la construction est à l'intérieur du site inscrit
Code de l'Urbanisme - art. R 422-9 et R 421-36-11
2 - Déclarations de travaux dans secteur sauvegardé
Code de l'Urbanisme - art. R 422-9 et R 421-36-12
- D) Déclarations de travaux soumises à autorisation du Ministère de la Défense
Code de l'Urbanisme - art. R 422-9, R 421-36-13, R 421-36-14
- 5) Décisions d'opposition ou d'accord assorti ou non de prescriptions dans les cas (à l'exclusion des immeubles inscrits) exposés aux articles L 421-2-1 4ème alinéa et R 421-36-1, sauf pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales
Code de l'Urbanisme - art. R 422-9 et R 421-36-1°
- f) Autorisations d'installations et travaux divers (actes ADS déposés avant le 1er octobre 2007)
- 1) Lettres indiquant aux demandeurs le numéro d'enregistrement de la demande et la date avant laquelle la décision devra être notifiée
Code de l'urbanisme - art. R 442-4-4 et R 442-4-5
- 2) Lettres de demande de pièces complémentaires
Code de l'urbanisme - art. R 442-4-4 et R 442-4-5
- 3) Décisions comportant dérogation ou une adaptation mineure aux dispositions mentionnées au deuxième alinéa de l'article R 442-4-7 du code de l'urbanisme
Code de l'urbanisme - art. R 442-6-4 2°
- 4) Décisions relatives à une installation ou un travail requérant l'avis conforme des services, personnes publiques ou commissions relevant du ministre chargé des monuments historiques, du ministre chargé des sites, du ministre chargé des zones de protection du patrimoine architectural ou urbain ou du ministre chargé de la protection de la nature, à l'exception du cas des sites inscrits
Code de l'urbanisme - art. R 442-6-4 3°
- g) Permis de démolir (actes ADS déposés avant le 1er octobre 2007)
- 1) Lettres notifiant au demandeur le numéro d'enregistrement de la demande et le délai d'instruction
Code de l'urbanisme - art. R 430-7-1

A) Lettres de réclamation de pièces
Code de l'urbanisme – art. R 430-8
B) Lettres de consultation des services
Code de l'urbanisme - art. R 430-9

2) Avis lié à l'instruction d'une demande de permis de démolir en application de l'article R 430-10-2 du code de l'urbanisme

3) Décisions, sauf si le maire et le DDTM ont émis des avis en sens opposé – dossier irrecevable et classement sans suite
Code de l'Urbanisme - art. R 430-15-6

h) Cas particuliers (actes ADS déposés avant le 1er octobre 2007)

1) Décisions pour les constructions susceptibles d'être exposées au bruit autour d'aérodromes et comprises dans les secteurs définis par arrêté du Préfet
Code de l'urbanisme - art. R 421-36-9°

2) Décisions pour les constructions pour lesquelles un changement de destination doit être autorisé en application de l'article L 631-7 du Code de la Construction et de l'Habitation
Code de l'urbanisme - art. R 421-36-10°

3) Décisions de dérogation aux règles en matière d'implantation et de volume des constructions, et d'aménagement des règles prescrites, sauf dans les cas où le maire et le DDTM ont émis des avis divergents
Code de l'urbanisme - art. R 111-20

4) Avis liés à l'instruction d'une demande de permis de construire à caractère précaire, sur un emplacement réservé à la voirie nationale
Code de l'Urbanisme - art. L 423-1

5) Décisions de sursis à statuer
Code de l'urbanisme - art. L. 111-7, art. R 421-36-7° et R 442-6-4 5

6) Avis conformes du préfet
Code de l'urbanisme – art. L 421-2-2 b), art. R 410-6, R 421-22, et R 315-23

i) Archéologie préventive

Tous actes, décisions et documents relatifs à la liquidation ou l'ordonnement de la redevance d'archéologie préventive
Code du Patrimoine - art. L 524-8

j) Actes relatifs à l'application du droit des sols déposés après le 1er octobre 2007

1) Décisions sur les déclarations préalables concernant les projets réalisés pour le compte de l'État
Code de l'urbanisme – art. R 422-2a

2) Décisions portant sur les permis ou les déclarations préalables pour les ouvrages de production, de transport, de stockage et de distribution d'énergie à l'exception des éoliennes
Code de l'urbanisme – art. R 422-2 b

3) Certificats de non opposition à déclaration préalable de la compétence du Préfet
Code de l'urbanisme – art. R 424-13

4) Certificat de délivrance de permis de construire tacite
Code de l'urbanisme – art. R 424-13

5) Certificats de non opposition aux déclarations attestant l'achèvement et la conformité des travaux lorsque la décision a été prise par l'État
Code de l'urbanisme – art. R 462-10

6) Avis conformes du Préfet
Code de l'urbanisme – art. L 422-5 et L 422-6

7) Lettre de majoration du délai d'instruction
Code de l'Urbanisme - art. R 423-16

8) Lettres de demande de pièces complémentaires
Code de l'Urbanisme - art. R 423-16

9) Lettres de consultation des services
Code de l'Urbanisme - art. R 423-16

k) Publicité, pré-enseignes et enseignes

1) Décision prononçant une amende administrative
Code de l'environnement – art. L 581-26

2) Arrêté ordonnant la suppression, la mise en conformité ainsi que la remise en état des lieux après constatation de l'implantation de dispositifs irréguliers. Notification de l'arrêté
Code de l'environnement – art. L 581-27 et R 581-82

3) Arrêté ordonnant la suppression ou la mise en conformité de dispositifs dans le cas où la déclaration préalable fait apparaître qu'ils sont irréguliers. Notification de l'arrêté

Code de l'environnement – art. L 581-28

4) Information préalable du propriétaire privé ou du gestionnaire de domaine public en cas de suppression d'office d'un dispositif irrégulier
Code de l'environnement – art. L 581-29

5) Astreinte journalière : demande au maire des éléments de recouvrement, liquidation et recouvrement au profit de l'État, acceptation de remise ou de reversement partiel
Code de l'environnement – art. L 581-30

6) Notification à la personne privée propriétaire ou occupant des lieux de la date de commencement des travaux en cas d'exécution d'office
Code de l'environnement – art. L 581-31

7) Arrêté ordonnant la suppression, la mise en conformité ainsi que la remise en état des lieux à la demande d'associations mentionnées à l'article L 141-1 ou du propriétaire de l'immeuble concerné Notification de l'arrêté
Code de l'environnement – art. L 581-32

8) Copie au procureur de la mise en demeure prévue à l'article L 581-27 et information de ce dernier
Code de l'environnement – art. L 581-33

9) Décisions d'installation d'enseigne
Code de l'environnement – art. L 581-21

10) Décisions d'installation de publicité lumineuse
Code de l'environnement – art. L 581-9

III – CONSTRUCTION ET HABITATION

a) Autorisation d'effort direct et de constitution de sociétés

Décisions d'autorisations aux employeurs d'investir directement leur participation à l'effort de construction
Code Construction et Habitation - art. R 313-9-3°

b) Décisions de financement

1) Décisions en matière de subventions et prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés
Code Construction et Habitation - art. R 331-6 et R 331-7, art R 331-19 et art R 331-76-5-1

2) Décisions d'octroi des subventions relatives au foncier et à l'acquisition d'immeubles bâtis
Code Construction et Habitation - art. R 331-25 et R 331-24

3) Décisions en matière de subventions à l'amélioration de l'habitat (PALULOS)
Code Construction et Habitation - art. R 323, 325

4) Autorisations de commencer les travaux avant l'octroi de la décision de subvention, dans le cadre de la réhabilitation des logements locatifs sociaux (PALULOS)
Code Construction et Habitation - art. R. 323-8

5) Dérogations pour financer des travaux (PALULOS) ayant bénéficié depuis moins de 5 ans d'une subvention ou d'un prêt aidé de l'État d'une subvention A.N.A.H
Code Construction et Habitation - art R 323-4

6) Dérogations à la dépense subventionnable (PALULOS)
Code Construction et Habitation - art. R 323-6

7) Dérogations aux conditions d'ancienneté des immeubles acquis en vue d'y aménager avec l'aide de l'État des logements à usage locatif
Article 9 de l'arrêté ministériel du 10 juin 1996

8) Dérogations à la quotité minimale de travaux prévue pour les opérations d'acquisition-amélioration de logements locatifs sociaux (logements-foyers)
Article 8 de l'arrêté ministériel modifié du 5 mai 1995

9) Dérogations au plafond du coût d'acquisition dans les opérations d'acquisition-amélioration réalisées en vue de créer des logements foyers pour personnes âgées ou personnes handicapées Article 5 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2001

10) Dérogations au taux de subvention à l'amélioration des logements locatifs sociaux (PALULOS)
Code de la construction et de l'habitation – art. R 323-7

c) Décisions et aides relatives à l'occupation des locaux et au démarrage des travaux

1) Récépissés de déclarations de location et autorisations de location des logements financés à l'aide des prêts aidés par l'État pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété
Code Construction et Habitation - art. R 331-41

2) Décisions d'autorisation de changements d'affectation de locaux, lorsqu'il ne s'accompagnent pas de travaux
Code Construction et Habitation - art. R 631-4

d) Conventiionnements

Conventions passées entre l'État et les personnes physiques ou morales bailleuses de logements, en application des articles L 351-2 à 353-18 du code de la construction et de l'habitation :

- organismes H.L.M.
Code Construction et Habitation – art. R 353-1 à 22
- travaux d'amélioration
Code Construction et Habitation – art. R 353-32 à 57
- sociétés d'économie mixte
Code Construction et Habitation – art. R 353-58 à 73
- bénéficiaires d'aides de l'État autre que H.L.M. et S.E.M.
Code Construction et Habitation – art. R 353-89 à 103
- logements foyers
Code Construction et Habitation – art. R 353-154 à 165
- bénéficiaires prêts conventionnés
Code Construction et Habitation – art. R 353-126 à 152
- locations liées à une fonction ou un statut
Code Construction et Habitation – art. R 353-166 à 178
- rénovation urbaine ou restauration immobilière
Code Construction et Habitation – art. R 353-189 à 199
- bénéficiaire de P.A.P. en vue de la location
Code Construction et Habitation – art. R 353-200 à 214

e) Contrôle H.L.M.

Décisions d'autorisations ou de refus de cession d'éléments du patrimoine immobilier des organismes d'H.L.M. et des Sociétés d'Économie Mixte et des collectivités territoriales pour leurs logements locatifs ayant fait l'objet de conventions conclues en application de l'article L 351-2 du code de la construction et de l'habitation
Code de la Construction et de l'Habitation - art. L 443-7 à L. 443-15-6

f) Reconstruction

Constructions provisoires - Décisions concernant l'entretien des constructions provisoires, leur démolition ou leur remise au service des domaines pour aliénation

g) Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

Procès verbaux des sous-commissions consultatives d'accessibilité et les documents afférents lorsqu'il en assure la présidence au nom du préfet
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

h) Conventions de délégation de compétence pour l'attribution des aides au logement

Avenants annuels des conventions de délégation de compétence pour l'attribution des aides au logement, après avis du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'exception des avenants fixant les dotations arrêtées en C.A.R et les avenants de fin de gestion en cas de modification substantielles des dotations initiales.
Code de la Construction et de l'Habitation - art. L 301-5-1

i) Programmes locaux de l'habitat

- 1) Porter à connaissance
- 2) Saisine du Comité Régional de l'Habitat
- 3) Publication du caractère exécutoire

IV – GESTION DES ACTES RELATIFS AU PERMIS DE CONDUIRE

a) Dans le cadre du dispositif du « permis à un euro » :
convention-type entre l'État et les établissements d'enseignement relative aux prêts ne portant pas intérêt destinés à financer une formation à la conduite et à la sécurité routière.
Code de la route
Décret n° 2005-1225 du 29 septembre 2005 instituant une aide au financement de la formation à la conduite et à la sécurité routière
Arrêté du 29 septembre 2005 portant approbation de la convention type entre l'État et les établissements d'enseignement relative aux prêts ne portant pas intérêt destinés à financer une formation à la conduite et à la sécurité routière

b) Toutes correspondances relatives au service de la répartition des places d'examen du permis de conduire

V – ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AU TITRE DE LA SOLIDARITE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)

Conventions définies à l'article 3 du décret n° 2002-1209 du 27 septembre 2002 relatif à l'assistance technique fournie par les services de l'État au bénéfice des communes et de leurs groupements et pris pour l'application du III de l'article 1er de la loi du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

VI – GENIE RURAL ET FORETS

a) Aménagement Foncier

1) Décisions concernant les échanges amiables
code rural et de la pêche maritime – art. L 124-3

2) Arrêtés de prise de possession provisoire

3) Lettres d'envoi au ministère de l'agriculture pour insertion au journal officiel des décisions suivantes :

- arrêtés ordonnant le remembrement et fixant le périmètre
- arrêtés clôturant les opérations

4) Tutelle des associations foncières de remembrement du département

Ordonnance n° 2004-632 du 1 juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires – art. 25

Décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires – art. 40 et 41

5) Arrêtés fixant les prescriptions environnementales applicables au plan parcellaire et aux travaux connexes

6) Avis sur l'étude d'impact

7) Accord pour les travaux connexes soumis à autorisation et le plan parcellaire correspondant

8) Commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier

- avis à titre consultatif dans le cadre du contrôle de l'opération
article R 123-31 du code rural et de la pêche maritime

b) Travaux des collectivités publiques, privées et des particuliers

en équipement rural

1) Visa des dossiers techniques d'investissement

2) États de recouvrement des redevances sur les consommations d'eau potable provenant des distributions publiques (collectivités publiques)

instruction interministérielle du 1er juin 1955

c) Forêts

1) Aide au démarrage et au développement des entreprises de travaux forestiers

Règlement CE 1257/99

Circulaire DERF/SDF/C2001-3008 du 26 mars 2001

2) Approbation des règlements d'exploitation dans les forêts de protection

Code forestier – art. R 412 -1

3) Autorisation de coupe

Code de l'urbanisme – art. R 130-3

4) Subventions en espèces du budget de l'État en forêt de production

- travaux de boisement – reboisement

- travaux de conversion

- travaux d'amélioration

- travaux d'équipement

- financement des outils d'aide à la gestion

Décret n° 2000-675 du 17 juillet 2000, pris en application de l'article 10 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement

Décret n° 2007-951 du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'État accordées en matière d'investissement forestier

Arrêté du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement forestier

Circulaire DERF/SDF/C2000-3021 du 18 août 2000

5) Subventions en espèces du budget de l'État des projets d'investissements forestiers ou d'actions forestières à caractère protecteur, environnemental et social

- travaux de protection de la forêt contre les incendies

- travaux de fixation des dunes côtières

- travaux de protection des ressources en eau et des sols, en dehors des zones de montagne

- travaux de restauration minérale des sols acidifiés

- travaux de préservation ou de restauration de la biodiversité

- travaux de création ou de restauration des formations arborées hors forêt

- travaux d'accueil du public

Code forestier

Décret n° 2000-675 du 17 juillet 2000, pris en application de l'article 10 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement

Décret n° 2007-951 du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'État accordées en matière d'investissement forestier

Arrêté du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement forestier

Règlement (C.E) n° 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999

Plan de développement rural hexagonal 2007-2013

6) Instruction des demandes et autorisation des défrichements des bois et forêts des particuliers, des collectivités ou des personnes morales mentionnées à l'article L 141-1 du Code forestier

Code forestier – articles L 312-1 et R 312-1 et suivants (loi n°2001-602 du 9 juillet 2001)

Décret n°2003-16 du 2 janvier 2003 relatif à la procédure de contrôle des défrichements et modifiant le Code forestier

7) Autorisation ou refus d'autorisation de coupes de plantes aréneuses sur les formations dunaires appartenant à des particuliers, des collectivités ou personnes morales mentionnées à l'article L 141-1 du code forestier pour des surfaces inférieures à un demi-hectare

Code forestier – art. L 431-2

8) Ordre de rétablissement des lieux en nature de bois après défrichement
Code forestier – art. L 313-2

9) Autorisation de coupe en cas de régime spécial d'autorisation administrative (propriété relevant d'un plan simple de gestion)
Code forestier – art. L 222-5

10) Distraction du régime forestier des terrains de collectivités ou personnes morales mentionnées à l'article L 141-1 du code forestier
Code forestier – art. L 141-1
Circulaires PN/53.170-3024 du 3 décembre 1970 et DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003

11) Application du régime forestier des terrains de collectivités ou personnes morales mentionnées à l'article L 141-1 du code forestier
Code forestier – art. L 141-1 et R 141-1 à 8

12) Résiliation, transfert à un nouveau bénéficiaire, modification du montant d'un prêt sous forme de travaux du fonds forestier national et décision modificative de la surface boisée objet de ce prêt
Code forestier – art. L 532-1
Code forestier – art. R 531-2 à R532-25

13) Aide au boisement de surfaces agricoles
Règlement (C.E) n° 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999
Décret n° 2001-359 du 19 avril 2001 relatif à l'attribution d'une prime annuelle destinée à compenser les pertes de revenu découlant du boisement de surfaces agricoles
Circulaire DERF/SDF/C2001-3020 et DEPSE/C2001-7034 du 8 août 2001

14) Toutes décisions individuelles relatives à la fin de gestion des mesures du Plan de Développement Rural National 2000-2006 (P.D.R.N)
Règlement C.E.E n°1257/1999 du 19 mai 1999 (F.E.O.G.A)
PDRN 2000-2006 approuvé par la commission le 7 septembre 2000 modifié

15) Toutes décisions individuelles relatives à la mise en œuvre du Programme de Développement Rural Hexagonal 2007-2013 (P.D.R.H)
Règlement C.E.E n°1698/2005 du 20 septembre 2005 (F.E.A.D.E.R)
P.D.R.H 2007-2013 approuvé par la commission le 20 juin 2007

d) Protection de l'environnement

1) Adhésions à des chartes établies dans le cadre des sites proposés ou établis au titre des directives communautaires « habitats » et « oiseaux » (sites dits « Natura 2000 »)
Directive 92/43/CEE, Directive 2009/147/CE
Code de l'Environnement – art. L 414-1, L 414-3 II et R 414-12 et 12-1
Circulaire DEVL1131446C du 27 avril 2012

2) Contrats établis dans le cadre des sites proposés ou établis au titre des directives communautaires « habitats » et « oiseaux » (sites dits « Natura 2000 »)
Directive 92/43/CEE, Directive 2009/147/CE
Code de l'environnement – art. L 414-1, L 414-3 I et R 414-13 à 17
Circulaire DEVL1131446C du 27 avril 2012

3) Évaluation des incidences instruites dans le cadre du régime d'autorisation propre à Natura 2000 sur les sites proposés ou établis au titre des directives communautaires « habitats » et « oiseaux »
Directive 2009/147/CE, directive 92/43/CEE
Code de l'environnement - art. L 414-1, L 414-4-IV, L 414-5 et R 414-27 à 29

VII – EXPLOITATIONS AGRICOLES

a) Aides relatives aux régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

1) Toutes décisions individuelles relatives à la gestion des aides, à leur contrôle et à la gestion des droits individuels concernant l'application des :
Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant les règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs ;
Règlement (CE) n°1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III règlement (CE) n°733/2009 du Conseil;
Règlement (CE) n°1121/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du règlement (CE) n°73/2009 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide en faveur des agriculteurs prévus aux titres IV et V dudit règlement ;
Règlement (CE) n°1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ;
Règlement (CE) n°1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la PAC ;
Règlement (CE)n°1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 modifié établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers et règlements d'application de la commission ;
Et les textes d'application nationale de ces dits règlements.

2) Arrêtés préfectoraux définissant les critères départementaux d'attribution d'aides ou de droits individuels
Règlement (CE) n°73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant les règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs ;
Règlement (CE) n°1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III règlement (CE) n°733/2009 du Conseil;
Règlement (CE) n°1121/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du règlement (CE) n°73/2009 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide en faveur des agriculteurs prévus aux titres IV et V dudit règlement ;

Règlement (CE) n°1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ;
Règlement (CE) n°1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la PAC ;
Règlement (CE)n°1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 modifié établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers et règlements d'application de la commission ;
Et les textes d'application nationale.

b) Aides relatives au développement rural dans le cadre de la politique agricole commune

1) Toutes décisions individuelles relatives à la fin de gestion des mesures du Plan de Développement Rural National 2000-2006 (PDRN)
Règlement (CE) n°1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 modifié concernant le soutien au développement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et règlements d'application de la commission ;
Plan de Développement Rural National 2000-2006 approuvé par la Commission le 7 septembre 2000, modifié ;
Et les textes d'application nationale

2) Toutes décisions individuelles relatives à la mise en œuvre du Programme de Développement Rural Hexagonal 2007-2013 (PDRH)
Règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 modifié relatif au soutien du développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et règlements d'application de la commission ;
Programme de Développement Rural Hexagonal approuvé par la Commission le 19 juillet 2007 ;
Et les textes d'application nationale
Document Régional de Développement Rural Nord – Pas de Calais (DRDR)

3) Arrêtés préfectoraux relatifs à la mise en œuvre du PDRH
Règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 modifié relatif au soutien du développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et règlements d'application de la commission ;
Programme de Développement Rural Hexagonal approuvé par la Commission le 20 juin 2007 ;
Textes d'application nationale

4) Aide pour le retrait à long terme au profit de la protection des eaux
circulaires ministérielles DEPSE/SD SEA n° 7010 du 26 mars 1993, n°s 7004, 7005 et 7006 du 1er février 1994, n° 7037 du 10 octobre 1994, n° 7046 du 23 décembre 1994, n° 7007 du 19 février 1996 et n° 7017 du 23 avril 1996

c) Aides nationales à l'investissement

Décisions individuelles relatives au programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage (PMPLEE)
Code de l'environnement – art. D 211-54 à 59

d) Aides à l'installation et à la transmission d'exploitation

1) Décisions individuelles relative à la réalisation du plan de professionnalisation personnalisé
Code rural et de la pêche maritime – art. R D 343-22

2) Décisions individuelles d'octroi d'une indemnité prévue à l'article D 343-23 du code rural et de la pêche maritime relative à la mise en œuvre du plan de professionnalisation personnalisé

3) Décisions individuelles d'octroi d'une bourse aux jeunes réalisant un stage d'application en exploitation dans le cadre du plan de professionnalisation personnalisé
Code rural et de la pêche maritime – art. D 343-19

4) Décisions individuelles d'agrément des maîtres exploitants pour la mise en œuvre du stage d'application en exploitation dans le cadre du plan de professionnalisation personnalisé
Code rural et de la pêche maritime – art. D 343-24

5) Décisions individuelles d'octroi des aides consenties aux exploitants agricoles dans le cadre des programmes pour l'installation des jeunes en agriculture et le développement des initiatives locales (PIDIL)
Code rural et de la pêche maritime- art. D 343-34 à 343-36 Agrément de la Commission Européenne en date du 7 novembre 2007 sous les N° A25/2007 et N° 110/2007

e) Structures

1) Décisions relatives à la résiliation de bail pour changement de la destination agricole
Code rural et de la pêche maritime – art. L 411-32

2) Décisions relatives aux indemnités viagères de départ (IVD), de réversion ou de regroupement
loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole

3) Décisions relatives aux demandes d'autorisations préalables dans le cadre du contrôle des structures
Code rural et de la pêche maritime – art. L. 331-3, L. 331-5 et R 331-6

4) Décisions relatives aux déclarations préalables dans le cadre du contrôle des structures
Code rural et de la pêche maritime – art. L 331-2 et R 331-7

5) Mise en demeure de déposer une demande d'autorisation ou d'interrompre l'exploitation d'un fonds et décisions relatives aux sanctions pécuniaires
Code rural et de la pêche maritime – art. L 331-7 et R 331-8

6) Décisions relatives aux poursuites temporaires d'activité permettant de cumuler la retraite des exploitants agricoles et la mise en valeur de l'exploitation
Code rural et de la pêche maritime – art. L 732-40

7) Décisions relatives à la reconnaissance des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)
Code rural et de la pêche maritime – art. R 323-1 à R 323-23

f) Aides de minimis

Toutes décisions individuelles relatives aux aides nationales mis en œuvre dans le cadre du règlement relatif aux aides de minimis Règlement (CE) n°1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis dans le secteur des productions agricoles.

g) Gestion des quotas laitiers

1) Décisions individuelles relatives au regroupement d'ateliers laitiers
Code rural et de la pêche maritime – art. L 654-28

2) Décisions individuelles de transfert des quantités de référence laitières
Code rural et de la pêche maritime – art. D 654-101 à D 654-114

3) Propositions d'attribution de quantités de référence laitières mises en réserve
Code rural et de la pêche maritime – art. D 654-61 à 63- D 654-72 à 75

4) Propositions d'attribution des quantités de référence laitières dans le cadre de la procédure transfert de quantités références sans terre (TSST)
Code rural et de la pêche maritime – art. D 654-112-1

5) Octroi d'une indemnité à l'abandon définitif total ou partiel de la production laitière
règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 modifié
Code rural et de la pêche maritime – art. D 654-88-1 à D 654-88-8

h) - Exploitations en difficulté

1) Aide à la réinsertion professionnelle et le congé formation pour les exploitants agricoles en difficulté
Code rural et de la pêche maritime – art. D 352-15 à D 352-21

2) Aides aux agriculteurs en difficultés (AGRIDIFF)
Code rural et de la pêche maritime - art. R351-1 à D 354-10

i) Calamités agricoles

1) Décisions de constitution des missions d'enquête « calamités agricoles »
Code rural et de la pêche maritime - article D 361-20

2) Décisions individuelles d'octroi d'une indemnité au titre des calamités agricoles
code rural et de la pêche maritime - article D 361-34 à D361-42

VIII – CHASSE

a) Entraînement et épreuves pour chien d'arrêt (field-trials)
arrêté ministériel du 21 janvier 2005 fixant certaines conditions de réalisation des entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse

b) Arrêté autorisant les courses de chiens

c) Autorisation de détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol

d) Reprise de gibier vivant en vue du repeuplement
code de l'environnement – art. L 424-11 - arrêté ministériel du 1er août 1986
arrêté ministériel du 7 juillet 2006 portant sur l'introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins et sur le prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée.

e) Délivrance des autorisations de destructions d'animaux classés nuisibles
Code de l'environnement – art. R 427-20 - circulaire d'application du 9 novembre 1988

f) Battues administratives pour tout le département
Code de l'environnement – art. L 427-6

g) Élevages de gibier : autorisation d'ouverture des établissements d'élevage uniquement au titre de la protection de la nature
Code de l'environnement – art. R 413-28 à R 413-39 – arrêté ministériel du 10 août 2004 fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques
arrêté ministériel du 10 août 2004 fixant les règles générales de fonctionnement des installations d'élevage d'agrément d'animaux d'espèces non domestiques.

h) Délivrance du certificat de capacité
Code de l'environnement – art. L 413-2 - R 413-24 à R 413-27 – arrêté ministériel du 10 août 2004 fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques
arrêté ministériel du 10 août 2004 fixant les règles générales de fonctionnement des installations d'élevage d'agrément d'animaux d'espèces non domestiques.

i) Agrément des piégeurs

Code de l'environnement – art. R 427-16

j) Arrêté d'annulation d'agrément pour le piégeage

k) Arrêté relatif à la restitution d'un agrément de piégeage

l) Déclaration de poste fixe utilisé pour la chasse de nuit du gibier d'eau (transfert, vente)

m) Plan de chasse

1) arrêtés individuels de plan de chasse au chevreuil, au daim, au mouflon, au cerf sika et au sanglier, contenant éventuellement des autorisations de tirs de sélection (tirs d'été)

Code de l'environnement – art. R 425-8 et L 425-16 et suivants

2) Arrêté annuel fixant l'attribution des plans de chasse grand gibier chevreuil

3) Notification individuelle d'attribution du plan de chasse chevreuil

4) Arrêté de retrait de plan de chasse chevreuil

5) Notifications individuelles de retrait plan de chasse chevreuil

6) Arrêté complémentaire fixant le plan de chasse chevreuil suite à recours gracieux ou hiérarchique

7) Notifications individuelles suite à recours gracieux ou hiérarchique

8) Arrêté annuel fixant l'attribution des plans de chasse petit gibier – lièvre

9) Arrêtés individuels de plan de chasse au petit gibier

Code de l'environnement – art. R 425-8

10) Arrêté complémentaire fixant le plan de chasse lièvres suite à recours gracieux ou hiérarchique

11) Arrêté annuel fixant l'attribution du plan de chasse petit gibier – perdrix

12) Arrêté préfectoral relatif au retrait du plan de chasse perdrix

13) Arrêté fixant le plan de chasse du grand gibier–daim et cerf sika

14) Notification individuelle du plan de chasse cerf sika, daim

n) Arrêté PGCA faisans

o) Notifications individuelles PGCA faisans aux GIC et notifications individuelles PGCA perdrix

p) Délivrance d'attestation de meute

arrêté ministériel du 18 mars 1982 modifié par l'arrêté du 23 juillet 1993

q) Lâcher d'animaux nuisibles

Code de l'environnement – art. R 427-26

r) Utilisation de sources lumineuses la nuit pour comptage et captures et/ou destruction de gibier à des fins scientifiques, de repeuplement ou de gestion des populations

arrêté ministériel du 1er août 1986

s) Récépissés de déclaration de postes fixes à partir desquels s'exerce la chasse de nuit du gibier d'eau

Code de l'environnement – art. R 424-17

t) Autorisations de dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 et R 411-6 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées

Code de l'environnement – art. L 411-2 et suivants, R 411-6 et suivants –
arrêté ministériel du 19 février 2007

u) Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage :

Présidence de la commission. Signature et transmission de tous les documents y afférents, notamment la convocation des membres, l'établissement de l'ordre du jour, le procès-verbal de séance et les avis rendus par ladite Commission.

v) licences à prix d'argent sur le domaine public fluvial

Code de l'environnement – art. D422-108

IX – EAU ET PECHE

a) Pêche

1) Interdiction de la pêche en cas de baisse des eaux

Code de l'environnement – art. R 436-32 partie III

2) Autorisations de capture et de transport du poisson destiné à la reproduction et au repeuplement ou à des fins sanitaires ou en cas de déséquilibres biologiques, ou à des fins scientifiques

Code de l'environnement – art. L 436-9 et R 432-6 à R 432-11

-
- 3) Autorisation de concours de pêche dans les cours d'eau de 1ère catégorie piscicole
Code de l'environnement – art. R 436-22
- 4) Autorisation de pêche la nuit de la carpe
Code de l'environnement – art. R 436-14-5°
- 5) Agrément des présidents et trésoriers de la Fédération et des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique
Code de l'environnement – art. R 434-27
- 6) Agrément d'une association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques
Code de l'environnement – art. R 434-26
- 7) Élections des instances représentatives de la pêche de loisir
Code de l'environnement – art. R 434-34
- 8) Interdiction de la pratique de la pêche
Code de l'environnement – art. R 436-8
- b) Eaux
- 1) Avis de réception des dossiers de demande d'autorisation au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-7
- 2) Communications et informations dans le cadre de l'instruction des dossiers de demandes d'autorisation au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-10 et 11
- 3) Invitation à déposer une nouvelle demande d'autorisation dans le cadre d'une modification d'une opération autorisée au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-18
- 4) Accusé de réception des dossiers de déclaration au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-33 1°
- 5) Récépissé de déclaration des dossiers de déclaration au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-33 2°
- 6) Invitation à présenter des observations sur les prescriptions envisagées concernant un dossier de déclaration au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-35
- 7) Invitation à régulariser un dossier de déclaration au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-35
- 8) Invitation à déposer une nouvelle déclaration dans le cadre d'une modification d'une opération déclarée au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-40
- 9) Transiger sur la poursuite des contraventions et délits
Code de l'environnement – art. R 437-6
- 10) Autorisation de remise en service des ouvrages
Code de l'environnement – art. R 214-47
- 11) Arrêté travaux d'urgence
Code de l'environnement – art. R 214-44
- 12) Ouvrages, installations, aménagement ou activités nouvellement inclus dans une nouvelle nomenclature
Code de l'environnement – art. R 214-53
- 13) Communication, pour information, de dossiers spécifiques
Code de l'environnement – art. R 214-103
- 14) Statut d'eaux closes au titre de l'article R 431-7 du code de l'environnement
- 15) Opposition à une opération soumise à déclaration au titre de l'article R.214-35 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-35
- 16) Fixation des débits minimaux temporaires en période d'étiage naturel exceptionnel en aval des ouvrages barrant les cours d'eau
Code de l'environnement – art. R 214-111-2
- 17) Modification du classement d'un ouvrage, résultant des articles R.214-112 et R. 214.113 du code de l'environnement
Code de l'environnement – art. R 214-114
- 18) Assainissement et qualité des eaux – arrêté agrément pour les personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif
Code de l'environnement – art. R 221-25 à R 221-45 et R 214-5

a) Agrément des groupements de défense contre les organismes nuisibles
Code rural et de la pêche maritime – art. L 252-2

b) Décisions correspondant à la mise en œuvre des opérations de police phytosanitaire et de contrôle (rat musqué – lutte collective)

c) Décisions prescrivant des mesures destinées à éviter la propagation de certains ennemis des cultures

XI – HARAS, COURSES ET EQUITATION

Agrément des commissaires de course
Décret du 5 mai 1997
Arrêté ministériel du 25 juin 2001
Circulaire DERF/SDC/C2001-3024 du 24 août 2001

XII – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DES COURS D'EAU

Autorisations d'occupation temporaire des cours d'eau domaniaux relevant du ministère chargé de l'agriculture.

XIII – AFFAIRES MARITIMES ET LITTORAL

a) Gestion du domaine public maritime

1) Actes d'administration du domaine public maritime et fluvial

2) Autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime
Code général de la propriété des personnes publiques – art. R 2122-4

3) Baux de location du domaine public maritime ou du domaine privé appartenant à l'État

4) Autorisations d'occupation temporaire du domaine public fluvial

5) Notification des actes de délimitation du rivage de la mer
Code général de la propriété des personnes publiques – art. R 2111-9, R 2111-12 et 13

6) Application du décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines dans le domaine public maritime (à l'exception des décisions d'octroi ou de refus d'autorisations d'exploitation des concessions).

b) Police des épaves maritimes

1) Sauvegarde et conservation des épaves, mise en demeure du propriétaire, intervention d'office
Décret du 26 décembre 1961

2) Décision de concession d'épaves complètement immergées
Circulaire du 22 août 1974

3) Décision concernant les modalités de vente d'épaves
Arrêté du 4 février 1965 (articles 17 et 24)

c) Abandon des navires et engins flottants

Mise en demeure de faire cesser le danger présenté par les navires et engins flottants abandonnés sur le rivage, en dehors des limites des ports

Décret n° 87-830 du 6 octobre 1987 modifié portant application de la loi n° 85-662 du 3 juillet 1985 relative aux mesures concernant dans les eaux territoriales et les eaux intérieures les navires et engins flottants abandonnés

d) Régime du pilotage

1) Licences de capitaine pilote
délivrance, renouvellement, extension, réduction, retrait, suspension
Décret n° 69-515 du 19 mai 1969 modifié

2) Fonctionnement de la commission locale pour la délivrance des licences de capitaine pilote
Arrêté du 18 avril 1986

3) Vérification annuelle des conditions requises pour les titulaires de licence de capitaine pilote

4) Réprimande et blâme en dehors de l'exercice du service à bord d'un navire

e) Commission nautique locale

1) Nomination des membres temporaires des commissions nautiques locales
Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 modifié relatif aux commissions nautiques

2) Présidence des commissions nautiques locales

f) Conditions générales d'exercice de la pêche maritime

1) Délivrance et suspension d'autorisation d'emploi des filets fixes calés sur les grèves de la zone de balancement des marées
Décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 pris pour l'application du titre II et du titre IV du livre IX du Code rural et de la pêche maritime

2) Autorisation de pêche à l'intérieur des installations portuaires

Décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 pris pour l'application du titre II et du titre IV du livre IX du Code rural et de la pêche maritime

3) Délivrance et gestion des licences de pêche communautaire

Règlement CE n° 3690/93 du conseil du 20/12/93

4) Délivrance d'autorisation et de suspension du permis de pêche à pied professionnelle

Décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel – art. 2 et 5

5) Décision d'effectif des navires de pêche et de commerce

Décret n° 67-432 du 26 mai 1967 relatif aux effectifs à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance

6) Actes de vente des navires de pêche artisanale

Décret n° 2006-142 du 10 février 2006 relatif à la création du guichet unique prévu par la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français

7) Décisions dérogeant aux conditions de nationalité

Code des transports – art. L5522-1

8) Décisions dérogeant aux conditions de moralité

Décret n° 67-690 du 07 août 1967 relatif aux conditions d'exercice de la profession de marin et notamment l'article 5

g) Contrôle sanitaire et technique des produits de la mer

1) Contrôle et surveillance du milieu et du cheptel

Décret 89-247 du 14 avril 1989 portant application de l'article 1er de la loi n° 84-608 du 16 juillet 1984 relative à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

2) Conditions sanitaires de production et de mise sur le marché de coquillages vivants

Code rural et de la pêche maritime – art. R 231-35 à R 231-59

3) Première mise en marché des produits de la pêche

Décret n° 89-273 du 26 avril 1989 modifié portant application du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime en ce qui concerne la première mise en marche des produits de la pêche maritime et les règles relatives aux communications d'informations statistiques

h) Chasse sur le domaine public maritime

Gestion du droit de chasse sur le domaine public maritime à l'exception de la signature :

A) des arrêtés portant constitution du groupe de travail compétent pour les baux

B) des arrêtés portant délimitation des lots de chasse

C) des baux de chasse

Loi 75-347 du 14 mai 1975 - Arrêté interministériel du 30 juin 1975 - Décret n° 75-544 du 30 juin 1975 modifié - circulaire ministérielle 2785 P-4 du 22 août 1975

i) Permis plaisance

1) Agrément et contrôle des établissements de formation à la conduite en mer et en eaux intérieures

Décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur – art. 22 et 29

Arrêté du 30 octobre 2012 relatif au nombre et à la compétence territoriale des services instructeurs, pris en application des décrets n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur et n° 2007-1168 du 2 août 2007 relatif aux titres de navigation des bâtiments et établissements flottants naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures – art. 1

2) Autorisation d'enseigner des formateurs à la conduite des bateaux de plaisance à moteur et mesures de compensation

Décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur – art. 32 à 33

Arrêté du 30 octobre 2012 relatif au nombre et à la compétence territoriale des services instructeurs, pris en application des décrets n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur et n° 2007-1168 du 2 août 2007 relatif aux titres de navigation des bâtiments et établissements flottants naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures – art. 1

3) Désignation des examinateurs du permis de conduire les bateaux de plaisance à moteur

4) Délivrance du permis de conduire les bateaux de plaisance à moteur

Décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur – art. 4

Arrêté du 30 octobre 2012 relatif au nombre et à la compétence territoriale des services instructeurs, pris en application des décrets n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur et n° 2007-1168 du 2 août 2007 relatif aux titres de navigation des bâtiments et établissements flottants naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures – art. 1

5) Retrait temporaire ou définitif des permis de conduire des bateaux de plaisance à moteur et autres titres de conduite des navires ou bateaux de plaisance à moteur

Décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur – art. 6

6) Interdiction de pratiquer la navigation à partir de ports français ou dans les eaux territoriales françaises pour les conducteurs de navire de plaisance à moteur non titulaires d'un permis de conduire français
Décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur – art. 7

7) Décisions, documents et correspondances relatifs à l'application de l'arrêté relatif à la conduite de coches nolisés, notamment délivrance d'agrément et d'attestation d'agrément des nolisateurs, suspension ou retrait définitif dudit agrément
Arrêté du 25 octobre 2007 relatif aux conditions de conduite des coches de plaisance nolisés et à la délivrance de l'agrément pour leur nolisage

j) Coopératives maritimes

1) Contrôle des coopératives maritimes, des coopératives d'intérêt maritime et de leurs unions

Décret n°85-416 du 4 avril 1985 relatif au contrôle des coopératives maritimes, des coopératives d'intérêt maritime et de leurs unions

2) Décisions concernant l'agrément et le retrait d'agrément des coopératives maritimes, des coopératives d'intérêt maritime et de leurs unions

Décret n° 87-368 du 1er juin 1987 relatif à l'agrément et au contrôle des coopératives maritimes, des coopératives d'intérêt maritime et de leurs unions

k) Contravention de grande voirie

1) Notification des procès-verbaux de contravention de grande voirie

Code de justice administrative – art. L 774-2

2) Notification des jugements afférents

Code de justice administrative – art. L 774-6

XIV - CONTENTIEUX

a) Règlement amiable des dommages matériels causés à des tiers du fait de l'administration ou subis par l'administration

Circulaire ministérielle n° 2003-64 du 3 novembre 2003

b) Réponses aux recours gracieux en matière de dommages de travaux publics

c) Dans les domaines relevant de la compétence de la D.D.T.M, représentation auprès du tribunal administratif et présentation des observations orales dans le cadre des procédures où la D.D.T.M est mise en cause et notamment dans les procédures de référé

Code de Justice Administrative – art. R 431-10, art. L 521-1 et suivants

Circulaire 88-47 du 9 mai 1988

d) Représentation de l'État dans le cadre des expertises où la direction départementale des territoires et de la mer est partie aux opérations en cause. Formulation et transmission des observations à l'expert ("dires à expert")

Code de Justice Administrative - Nouveau Code de Procédure Civile

e)1) Lettres de saisine du ministère public, de présentation d'observations écrites et orales devant les tribunaux, de commande de travaux nécessaires à l'exécution de décisions de justice à l'expiration du délai fixé par jugement

Code de l'Urbanisme – art. 480-2 à 9, art. 480-4

2) Formulation des observations écrites et représentation auprès des tribunaux concernant les infractions au Code de l'Urbanisme et au Code de la Construction et de l'Habitation

Code de l'Urbanisme - Code de la Construction et de l'Habitation

f) Formulation des observations en défense et représentation auprès des tribunaux civils

Nouveau code de Procédure Civile - art. 18 et 828

g) Formulation des observations écrites et représentation auprès des tribunaux concernant les infractions aux règles de publicité, d'enseignes et de pré-enseignes

Code de l'Environnement

XV – PERSONNEL (Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie et Ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement)

a) Arrêtés de nomination ou réintégration, de mise en position d'activité à temps complet ou partiel, de détachement (1), de disponibilité, d'accomplissement du service national, de congé parental, de sanctions disciplinaires et de cessation d'activité des conducteurs des T.P.E., agents des T.P.E., ouvriers de parc et ateliers et des catégories C administratives et techniques (2)

(1) pour les C, sauf lorsqu'il nécessite l'avis d'un ou plusieurs ministres ou un arrêté ministériel

(2) pour les C, sauf admission retraite invalidité

Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État

Décret n° 66-900 du 18 novembre 1966 portant statut particulier du corps des conducteurs des travaux publics de l'État

Décret n° 66-901 du 18 novembre 1966 portant statut particulier du corps des agents des travaux publics de l'État

Décret n°65-382 du 21 mai 1965 relatif aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928.

Décret n°86-351 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministre chargé de l'urbanisme, du logement et des transports

b) Arrêtés d'affectation et décisions relatives à la gestion : notation et avancement (1), rémunération et indemnisation, congés légaux en position d'activité, autorisations spéciales d'absence, autorisations d'enseigner, des conducteurs principaux et conducteurs des T.P.E., agents des T.P.E., ouvriers des parcs et ateliers et des catégories C administratives et techniques

(1) à l'exclusion pour les catégories C, de l'établissement des tableaux d'avancement aux grades supérieurs et de promotion au groupe supérieur de rémunération

Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - art.34

Décret n°66-900 du 18 novembre 1966 portant statut particulier du corps des conducteurs des travaux publics de l'État

Décret n° 66-901 du 18 novembre 1966 portant statut particulier du corps des agents des travaux publics de l'État
Décret n° 65-382 du 21 mai 1965 relatif aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928
Décrets n° 84-972 du 26 octobre 1984 relatif aux congés annuels des fonctionnaires de l'État
Décret n° 86-351 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministre chargé de l'urbanisme, du logement et des transports
Instruction n°7 du 23 mars 1950 concernant l'application des dispositions des articles 86 et suivants du statut général relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence
Circulaire FP n° 2446 du 13 janvier 2005 relative aux facilités en temps bénéficiant aux fonctionnaires titulaires de mandats municipaux
Circulaire FP n° 1009 du 15 juillet 1969
Circulaire FP no 1475 et B-2 A/98 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées au personnel de l'administration pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde

c) Décisions fixant les droits des ouvriers des parcs et ateliers victimes d'accidents du travail
Circulaire A 31 du 19 août 1947

d) Arrêtés d'affectation (à l'exclusion des chefs de subdivisions territoriales), des ingénieurs des T.P.E, attachés administratifs, fonctionnaires de catégorie B, lorsque celle-ci n'entraîne pas de changement de résidence ou de modification de la situation des intéressés au sens de l'article 60 de la loi du 11 janvier 1984, et des fonctionnaires de catégories C administratives et techniques qui entraînent ou pas, un changement de résidence ou qui modifient la situation de l'agent
Décret n° 68-192 du 23 février 1968 portant déconcentration en matière de gestion de personnels des services extérieurs de l'Équipement
Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministre chargé de l'urbanisme, du logement et des transports

e) Arrêtés de mise en position d'accomplissement du service national, de disponibilité pour raisons de santé ou pour élever un enfant de moins de 8 ans, des fonctionnaires de catégories A, B et C.
Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État
Décret n° 68-192 du 23 février 1968 portant déconcentration en matière de gestion de personnels des services extérieurs de l'Équipement
Décret n° 59-309 du 14 février 1959 portant RAP relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires et à certaines modalités de cessation définitive de fonction

f) Décisions relatives à la gestion : rémunération et indemnisation, congés légaux en position d'activité, autorisations spéciales d'absence, autorisations d'enseigner, des fonctionnaires de catégories A, B (à l'exclusion de l'octroi des congés de longue durée pour maladie contractée dans l'exercice de leurs fonctions, et des congés de formation professionnelle) et C (à l'exclusion des congés de longue maladie qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur)
Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État
Instruction n° 7 du 23 mars 1950 concernant l'application des dispositions des articles 86 et suivants du statut général relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence
Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministre chargé de l'urbanisme, du logement et des transports
Circulaire FP n° 2446 du 13 janvier 2005 relative aux facilités en temps bénéficiant aux fonctionnaires titulaires de mandats municipaux
Circulaire FP no 1009 du 15 juillet 1969
Circulaire FP no 1475 et B-2 A/98 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées au personnel de l'administration pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde

g) Décisions relevant de la gestion des agents non titulaires de l'État, à l'exclusion des agents de catégories A et B gérés par le ministère
Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État

h) Décisions de maintien dans l'emploi de certains personnels en vue d'assurer la continuité des missions indispensables à l'action gouvernementale, à la vie de la nation ou à la sécurité des personnes et des installations

Loi du 31.07.63 - loi du 13.07.83 art 10 - circulaires ministérielles des 22.09.61, 3.03.65 et 26.01.81

1) Ordres de mission à l'étranger sur crédits déconcentrés
Décret n° 86-416 du 12 mars 1986 fixant les conditions et modalités de prise en charge par l'État des frais de voyage et de changement de résidence à l'étranger ou entre la France et l'étranger des agents civils de l'État et des établissements publics de l'État à caractère administratif.
Circulaire B-2E-22 du 01.03.91

2) Attribution de la nouvelle bonification indiciaire pour les agents de catégorie A, B et C
Décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement.

3) Organes consultatifs locaux :
Décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires
Circulaire Équipement du 4 avril 1990
A) Composition
B) Convocation et fixation de l'ordre du jour
C) Procès-verbal de séance

4) Mise à disposition de droit prévue à l'article 105 de la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales
Décret n° 86-351 du 6 mars 1986 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministre chargé de l'urbanisme, du logement et des transports - Art. 2-2

5) Détachement sans limitation de durée auprès d'une collectivité territoriale, en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2007
Arrêté ministériel du 16 mars 2007

i) Cartes de commissionnement
Décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions interministérielles

Arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles

j) les sanctions disciplinaires (à l'exception de celles au-delà des sanctions du 1er groupe)

XVI – PERSONNEL (fonctionnaires et agents non titulaires - Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt)

a) Octroi des congés annuels, des congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié

b) Octroi et renouvellement des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée

c) Octroi des autorisations d'absence à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical

d) Changement d'affectation des fonctionnaires des catégories B et C n'entraînant ni changement de résidence, ni modification de la situation des intéressés au sens de l'article 48 de l'ordonnance du 4 février 1959

e) Arrêtés reconnaissant l'imputabilité au service des accidents constatés

f) Exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité

g) Recrutement sans concours dans le corps de fonctionnaire de catégorie C de la fonction publique de l'État.

h) Cartes de commissionnement

Décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions interministérielles

Arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles

i) les sanctions disciplinaires (à l'exception de celles au-delà des sanctions du 1er groupe)

j) autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel et du retour de l'exercice des fonctions à temps plein

k) autorisation de l'utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps

ARTICLE 2 : Sont toutefois exclus de la présente délégation de signature :

les arrêtés portant réglementation générale,

les arrêtés concernant les investissements publics financés par l'État,

les décisions portant création de commissions ou modification de leur composition, hors celles ayant trait à la composition des organismes consultatifs locaux

les circulaires ou instructions adressées aux collectivités locales, aux services, établissements et organismes publics, aux sociétés d'économie mixte

et de manière générale, l'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs des collectivités locales et de leurs établissements publics.

ARTICLE 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de

l'administration de l'Etat dans le département

Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-40-23 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Serge SZARZYNSKI, Directeur départemental de la cohésion sociale du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Serge SZARZYNSKI, directeur départemental de la cohésion sociale, à effet de signer, à l'exception des correspondances avec les élus, les administrations centrales et régionales sauf d'administration courante, dans le cadre de ses attributions et compétences, les actes et décisions suivants :

1 – En matière de cohésion sociale :

1.1 – Contrôle de l'exercice des professions sociales

a) enregistrement des diplômes,

b) délivrance des cartes professionnelles,

1.2 – Lutte contre les exclusions : mise en œuvre des politiques d'intégration, d'insertion, de solidarité et de développement social.

1.2.1 - Aide sociale de l'Etat

a) Déclaration de créances pour récupération sur successions, inscriptions et radiations hypothécaires.

b) Recours devant les juridictions d'aide sociale et notifications des décisions concernant l'aide sociale de l'état.

-
- c) Attribution de l'allocation supplémentaire de la caisse des dépôts et consignations et de l'allocation militaire.
 - d) Décisions d'admission à l'aide sociale de l'état et attribution des prestations correspondantes.
 - e) Signature des contrats de placement familial au titre de l'aide sociale de l'Etat.

1.2.2 - Actions sociales

- a) Reconnaissance de l'aptitude aux activités de conseil conjugal et familial.
- b) Admission dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale.
- c) Contrôle des établissements et services sociaux publics et privés :
 - Réception et instruction des budgets et documents annexes ;
 - Approbation des cadres budgétaires en conformité avec les décisions de tarification ;
 - Approbation des tableaux d'effectifs et des opérations d'investissement ;
 - Réception, instruction et approbation des décisions modificatives ;
 - Réception, instruction et approbation de toutes décisions sans incidence sur les dotations globales et prix de journée ;
 - Réception et instruction des dossiers de création, d'extension et de transformation d'établissements et de services ;
 - Réception et instruction des délibérations des établissements publics sociaux dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité à l'exception de tout contentieux ;
 - Rédaction et signature des mémoires en défense devant le tribunal interrégional de la tarification sociale ;
 - Exercice des contrôles prévus par les dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, portant sur les garanties de santé, de sécurité, de bien-être physique et moral des personnes accueillies, mise en œuvre des mesures d'injonction prévues.

1.2.3 - Protection de l'enfance :

- a) Placement en vue de l'adoption des pupilles de l'état.
- b) Négociation des contrats de placement, de travail et d'apprentissage des pupilles.
- c) Retrait à effectuer pour le compte des pupilles.
- d) Opérations de reddition des comptes de tutelle.
- e) Mise en recouvrement des deniers pupillaires.
- f) Acte de gestion des successions des pupilles de l'état sous contrôle des juges des tutelles.
- g) Autorisation et documents en matière de santé, scolarité et activités de loisirs requérant la signature du représentant légal.

1.2.4 – Habitat et renouvellement urbain

Commission Départementale des Aides Publique au Logement : notification des décisions.

2 - Personnes handicapées : participation à l'intégration sociale des personnes handicapées

Délivrance des cartes européennes de stationnement,

En application du décret n° 2003-614 du 3 juillet 2003 relatif au contentieux de la sécurité sociale, signature des mémoires et représentation de l'Etat devant le Tribunal du Contentieux et de l'Incapacité (T.C.I.) et devant la Cour Nationale de l'Incapacité et de la Tarification de l'Assurance des Accidents du Travail (C.N.I.T.A.A.T.) pour tous litiges relatifs aux décisions relevant de la C.D.D.A.P.H. (Commission Départementale des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées),

3 - Gestion de la commission de réforme et du comité médical

Constitution de la commission de réforme et du comité médical,

Présidence de la commission de réforme et du comité médical,

Avis émis en commission de réforme statuant pour les personnels relevant de la Fonction Publique de l'Etat de la Fonction Publique Hospitalière, de la Fonction Publique Territoriale et des Collectivités.

4 – Inspection, Contrôle, Evaluation

Inspection, contrôle, évaluation des organismes, établissements, services et agents concourant aux actions relatives aux actions sociales, aux sports, à la jeunesse et à la politique de la ville conformément aux dispositions mentionnées dans le point n° 5 ci-dessous.

5 -En matière d'animation, de prévention et d'éducation

1 – Agrément des groupements sportifs et des associations départementales et locales de jeunesse et d'éducation populaire

2 – Agrément des associations au titre du volontariat associatif

3 – Tous actes administratifs relatifs aux accueils collectifs à caractère éducatif de mineurs pendant les vacances et les loisirs, à l'exclusion des mesures de suspension et d'interdiction d'exercer ainsi que d'opposition à ouverture et de fermeture prévues aux articles L 227-5 à 11 du code de l'action sociale et des familles

4 – Tous actes administratifs relatifs aux éducateurs sportifs et aux établissements d'activités physiques et sportives à l'exclusion des mesures de suspension, d'interdiction, d'opposition à ouverture et de fermeture prévues aux articles L 463-5 et L 463-6 du code de l'éducation

5 – Arrêtés portant autorisation d'emploi par dérogation de personnels titulaires du BNSSA dans les baignades d'accès payant

6 – Tous actes et courriers relatifs à la mise en oeuvre, à l'accompagnement technique et financier ainsi qu'au suivi des politiques éducatives et de jeunesse développées en faveur des territoires

7 – tous actes et courriers relatifs à la mise en oeuvre d'une politique de soutien à la vie associative et aux activités d'éducation populaire

8 - Réception et instruction des dossiers de demandes de subventions au titre des actions relevant de la politique de la ville.

6 - En matière de Ressources, Communication, Logistique :

1 – Ensemble des personnels

- Ordre de mission délivré aux personnels administratif, technique et social
- Répartition entre les personnels bénéficiaires des crédits alloués au titre des compléments de rémunérations
- les sanctions disciplinaires (à l'exception de celles au-delà des sanctions du 1er groupe)

2 – Personnels de catégories A, B et C des corps techniques

- Etablissement des cartes d'identité de fonctionnaires ;
- Disponibilité ;
- Octroi des congés ;
- Octroi des autorisations spéciales d'absence ;
- Octroi des autorisations de travail à temps partiel ;
- Octroi des autorisations de travail à mi-temps thérapeutique ;
- Décision de détachement ne nécessitant pas un arrêté interministériel ;
- Cessation progressive d'activité ;
- Imputabilité des accidents de travail.

3 – Personnels de catégorie C des corps administratifs

- Titularisation et prolongation de stages ;
- Etablissement des cartes d'identité de fonctionnaires ;
- Disponibilité ;
- Octroi des congés,
- Octroi des autorisations spéciales d'absence ;
- octroi des autorisations de travail à temps partiel ;
- Octroi des autorisations de travail à mi-temps thérapeutique ;
- Décision de détachement ne nécessitant pas un arrêté interministériel ;
- Cessation progressive d'activité ;
- Mise à la retraite ;
- Acceptation de démission ;
- Imputabilité des accidents de travail.

4. – Recrutement des personnels contractuels vacataires

ARTICLE 2 : Sont toutefois exclus de la présente délégation de signature :

les arrêtés portant réglementation générale,
les arrêtés concernant les investissements publics financés par l'Etat,
les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil général,
les circulaires ou instructions adressées aux collectivités territoriales, aux services, établissements et organismes publics, aux sociétés d'économie mixte ;

et de manière générale, l'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs des collectivités locales et de leurs établissements publics, sauf en ce qui concerne les établissements publics sanitaires et les établissements publics sociaux.

ARTICLE 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Serge SZARZYNSKI, directeur départemental de la cohésion sociale, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-50-24 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jacques PASTEZEUR, Directeur Départemental de la Protection des Populations du Pas-de-Calais

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Jacques PASTEZEUR, directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais à l'effet de signer tous actes, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents relevant de la compétence de la direction départementale de la protection des populations, à l'exception de :

1°) les arrêtés portant réglementation générale

2°) les arrêtés concernant les investissements publics financés par l'Etat

3°) les décisions portant création de commissions ou modification de leur composition

4°) les circulaires ou instructions adressées aux collectivités locales, aux services, établissements et organismes publics, aux sociétés d'économie mixte

et de manière générale l'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs des collectivités locales et de leurs établissements publics

5°) les correspondances et décisions administratives adressées :

- aux ministres
- aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil général ainsi qu'à leurs directeurs généraux des services
- aux cabinets ministériels
- aux administrations centrales à l'exception de celles entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant
- au maire d'ARRAS et au président de la Communauté Urbaine d'ARRAS à l'exception de celles entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant
- aux présidents des chambres consulaires

6°) les mémoires introductifs d'instance et les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Etat

7°) les correspondances ou actes portant sur les locaux nécessaires au fonctionnement des services à l'exception de ceux relatifs à la gestion courante

8°) les conventions liant l'Etat aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs établissements publics

9°) les réponses aux courriers réservés du préfet et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement

10°) l'approbation des chartes et schémas départementaux

11°) en matière de gestion du personnel :

- les sanctions disciplinaires au-delà des sanctions du 1er groupe
- les décisions de détachement nécessitant un arrêté ministériel

12°) les décisions ou arrêtés préfectoraux suivants :

- les fermetures d'établissement
- les décisions d'attribution de subventions
- les décisions, mises en demeure et arrêtés préfectoraux concernant les installations classées pour la protection de l'environnement

ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Jacques PASTEZEUR, directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront transmises au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et feront l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-15-25 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature au Colonel Vincent BEREZIAT, Commandant le groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais

Article 1er : Délégation est donnée au Colonel Vincent BEREZIAT, Commandant le groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais, à l'effet de signer :

les conventions relatives à la rémunération des prestations de service d'ordre fournies par le groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais sur la seule zone de compétence de la gendarmerie nationale aux organisateurs de manifestations (hors obligations normales de la puissance publique)

en matière d'immobilisation et de mise en fourrière à titre provisoire d'un véhicule (pour la zone de gendarmerie nationale) :

les arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière à titre provisoire d'un véhicule,
les autorisations définitives de sortie d'un véhicule mis en fourrière à titre provisoire.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète, directrice de cabinet, et le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-18-26 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature au Colonel Laurent MOREAU, Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Pas-de-Calais

Article 1er : Délégation est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du préfet du Pas-de-Calais, au Colonel Laurent MOREAU, directeur départemental des services d'incendie et de secours du Pas-de-Calais, dans la limite de ses attributions, pour signer ou viser en son nom, toutes les correspondances relatives à :

la direction opérationnelle du corps départemental des sapeurs-pompiers,
la direction des actions de prévention et de prévision relevant du service départemental d'incendie et de secours,
la coordination et le contrôle de l'ensemble des corps communaux et intercommunaux,
la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Sont exclus les courriers à caractère décisionnel notamment ceux adressés aux ministres, aux préfets, aux élus, aux agents diplomatiques et consulaires.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du Colonel Laurent MOREAU, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1er est exercée par le Colonel Pascal MIAUX, chef d'état-major, directeur départemental adjoint (ff).

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète, directrice de cabinet, et le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé
Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-14-27 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. François ANGELINI, Directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais

Article 1er - Délégation permanente est donnée à M. François ANGELINI, directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais, à l'effet de :

signer les décisions de sanction administrative lorsque celles-ci prennent la forme de l'avertissement et du blâme et s'appliquent aux fonctionnaires placés sous son autorité qui appartiennent au corps d'encadrement et d'application ainsi qu'aux adjoints de sécurité,

signer les conventions relatives à la rémunération des prestations de service d'ordre fournies par la direction départementale de la sécurité publique du Pas-de-Calais sur la seule zone de compétence de la police nationale aux organisateurs de manifestations (hors obligations normales de la puissance publique).

Immobilisation et mise en fourrière d'un véhicule (pour la zone police) :

les arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière à titre provisoire d'un véhicule
les autorisations définitives de sortie d'un véhicule mis en fourrière à titre provisoire.

Article 2 – En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. François ANGELINI, directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète, directrice de cabinet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé
Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-13-28 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Renaud BERNHARDT, Directeur départemental de la police aux frontières du Pas-de-Calais

Article 1er – Délégation de signature est donnée à M. Renaud BERNHARDT, directeur départemental de la police aux frontières du Pas-de-Calais, à l'effet de :

signer les décisions de sanction disciplinaire lorsque celles-ci prennent la forme de l'avertissement et du blâme et s'appliquent aux fonctionnaires placés sous son autorité qui appartiennent au corps de maîtrise et d'application, aux personnels administratifs de la police nationale de catégorie C, ainsi qu'aux adjoints de sécurité placés sous son autorité,

procéder aux engagements juridiques des dépenses nécessaires au fonctionnement de son service concernant le programme « Police Nationale » n° 176.

Article 2 – En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Renaud BERNHARDT, directeur départemental de la police aux frontières du Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète, directrice de cabinet et le directeur départemental de la police aux frontières du Pas-de-Calais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé
Le Secrétaire Général chargé de

- Arrêté préfectoral n° 2015-26-29 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Lionel GALLOIS, Directeur des archives départementales du Pas-de-Calais

Article 1er - Délégation est donnée à M. Lionel GALLOIS, directeur des archives départementales, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

a) gestion du service départemental d'archives :

correspondances relatives à la gestion du personnel de l'Etat mis à disposition auprès du conseil général pour exercer leurs fonctions dans le service départemental d'archives ;
engagement de dépenses pour les crédits d'Etat dont il assure la gestion.

b) contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales :

correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux Archives départementales en application des articles L. 212-11 à L. 212-13 du code du patrimoine ;

avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;

visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales.

c) contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives :

documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'Etat, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;

visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'Etat ;

documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.

d) coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département :

correspondances et rapports.

Article 2 – Sont toutefois exclus de la présente délégation de signature :

les arrêtés,
les correspondances adressées aux parlementaires et aux membres du conseil régional et du conseil général,
les circulaires adressées aux maires du département ou à l'ensemble des chefs de service de l'Etat.

Article 3 - En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Lionel GALLOIS, directeur des archives départementales, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur des archives départementales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé
Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-31-30 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Fanny BOURDET, directrice du service départemental des anciens combattants et victimes de guerre du Pas-de-Calais

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Mme Fanny BOURDET, directrice du service départemental des anciens combattants et victimes de guerre du Pas-de-Calais, à l'effet de signer, en ce qui concerne le département du Pas-de-Calais :

toutes correspondances courantes relevant du service départemental
les arrêtés octroyant les congés de maladie au personnel du service départemental

Article 2 - Sont toutefois exclus de la présente délégation la signature :

les arrêtés portant réglementation générale ;
les arrêtés concernant les investissements publics financés par l'Etat ;
les décisions portant création de commissions ou modification de leur composition ;
les circulaires ou instructions adressées aux collectivités locales, aux services, établissements et organismes publics, aux sociétés d'économie mixte ;

et de manière générale, l'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs des collectivités locales et de leurs établissements publics.

Article 3 – En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Mme Fanny BOURDET, directrice du service départemental des anciens combattants et victimes de guerre du Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète, directrice de cabinet et la directrice du service départemental des anciens combattants et victimes de guerre du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-56-31 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Benoît DEMEULEMEESTER, Directeur Départemental des Finances Publiques du Pas-de-Calais par intérim

Article 1er - Délégation est donnée à M. Benoît DEMEULEMEESTER, directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais par intérim, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

1. Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux

Art. L. 3212-2, R. 1111-2, R. 2123-2, R. 2123-8, R. 2222-1, R. 2222-6, R. 2222-9, R. 2222-15, R. 2222-24, R. 3211-3, R. 3211-4, R. 3211-6, R. 3211-7, R. 3211-25, R. 3211-26, R. 3211-39, R. 3211-44 R. 3212-1 du code général de la propriété des personnes publiques, art. A. 116 du code du domaine de l'Etat, art. R. 322-8-1 du code de l'environnement

2. Passation au nom de l'Etat des actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat

Art. R. 1212-1 et R. 4111-8 du code général de la propriété des personnes publiques

3. Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat

Art. R. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques

4. Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature des conventions d'utilisation avec le service ou l'établissement utilisateur

Art. R. 2313-3 et R. 4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques

5. Attribution des concessions de logements

Art. R. 2124-67, R. 2222-18 et R. 4121-3 du code général de la propriété des personnes publiques

Art R 95 (2ème alinéa) et A 91 du code du domaine de l'Etat

6. Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux

Art. R. 2331-1-1° et 2°, R. 2331-2, R. 2331-3, R. 2331-4, R. 2331-5, R. 2331-6, R. 3231-1, R. 3231-2 et R. 4111-11 du code général de la propriété des personnes publiques

7. Opérations relatives aux biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées à l'administration chargée des domaines

Art 809 à 811-3 du code civil

Lois validées des 5 octobre et 20 novembre 1940

Ordonnance du 5 octobre 1944

8. Tous actes de procédure et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R. 1212-12 et R. 1212-13 du code général de la propriété des personnes publiques et aux articles 4 et 5 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements

Art. R. 1212-9 à R. 1212-11, R. 1212-14 et R. 1212-23 du code général de la propriété des personnes publiques

Art. 4 du décret n°2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques

Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967

9. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale des finances publiques

Art 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié

Article 2 - Délégation est donnée à M. Benoît DEMEULEMEESTER, directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais par intérim, à l'effet de communiquer chaque année aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre du département les différents états indiquant, notamment, conformément aux articles D 1612-1 à D 1612-5 du code général des collectivités territoriales, le montant prévisionnel des bases nettes imposables, les taux nets d'imposition adoptés l'année précédente et les autres informations nécessaires au vote du produit fiscal.

Article 3 - Délégation est donnée à M. Benoît DEMEULEMEESTER, directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais par intérim, à l'effet de signer les arrêtés relatifs à la fermeture exceptionnelle des services placés sous son autorité.

Article 4 – En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Benoît DEMEULEMEESTER, directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais par intérim, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-22-32 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Guy CHARLOT, Directeur académique des services de l'éducation nationale du Pas-de-Calais

Article 1er - Délégation est donnée à M. Guy CHARLOT, directeur académique des services de l'éducation nationale du Pas-de-Calais, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions, documents et correspondances dans les matières suivantes :

I - ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Ecoles techniques privées

1 - Délivrance du récépissé de déclaration d'ouverture des écoles techniques privées
article L 441-11 du code de l'éducation

Taxe d'apprentissage

2 - Contrôle de l'utilisation de la taxe (circulaire aux établissements et préparation des visites de contrôle)
décret n° 72-283 du 12 avril 1972 - article 16

II - ENSEIGNEMENT PRIVE

3 – Contrats d'association avec l'Etat et leurs avenants pour les établissements d'enseignement privé du 1er degré

4 - Certificats administratifs permettant la rétribution des instituteurs suppléants de l'enseignement
décret du 15 mars 1961 - article 1er

5 - Capacité des internats
décret du 18 janvier 1887 modifié par le décret n° 62-626 du 26 mai 1962

III – RECENSEMENT ANNUEL DES INSTITUTEURS AYANT DROIT AU LOGEMENT

6 – Recensement annuel, à compter du 1er janvier 2007, des instituteurs ayant droit au logement gratuit par la commune de leur école d'affectation et n'en bénéficiant pas.

Article 2 - Sont toutefois exclus de la présente délégation de signature :

les arrêtés portant réglementation générale,
les arrêtés concernant les investissements publics financés par l'Etat,
les décisions portant création de commissions ou modification de leur composition,
les circulaires ou instructions adressées aux collectivités locales, aux services, établissements et organismes publics, aux sociétés d'économie mixte,
les déferés au tribunal administratif des actes des collèges soumis au contrôle de légalité du préfet,

et de manière générale l'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs des collectivités locales et de leurs établissements publics.

Article 3 - En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Guy CHARLOT, directeur académique des services de l'éducation nationale du Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront adressées au préfet du Pas-de-Calais (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et feront l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur académique des services de l'éducation nationale du Pas-de-Calais sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-65-33 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Isabelle DERVILLE, chargée de l'intérim de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du NORD – PAS-de-CALAIS

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Isabelle DERVILLE, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, chargée en sus de ses fonctions, de l'intérim de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais, à l'effet de signer, en ce qui concerne le département du Pas-de-Calais, et dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions, documents et correspondances dans les matières suivantes :

I. - RISQUES

I-1 MINES, CARRIERES et TERRILS, EAUX SOUTERRAINES, ESPACES SOUTERRAINS, EXPLOSIFS

A - Exploitation des mines et des stockages souterrains

1°/ Toutes opérations relatives à la préparation, présentation, exécution des arrêtés préfectoraux à intervenir dans le cadre du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockages souterrains et à la police des mines et des stockages souterrains

2°/ Toutes opérations relatives à l'instruction, la préparation, l'exécution des arrêtés préfectoraux portant dérogation au règlement général du 4 mai 1951 sur l'exploitation des mines de combustibles minéraux solides et au règlement général des industries extractives institué par le décret n°80-331 du 7 mai 1980

3°/ Examen et délivrance des dérogations et autorisations prévues par l'article 327 paragraphe 1 du règlement général du 4 mai 1951

4°/ Examen et délivrance des dérogations, autorisations prévues par le décret et la circulaire du 2 août 1960 pour l'expérimentation des méthodes, appareils ou produits nouveaux (article 327 paragraphe 6 du règlement général du 4 mai 1951, article 2 paragraphe 5 du décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives).

B - Fermeture, arrêt définitif de partie ou totalité des travaux miniers

Instruction des déclarations des exploitants, préparation, présentation des arrêtés préfectoraux fixant les travaux à exécuter avant l'arrêt des travaux et des installations.

C - Occupation de terrains nécessaires à l'exploitation de la mine et aux installations des exploitants qui y sont indispensables

1°/ Instruction des demandes

2°/ Préparation, présentation des arrêtés préfectoraux prescrivant les enquêtes

3°/ Au vu des résultats des enquêtes, préparation, présentation des arrêtés préfectoraux accordant les autorisations d'occupation des terrains.

D – Dégâts miniers

Traitement des demandes de réparation des dégâts miniers consécutifs à l'exploitation de Charbonnages de France (CDF) – Application de la circulaire 4C/2008/04/7507 du 14 avril 2008 du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, relatif au traitement des demandes de réparation et les éventuels contentieux relatifs aux dégâts consécutifs à l'activité de CDF.

E - Exploitation des carrières

1°/ Toutes opérations relatives à l'instruction et à la préparation des arrêtés préfectoraux pris en exécution du code de l'environnement

2°/ Toutes opérations relatives à l'instruction, la préparation, l'exécution des mesures de police des carrières à prendre en application du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières et de l'article 107 du code minier

3°/ Toutes opérations relatives à l'instruction, la préparation, l'exécution, la notification des arrêtés préfectoraux portant dérogation au Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 complété et notamment celles prises en exécution du décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 concernant l'emploi des explosifs dans l'industrie extractive.

F – Octroi ou renonciation de concessions minières ou de permis exclusifs de recherches décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 modifié et décret n° 956 427 du 19 avril 1995

Instruction complète des demandes (à l'exclusion de la transmission des résultats au Ministère chargé de l'Industrie).

G - Eaux souterraines

1°/ Enregistrer les déclarations de forages , exécution des décisions (décret n° 93-742 du 29 mars 1993 consolidé par décret du 17/07/2006, article 131 du Code minier)

2°/ Instruire les demandes de forage liées aux installations classées industrielles

3°/ Gestion des ressources en eaux souterraines en liaison avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières

4°/ Géothermie : application du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 consolidé par décret du 17/07/2006, article 17 du Code minier.

H - Stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés de gaz et de produits chimiques

Cadre réglementaire :

Stockage souterrain de gaz : ordonnance 58-1132 du 25 novembre 1958

Stockage souterrain d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés : ordonnance n° 58-1332 du 23 décembre 1958, Décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain

Stockage souterrain des produits chimiques de base à destination industrielle (loi n° 70-1324 du 31 décembre 1970).

Instruction et suivi des demandes ou renonciation de permis exclusifs de recherches et de titres de stockages souterrains.

I - Explosifs

Instruction des déclarations et des autorisations relatives à l'application de l'article L 2352-1 du code de la défense et de ses textes d'application notamment le décret n° 81-972 du 21 octobre 1981 modifié et n° 90-153 du 16 février 1990 portant sur le marquage, l'acquisition, à la détention, au transport et à l'emploi des produits explosifs ainsi que le décret n°90-897 du 1 octobre 1990 modifié portant réglementation des artifices de divertissement (à l'exclusion des arrêtés préfectoraux d'autorisation).

J - Les opérations relatives à l'application des dispositions des plans de préventions des risques naturels prévisibles qui relève de ses compétences

Application de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 pour l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Naturels.

I-2 ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL : Risques - Air - Eau - Déchets - Sols pollués

A - Pollution, nuisances et risques des installations classées

1°/ Dans le cadre de l'article R 514-1 du code de l'environnement, proposition au préfet de l'organisation de l'Inspection des installations classées dans le département

2°/ Instruction des demandes relatives aux établissements industriels soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Proposition d'arrêté d'autorisation initiale et proposition d'arrêté complémentaire - Information du pétitionnaire de la recevabilité de son dossier en application de l'article R 512-14 (une copie de ce courrier sera transmise au préfet du Pas-de-Calais – Direction des affaires générales / Bureau des procédures d'utilité publique)

3°/ Suivi du respect des arrêtés préfectoraux et textes relatifs à la protection des nuisances pour l'environnement et à la sécurité des sites industriels. Propositions d'arrêté de mise en demeure, de consignation, de travaux d'office.

4°/ Instruction des plaintes relatives aux nuisances industrielles.

5°) Instruction des dossiers de demande d'autorisation unique :

- courriers de consultation et réception des avis ou accords des services intéressés lors de l'analyse de la complétude et de la régularité (dont la DDTM, le STAP, l'ABF, la Défense, la DGAC, le CNPN et les opérateurs radars),
- courrier d'information du pétitionnaire sur le caractère non complet ou non régulier de son dossier, - courrier de demande de compléments au pétitionnaire dans un délai fixé.

B - Déchets

1°/ Contrôle de la production, du transport, du transit et du traitement des déchets générateurs de nuisances (application du code de l'environnement)

2°/ Suivi des importations et des exportations de déchets à l'exception des importations de déchets de toutes natures destinés à l'épandage, et des importations ou des exportations de déchets d'origine animale :

Application des articles 23-1 à 23-4 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée

Application du règlement européen n° 259/93 du 1er février 1993 modifié relatif aux transferts transfrontaliers de déchets

- instruction administrative des dossiers de notification relatifs aux importations et exportations
- suivi des dossiers d'importation et d'exportation
- suivi des dossiers d'importation et d'exportation sous couvert de la procédure simplifiée (article 11 du règlement)
- instruction des dossiers de pré autorisation (article 9 du règlement)
- décisions motivées d'objection aux importations ou exportations de déchets.

C - Air

1°/ Application de la loi n° 96-1236 du 19 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et notamment l'élaboration des PPA, et des procédures d'information et d'alerte en cas d'épisode de pollution

2°/ Tutelle de l'Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air

Application de la loi n° 96-1236 du 19 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et du décret n°74-415 du 13 mai 1974 modifié par le décret n° 91-1122 du 25 octobre 1991 relatif à la qualité de l'air et au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère.

D – Risques technologiques majeurs

Suivi du respect de la réglementation sur la prévention des risques technologiques majeurs en application de la directive SEVESO et de la réglementation sur les installations classées
(Application de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile).

I-3 – EQUIPEMENTS SOUS PRESSION

A - Surveillance des Equipements sous pression

1°/ Equipements sous pression

- décret n°99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression
- émission du récépissé de déclaration de mise en service (article 18 et annexe 2 § 1.1)
- reconnaissance des services d'inspection (article 19)
- autorisation de réalisation des opérations de contrôle selon des modalités particulières et sous la direction du service d'inspection

aménagement de périodicité de la requalification périodique des équipements sous pression suivi par un service d'inspection
prescription d'une requalification anticipée en cas de suspicion du bon état d'un équipement sous pression (article 20)
transmission du rapport d'enquête suite à un accident (article 25 alinéa 4))
autorisation de modification des lieux et des installations intéressés par un accident (article 25 alinéa 3)
application (pour un équipement individuel) de conditions particulières pour les "dispositions applicables aux équipements en service"
(article 27 § II)
autorisation et fixation des conditions de la mise sur le marché et de la mise en service d'un équipement sous pression ou d'un ensemble
individuel (article 27 § III)
mise en demeure d'un exploitant pour régulariser la situation d'un équipement sous pression non conforme aux règles de suivi en service
(article 29)

- arrêté du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression
- récusation de la personne qui procède à des inspections périodiques (article 10 § 1)
- aménagement à l'intervalle maximum entre inspections périodiques (article 10 § 5)
- dispense de vérification intérieure (article 11)
- aménagement de l'intervalle entre requalifications périodiques (article 22)
- aménagement à l'opération d'inspection pour une requalification périodique (article 24)

2°/ Équipements sous pression transportables

- décret n° 2001-386 du 03 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables et pris pour l'application du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles
- mise en demeure de régulariser, restreindre ou interdire l'utilisation, assurer le retrait d'un équipement individuel exploité en méconnaissance des règles de contrôle périodique des équipements en service (article 21)
- autorisation de modifier l'état des lieux et des installations intéressées par un accident (article 22 alinéa 3)
- transmission du rapport d'enquête après accident (article 22 alinéa 4)
- arrêté du 3 mai 2004 relatif à l'exploitation des récipients sous pression transportables
- prescription d'un contrôle périodique d'un récipient suspect (article 5 § 5)

3°/ Appareils à pression de vapeur

- arrêté du 10 avril 2001 relatif aux conditions d'application de certaines dispositions réglementaires des décrets du 02 avril 1926 et 18 janvier 1943
- délégation à un organisme habilité des épreuves initiales (article 1)

4°/ Appareils à pression de gaz

- décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz
- désignation des experts et délégués (article 6)
- arrêté du 24 mars 1978 relatif au soudage
- Transfert du droit d'usage de la qualification d'un mode opératoire de soudure prévu à l'article 16 de l'arrêté. Application de la DM-T/P 22220 du 6 septembre 1988 prise en application de l'article 24 de l'arrêté.

5°/ Canalisation de transport

- arrêté du 21 avril 1989 modifié fixant la réglementation de sécurité pour les pipelines à hydrocarbures liquides ou liquéfiés
- dérogation aux règlements de sécurité (article 5-4e tiret et avant-dernier alinéa)
- arrêté du 6 décembre 1982 : réglementation technique des canalisations de transports de fluides sous pression autres que les hydrocarbures et le gaz combustible
- abaissement des pressions d'ouverture des organes de sûreté ou une modification des conditions de service (article 16 § 4)
- arrêté du 11 mai 1970 relatif au règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustible par canalisation
- dérogations explicites prévues par le règlement (article 46)
- arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques
- abaissement de la pression maximale de service ou essais ou contrôles de tout ou partie d'une canalisation de transport (article 15)
- actualisation des prescriptions fixées en application de l'article 43 du décret du 18 octobre 1965 susvisé aux canalisations de produits chimiques ayant fait l'objet de telles prescriptions (article 19 point 6)
- aménagements aux dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 pour les questions à caractère non générique et selon des critères fixés par le ministre chargé de la sécurité des canalisations de transport (article 21)

I-4 PRODUCTION, TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE

A - Transport de gaz combustible par canalisation

Cadre réglementaire :

Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié par les décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985, n° 93-629 du 25 mars 1993, n° 2001-366 du 26 avril 2001 et n° 2003-999 du 14 octobre 2003 relatif à la procédure de la déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes
Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié dernièrement par le décret 2003-944 du 3 octobre 2003 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations
Arrêté ministériel du 11 mai 1970 modifié portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz
Arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Instruction des demandes d'autorisation : consultation de maires et services, conférences inter-services
Préparation des arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique, d'autorisation de construction et d'exploitation et des servitudes
Décision pour les autorisations simplifiées au titre de l'article 2 du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié.

B - Transport de produits chimiques par canalisation

Cadre réglementaire :

Décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 modifié par les décrets des 12 octobre 1977, 17 juillet 1984 et 2003-1274 du 23 décembre 2003 portant application de la loi du 29 juin 1965 relative au transport des produits chimiques par canalisation
Décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains.

Instruction des demandes d'autorisation : consultation de maires et services, avis sur le tracé général et les dispositions d'ensemble du projet
Pour les projets n'entrant pas dans le cadre de la déclaration d'intérêt général, établissement des conditions de sécurité auxquelles doit satisfaire une canalisation de transport de produits chimique sous pression en application de l'article 43 décret du 18 octobre 1965 modifié
Application du règlement de sécurité

C – Habilitations pour le contrôle des canalisations de transports

Cadre réglementaire :

- Décret n° 2004-1468 du 23 décembre 2004, fixant les conditions d'habilitation des agents publics chargés de la surveillance des canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques et de transport ou de distribution de gaz naturel

délivrance, retrait des habilitations pour procéder au contrôle des canalisations de transports (articles 1, 3 et 5 du décret).

I-5 LE FONDS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS

Dans le cadre du décret 95-115 modifié par les décrets n° 2000-143 et n° 2005-29 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines ainsi qu'au fonds de prévention des risques naturels majeurs, les arrêtés d'attribution de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs.

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais, m'adressera un compte-rendu semestriel d'utilisation des crédits correspondants ainsi qu'une ampliation des arrêtés pris au titre du BOP 181 et des Fonds Barrière.

I-6 CONTROLE DE L'ENSEMBLE DES OUVRAGES HYDRAULIQUES DU DEPARTEMENT

Cadre réglementaire :

- Décret n° 94-894 du 13 octobre 1994 modifié relatif à la concession et à la déclaration d'utilité publique des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique,
- Décret n° 2000-874 du 7 septembre 2000 portant application de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité et fixant les conditions d'habilitation et d'assermentation des enquêteurs et certaines procédures d'enquête,
- Décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement,
- Circulaire MEEDDM-MIOMCT-MAAP du 31 juillet 2009 relative à l'organisation du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques,
- Circulaire du 8 juillet 2010 relative à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques en France métropolitaine.

la confirmation du classement A/B/C/D ou le surclassement d'un ouvrage hydraulique « loi sur l'eau » et la fixation des échéances réglementaires initiales,
la confirmation du classement A/B/C/D ou le surclassement d'un barrage concédé, la fixation des échéances réglementaires initiales et la notification au concessionnaire des obligations correspondantes,
l'instruction des lettres d'intentions, des procédures de mise en concurrence, des procédures d'attribution de nouvelles concessions ou de renouvellement de concessions et des demandes d'avenant,
mise en œuvre des procédures visant à augmenter la puissance des installations électriques d'une concession et à la gestion de la fin de concession et résultant du décret n° 94-894 modifié,
la réception et l'instruction d'un dossier de demande initiale d'approbation de travaux pour un nouvel ouvrage hydraulique (barrage) concédé ou d'une demande d'approbation de travaux pour un ouvrage existant,
l'instruction des questions de sécurité d'un dossier de demande initiale d'approbation de travaux pour un nouvel ouvrage hydraulique « loi sur l'eau » ou d'une demande de modification d'un ouvrage existant,
l'élaboration du plan de contrôle des ouvrages hydrauliques,
le suivi du respect des obligations générales et particulières des concessionnaires ou des responsables d'ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » relatives à la sécurité et instruction des documents correspondants,
l'approbation des consignes prévues pour les ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou pour les barrages concédés,
l'approbation des modalités des examens effectués sur les parties habituellement noyées ou difficilement accessibles sans moyens spéciaux, pour les barrages concédés,
l'instruction des procédures de vidange pour les barrages concédés,
la réalisation des inspections périodiques ou inopinées relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou des barrages concédés,
le suivi des événements importants pour la sûreté hydraulique pour les ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou les barrages concédés,
la saisine de l'administration centrale pour toute demande d'avis lorsque la réglementation l'exige ou en opportunité, pour les ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou les barrages concédés,
l'instruction, la rédaction et la signature de tout projet d'arrêté ayant pour objet la sécurité de l'ouvrage et les autres risques liés à la présence de l'ouvrage, pour les ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou les barrages concédés.

II - PROTECTION DE LA NATURE ET PAYSAGES - EAU

II - 1 - PROTECTION DE LA NATURE ET PAYSAGES

Dans le cadre de l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements CE) n° 338-97 modifié du Conseil européen et (CE) n° 939-97 modifié de la commission européenne, toutes décisions et autorisations relatives :

à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas*, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés
à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés
à la mise en œuvre des dispositions du règlement (CE) n° 338-97 modifié sus-visé
à la délivrance de certificats d'importation, d'exportation ou de réexportation pris en application de la convention de Washington du 22 juin 1979, relative au commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Dans le cadre du code de l'environnement, livre III Espaces naturels et livre IV Faune et Flore :

Décisions et autorisations relatives au transport d'espèces animales protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement
Autorisation de destruction d'espèces animales protégées au niveau national et régional par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement, prise après avis du Conseil National de la Protection de la Nature
Arrêté portant dérogation provisoire au règlement intérieur des réserves naturelles nationales pris en application des articles L 332-1 à L 332-22 du code de l'environnement (régulation de population invasive, ou en surnombre)
Proposition d'arrêté autorisant l'accès à la propriété privée dans le cadre des inventaires du patrimoine naturel (modernisation des ZNIEFF,...). En application de la loi du 29 décembre 1892 et de la loi 2002-276 du 27 février 2002 modifiant l'article L 411-5 du code de l'environnement, relative à la démocratie de proximité, du décret 2004-292, codifié aux articles R*211-19 à R*211-27 du code de l'environnement. relatif au conseil scientifique régional du patrimoine naturel.

Dans le cadre du code de l'environnement, livre IV Faune et flore, chapitre IV : Dispositions diverses relatives à la conservation de la faune et de la flore :

Proposition d'arrêté de création du comité de pilotage des sites NATURA 2000 en application de l'article L 414-2 du code de l'environnement en liaison avec les sous-préfets d'arrondissement concernés
Arrêté d'approbation du document d'objectif des sites NATURA 2000 en application de l'article L 414-2 du code de l'environnement
Évaluation des incidences d'un projet sur un site NATURA 2000 en application des articles L 414-1 à L 414-5 du code de l'environnement.

Dans le cadre des crédits relatifs à la gestion des milieux naturels et des paysages

Arrêtés d'attributions de subventions pour le fonctionnement des réserves naturelles nationales, du conservatoire botanique national de Bailleul, du conservatoire des sites naturels du Nord et du Pas-de-Calais
Arrêtés d'attributions de subventions d'investissement pour la réalisation d'études et de travaux dans les réserves naturelles, les sites protégés, la connaissance de la faune, de la flore et des paysages.

II - 2 - eau

Propositions d'arrêtés de délimitation de périmètre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application des articles L212-3 et R212-26 et 27 du code de l'environnement

Propositions d'avis de l'autorité environnementale sur les schémas d'aménagement et de gestion des eaux et les rapports d'évaluation environnementale correspondant en application des articles L122-4 et R122-17 et 19 du code de l'environnement

Propositions d'arrêtés de composition, de modification et de renouvellement des commissions locales de l'eau pour la réalisation des schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application des articles L212-4 et R212-29 à 31 du code de l'environnement

Avis sur les schémas d'aménagement et de gestion des eaux et propositions d'arrêtés d'approbation et de révision de ces schémas en application des articles L212-6,7 et 9 et R212-39, 41, 42 et 44 du code de l'environnement.

III - ENERGIE

III - 1 Transport d'énergie électrique pour les ouvrages appartenant au réseau public de transport et au réseau de distribution d'énergie électrique

Cadre réglementaire :

Code de l'énergie

Décret n°2011-1967 du 1er décembre 2011

Décret n° 70.492 du 11 juin 1970 modifié relatif à la procédure de la déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes

Décret 2001-366 du 26 avril 2001 relatif aux lignes directes

Arrêté technique du 17 mai 2001

Circulaire du 17 janvier 2012 relative à l'application du décret 2011-10967

- Approbation du justificatif technico-économique (J.T.E.)
- Application du règlement de sécurité
- Instruction des demandes d'approbation : accusé de réception d'une demande, demande de complément, consultation de maires, de gestionnaires de domaines publics et de gestionnaires de services publics, conférences inter-services.
- Préparation des arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique et de servitudes
- Décisions d'approbation des travaux ou de projets d'ouvrages (lignes et des postes de transformation)
- Traitement des déclarations des accidents et incidents graves impliquant les ouvrages des réseaux publics de distribution et de transport d'électricité

III-2 Obligation d'achat d'énergie

Délivrance, retrait et modification des certificats ouvrant droit à l'obligation d'achat d'énergie électrique en application du décret n° 2001-410 du 10 mai 2001 modifié relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat.

Délivrance, retrait et modification des attestations ouvrant droit à l'obligation d'achat de biométhane en application du décret n°2011-1597 du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de biométhane et fournisseurs de gaz naturel.

III-3 Certificats d'économie d'énergie

- décret 2006-603 du 23 mai 2006 modifié relatif aux certificats d'économie d'énergie
Accusé de réception du dossier (article 5)
Délivrance, retrait, modifications des certificats d'économie d'énergie (article 5)
- arrêté du 19 juin 2006 fixant la liste des pièces d'un dossier de demande de certificats d'économie d'énergie
Désignation de l'expert prévu à l'article 3
- décret 2006-604 du 23 mai 2006 relatif à la tenue du registre national des certificats d'économie d'énergie
Communication au délégataire des renseignements prévus à l'article 3-II

IV – TRANSPORTS - VEHICULES

IV-1 Véhicules

A - Réceptions européennes en application de l'article R 321-8 du code de la route et de l'arrêté ministériel du 04/05/2009 – Art. 3 :

Délivrance des réceptions nationales par type des véhicules de petites séries des catégories M, N ou O ;
Délivrance des réceptions individuelles des véhicules neufs des catégories M (hors voitures particulières de type original), N ou O ;
Communication aux demandeurs des informations prévues, et selon les modalités, fixées au point 7 de l'article 23 de la directive 2007/46/CE et à l'arrêté du 19 juillet 1954 ;
Courrier aux États Membres en application de l'arrêté du 19 juillet 1954.

B - Réceptions nationales en application des articles R 321-15 et suivants du code de la route (A.M. du 19 juillet 1954) :

Délivrance des réceptions par type ;
Délivrance des réceptions à titre isolé ;
Identification des véhicules ;
Délivrance des dérogations pour la réception de véhicules importés non entièrement conformes à un type réceptionné en France ou européen.

C - Transports en commun de personnes (arrêté ministériel du 2 juillet 1982 modifié, article 1er de l'arrêté du 18 avril 2012) :

Délivrance des attestations d'aménagement (article 85).

D - Véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage (arrêté ministériel du 30 septembre 1975) :

Délivrance des autorisations de mise en circulation de ces véhicules (carte blanche barrée de bleu) (sous réserve de l'envoi d'une copie conforme de cette décision à la Préfecture) ;
Retrait de l'autorisation : lorsque le véhicule ne satisfait pas ou cesse de satisfaire aux dispositions réglementaires.

E - Agrément des centres de contrôles des véhicules légers et de poids lourds et des installations auxiliaires (Code de la route, art. R 323-14 ; Arrêté du 27 juillet 2004 modifié par AM du 15/01/2013 relatif au contrôle technique des véhicules lourds, titre II-chap.II ; Arrêté du 18 juin 1991 modifié par AM du 15/01/2013 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique de véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes – titre II chap. II; et annexe VII) :

a) agréments :
Décision d'agrément ;
Décision d'annulation d'agrément ;
Décision de rejet d'agrément ;

b) sanctions administratives :
tous les actes de la procédure préalable, notamment la lettre d'information de l'intention de prononcer une sanction, et l'invitation à la réunion contradictoire ;
présidence de réunion contradictoire et approbation de compte rendu ;
toute notification de compte-rendu de réunion contradictoire, de décision de sanction ;
Décision de suspension d'agrément ;
Décision de retrait d'agrément ;
Décision de suspension immédiate de l'agrément en cas d'urgence.

F - Agrément des contrôleurs (Code de la route, art. R 323-18 et suivants ; Arrêté du 27 juillet 2004 modifié par AM du 15/01/2013 relatif au contrôle technique des véhicules lourds, titre II-chap.I ; Arrêté du 18 juin 1991 modifié par AM du 15/01/2013 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique de véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes – titre II chap. I et annexe VII)

a) agréments :
Décision d'agrément ;
Décision d'annulation d'agrément ;
Décision de rejet d'agrément ;

b) sanctions administratives :
tous les actes de la procédure préalable, notamment la lettre d'information de l'intention de prononcer une sanction, et l'invitation à la réunion contradictoire ;
présidence de réunion contradictoire et approbation de compte rendu

toute notification de compte-rendu de réunion contradictoire, de décision de sanction ;
Décision de suspension d'agrément ;
Décision de retrait d'agrément ;
Décision de suspension immédiate de l'agrément en cas d'urgence ;

c) autres

Récépissé de déclaration au prestataire (art R323-18-1 du code de la route paragraphe II) ;
Information des autorités compétentes d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen prévue par l'article R 323-18-3 du code de la route.

G - Transport de matières dangereuses par route (A.M. Du 01/06/01) :

- P.V. de réception nationale d'un véhicule (Art. 14) ;
- P.V. de réception TMD d'un véhicule (Carte blanche barrée jaune) ;
- P.V. de visite initiale des véhicules ADR (Art. 14) ;
- Délivrance des certificats d'agrément des véhicules (Art 14)) ;
- P.V. d'agrément de types de citernes (Art. 15) ;
- P.V. d'homologation de type d'un flexible (Art 9.2 et annexe IV-1) ;
- Reconnaissance du plan d'assurance qualité d'un fabricant de flexible.

IV-2 Transports exceptionnels

Cadre réglementaire :

Code de la route - Articles L 110-3, R 433-1 à R 433-6, R 433-8, R 435-1 et R 436-1

Décret n° 2014-675 du 24 juin 2014 portant expérimentation de la déclaration préalable pour les transports exceptionnels

Arrêté interministériel du 04/05/2006 modifié par l'arrêté du 25/06/2013 (transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules et ensembles comportant plus d'une remorque)

Arrêté du 24 juin 2014 relatif à diverses dispositions à titre expérimental pour les transports exceptionnels

- Délivrance des autorisations individuelles de transports exceptionnels
- Délivrance des accords (avis)
- Délivrance des prorogations et modifications de l'autorisation initiale
- Délivrance des récépissés de déclaration
- Délivrance des dérogations

IV - 3 Transports urbains de personnes et transports routiers non urbains de personnes

Décret n°85-891 du 16 août 1985 modifié relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes.

Services occasionnels de transport public routier de personnes

Art. 33 : Délivrance des autorisations de services occasionnels prévues à cet article et à l'article 35

Art 37 : Annulation d'autorisation de service occasionnel dans le cas prévu à cet article

Art. 39 : Remplacement des autorisations de service occasionnel prévu à cet article.

V – DEPLACEMENTS

V - 1 Réseau ferroviaire touristique

Arrêté autorisant l'exploitation par une association d'une ligne ferroviaire à des fins touristiques

en application du code de la route, de la loi du 30/12/1982, du décret du 09/05/2003, de l'arrêté du 08/12/2003 et de la circulaire du 09/12/2003

V- 2 Sécurité des transports guidés

avis de complétude et incomplétude des dossiers
accusés réception des comptes-rendus des tests et essais
demandes d'avis à la CCDSA

en application de la loi du 03/01/2002, du décret du 09/05/2003, de la circulaire du 09/12/2003 et décret 2003-425 du 9 mai 2003

VI - CONTENTIEUX ADMINISTRATIF ET JUDICIAIRE

VI-1 Observations écrites devant les tribunaux compétents du ressort de la cour d'appel de Douai (articles L480-5 et R480-4 du code de l'urbanisme)

VI-2 Observations orales devant le tribunal administratif de Lille (article R732-1 du code de justice administrative).

Article 2 : Sont exclus de la présente délégation la signature :

les arrêtés préfectoraux mentionnés à l'article 1er, paragraphe I-1 A 1°) – B – C 2°) – E 2°) - G 1°) et 2°) ; paragraphe I-2 – A 1°), 2°), 3°) - paragraphe I-4 A 1er et 2ème alinéa – paragraphe II – 1 10ème et 12ème alinéa – paragraphe II – 2 et paragraphe III – 1 ;

les arrêtés portant réglementation générale ;

les arrêtés concernant les investissements publics financés par l'Etat ;

les décisions portant création de commissions ou modification de leur composition ;

les circulaires ou instructions adressées aux collectivités locales, aux services, établissements et organismes publics, aux sociétés d'économie mixte ;

et de manière générale l'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs des collectivités locales et de leurs établissements publics ;

les correspondances et décisions administratives adressées :

aux ministres ;

aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil général ainsi qu'à leurs directeurs généraux des services ;

aux cabinets ministériels et aux administrations centrales ;

au maire d'ARRAS et au président de la Communauté Urbaine d'ARRAS ;

aux présidents des chambres consulaires.

les mémoires introductifs d'instance et les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Etat ;

les correspondances ou actes portant sur les locaux nécessaires au fonctionnement des services ;

les conventions liant l'Etat aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs établissements publics.

Article 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Mme Isabelle DERVILLE, chargée de l'intérim de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Sont exclus de la possibilité de subdélégation de signature :

les arrêtés préfectoraux mentionnés à l'article 1er, paragraphe I-2 – A relatifs aux plaintes concernant les nuisances industrielles

les arrêtés préfectoraux mentionnés à l'article 1er, paragraphe I-4 - A relatifs aux décisions d'autorisation simplifiées (dans le cas où il n'y a pas de DUP) au titre de l'article 2 du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié

les arrêtés d'attribution de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs mentionnés à l'article 1er, paragraphe I-5

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et la directrice régionale par intérim de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de

l'administration de l'Etat dans le département

Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 portant désignation de Mme Isabelle DERVILLE, chargée de l'intérim de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais, en qualité d'experte pour les essais et épreuves avant mise en exploitation des canalisations de gaz combustible

Article 1er : Mme Isabelle DERVILLE, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, chargée de l'intérim de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais, est désignée en qualité d'experte chargée des essais et épreuves subis en usine des éléments des ouvrages de transport de gaz combustible par canalisation dans le département du Pas de Calais au titre de l'article 9 de l'arrêté du 11 mai 1970.

Article 2 : Mme Isabelle DERVILLE, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, chargée de l'intérim de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais, est désignée en qualité d'experte chargée des épreuves de résistance et d'étanchéité dans le département du Pas-de-Calais au titre de l'article 36 de l'arrêté du 11 mai 1970.

Article 3 : Cette désignation est faite pour la durée de la période durant laquelle Mme Isabelle DERVILLE sera chargée de l'intérim de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nord – Pas-de-Calais.

Article 4 : Dans sa mission d'experte, elle est autorisée à se faire assister par les agents de son service ou par tout autre délégué.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de

l'administration de l'Etat dans le département

Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 portant désignation de Mme Isabelle DERVILLE, chargée de l'intérim de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais, en qualité d'expert pour le contrôle des épreuves à pression

Article 1er : Mme Isabelle DERVILLE, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, chargée de l'intérim de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais, est désignée en qualité d'experte chargée du contrôle des épreuves des appareils à pression dans le département du Pas-de-Calais, en application de l'article 6 du décret n° 63 du 18 janvier 1943 modifié.

Dans ses fonctions, elle est autorisée à se faire assister, sous sa responsabilité et dans les limites qu'elle fixe, par les agents de son service placés sous ses ordres ou par tout organisme habilité.

Elle rappellera à ceux-ci qu'ils sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous les réserves prévues par l'article 378 du Code Pénal, sauf à l'égard des autorités administratives et judiciaires, pour tous les faits ou renseignements dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 2 : Cette désignation est faite pour la durée de la période durant laquelle Mme Isabelle DERVILLE sera chargée de l'intérim de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nord – Pas-de-Calais.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-78-34 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. François Xavier DELEBARRE, Directeur Interdépartemental des Routes Nord

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. François Xavier DELEBARRE, directeur interdépartemental des routes Nord, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions relatives au réseau routier national structurant, les décisions suivantes :

| Code | Nature des délégations | Textes de référence |
|------|--|---|
| | <u>A - Police de la circulation</u> | |
| | <u>Mesures d'ordre général</u> | |
| A.1 | Police de la circulation sur autoroute et route nationale | Art. R 411-7, R 411-8 alinéa 1, R 411-9, R 411-21-1, R 411-25, R 411-30, R 415-8 et R 431-9 du code de la route |
| A.2 | Interdiction temporaire de la circulation d'une ou plusieurs catégories de véhicules | Art. R 411-18 du CDR |
| A.3 | Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération | Art. L 113-2 du code de la voirie routière |
| A.4 | Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute | Art. R 421-2 du CDR |
| A.5 | Autorisation de circulation et d'occupation du domaine public à titre permanent ou temporaire des matériels et des personnels : - des services de sécurité - des administrations publiques - des entreprises appelées à travailler sur le réseau national structurant | Art. R 432-7 du CDR |
| | <u>Signalisation</u> | |
| A.6 | Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif | Art. R 418-3 du CDR |
| A.7 | Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service | Art. R 418-5 du CDR |
| | <u>Mesures portant sur les routes classées à grande circulation</u> | |
| A.8 | Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation | Art. R 411-4 du CDR |
| A.9 | Relèvement de la vitesse à 70 km/h en agglomération sur les routes à grande circulation | Art. R 413-3 du CDR |
| A.10 | Avis sur arrêtés des maires réglementant la police de la circulation sur les voies classées à grande circulation du réseau national structurant en agglomération et sur les projets tels que prévus à l'article R 411-8-1 du CDR | Art. R 411-8 du CDR alinéa 2 Art R 411-8-1 du CDR |
| | <u>Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution</u> | |
| A.11 | Établissement des barrières de dégel et réglementation de la circulation sur les routes nationales concernées | Art. R 411-20 du CDR |
| A.12 | Réglementation de la circulation sur les ponts | Art. R 422-4 du CDR |
| | <u>Transports exceptionnels</u> | |
| A.13 | Avis de l'exploitant sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour l'en- | Arrêté du 4 mai 2006 relatif aux transports exceptionnels |

| | | |
|------|--|---|
| | semble des véhicules comportant plus d'une remorque | de marchandises, d'engins, de véhicules et ensemble de véhicules comportant plus d'une remorque. |
| | <u>Enquêtes de circulation</u> | |
| A.14 | Autorisation des enquêtes de circulation | Art. D 111-3 du code de la voirie routière |
| | <u>B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité</u> | |
| B.1 | Répression de la publicité illégale | Art. R 418-9 du CDR Art. R 418-2 à 418-7 du code de l'environnement |
| | <u>C - Gestion du domaine public routier national</u> | |
| C.1 | Permissions de voirie | Code du domaine de l'État - Article R 53 |
| C.2 | Accords de voirie - Cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz | Code de la voirie routière – Articles L 113-2 à L 113-7 et R 113-2 à R 113-11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 6911 du 21/01/69, Circ. N° 51 du 09/10/68 |
| C.3 | Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé | Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61 , Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60 |
| C.4 | Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles | Circ. N° 50 du 09/10/68 |
| C.5 | Dérogations à l'interdiction de la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales | Code de la voirie routière – Art. R122-5 |
| C.6 | Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales Approbation des plans d'alignement des routes nationales | Code de la voirie routière – Art. L 112-1 à L 112-7 et R 112-1 à R 112-3 Code de la voirie routière – Art. L 123-6 et L123-7 |
| C.7 | Convention d'entretien et d'exploitation conclue entre l'Etat et un tiers | |
| C.8 | Convention conclue entre l'Etat et un tiers relative à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des travaux sur le domaine public national | Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique Article L 1615-2 du Code général des collectivités territoriales |
| C.9 | Agrément relatif à un accès sur route nationale | Code de la voirie routière – articles L 123-8 et R 123-5 |
| C.10 | Approbation des opérations domaniales. Signature des actes d'acquisition et de cession de terrains affectés au domaine routier. Remise de terrain aux domaines | Art. R 4, R 5, L 53 et R 130 du code du domaine de l'Etat – Art. L 1212-1 du code général de copropriété des personnes publiques |
| C.11 | Déclassement des routes nationales et reclassement dans la voirie départementale ou communale | Code de la voirie routière, article L 123-3 et R 123-2 |
| | <u>D – Représentation devant les juridictions</u> | |
| D.1 | Réplique immédiate en cas d'apport de moyens nouveaux en cours de contradictoire à l'occasion des procédures d'urgence devant les tribunaux administratifs. | Art. R 431-9 et R 431-10 du code de justice administrative – Circ. du MTETM du 23 janvier 2007 relative à la répartition des compétences en matière de contentieux routier. |
| D.2 | Dépôt, en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc., nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'Etat et toutes productions avant clôture d'instruction. | Idem |

ARTICLE 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. François Xavier DELEBARRE, directeur interdépartemental des routes Nord, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur interdépartemental des routes Nord sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-90-35 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. le Dr Jean-Yves GRALL, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord Pas-de-Calais

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. le Dr Jean-Yves Grall, en tant que directeur général de l'agence régionale de santé Nord-Pas-de-Calais, à l'effet de signer tous actes préparatoires et actes relevant des compétences du préfet de département au titre du code de la santé publique modifié à l'exclusion des actes suivants :

Sur les dispositions générales :

- arrêté ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans le département,
- arrêté prescrivant des mesures d'exécution immédiate en cas d'urgence, notamment de danger ponctuel imminent pour la santé publique.

En matière d'eaux potables, d'eaux conditionnées et d'eaux minérales naturelles :

- arrêté portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des ressources en eau destinées à la consommation humaine,
- arrêté portant autorisation d'utiliser une ressource en eau pour la production, la distribution et le conditionnement de l'eau destinée à la consommation humaine,
- arrêté d'autorisation temporaire en cas de situations exceptionnelles,
- arrêté modificatif de l'autorisation d'utiliser une ressource en eau pour la production, la distribution et le conditionnement de l'eau destinée à la consommation humaine,
- arrêté de restriction ou interdiction de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine et de toute mesure nécessaire si risque pour la santé des personnes, à l'exception des demandes de restriction de l'usage alimentaire de l'eau, suite à un dépassement important de limites de qualité bactériologique,
- arrêté portant autorisation exceptionnelle d'utiliser une eau brute non conforme,
- arrêté portant dérogation pour distribuer une eau non conforme,
- arrêté d'autorisation d'importation des eaux potables conditionnées,
- arrêté portant reconnaissance d'une eau minérale naturelle et autorisation pour l'exploitation de la source, le conditionnement de l'eau, l'utilisation à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal, et la distribution en buvette publique,
- arrêté portant révision de la demande d'exploitation d'une eau minérale naturelle ou de l'autorisation de son exploitation à la suite d'une modification notable des caractéristiques de ladite eau minérale ou des conditions d'exploitation de la source.

En matière de piscines et baignades :

- arrêté portant interdiction de baignade et fermeture à titre permanent de piscine,
- arrêté portant autorisation d'utilisation d'eau d'une autre origine que le réseau de distribution publique pour l'alimentation en eau des bassins de piscine,
- arrêté fixant la nature et la fréquence des analyses de surveillance des eaux de piscine.

En matière d'habitat insalubre :

- arrêté portant exécution immédiate de mesures prescrites en cas de danger ponctuel et imminent pour la santé publique,
- arrêté portant mise en demeure de faire cesser dans un délai fixé toute mise à disposition aux fins d'habitation de locaux impropres à l'habitation,
- arrêté portant mise en demeure de faire cesser dans un délai fixé la mise à disposition de locaux aux fins d'habitation à titre gratuit ou onéreux dans les conditions conduisant à leur suroccupation,
- arrêté portant mesures prises en raison d'un danger imminent pour la santé ou la sécurité des occupants lié à la situation d'insalubrité de l'immeuble qu'il s'agisse d'une mise en demeure du propriétaire ou de l'exploitant, d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'une exécution d'office des mesures prescrites et non exécutées dans le délai imparti,
- arrêté portant injonction à la personne qui met à disposition ou qui a l'usage de locaux de rendre leur utilisation conforme afin de faire cesser un danger pour la santé ou la sécurité des occupants,
- arrêté portant déclaration à l'intérieur d'un périmètre l'insalubrité des locaux et installations utilisées aux fins d'habitation mais impropres à l'habitation pour des raisons d'hygiène, de salubrité ou de sécurité,
- arrêté portant déclaration d'insalubrité d'un immeuble ou d'un groupe d'immeubles, d'un îlot ou d'un groupe d'îlots, bâti ou non, vacant ou non, attenant ou non à la voie publique constituant par lui-même ou par les conditions d'occupation ou d'exploitation un danger pour la santé des occupants ou des voisins.

En matière de plomb :

- arrêté portant invitation au propriétaire, au syndicat de propriétaires, à l'exploitant du local d'hébergement, à l'entreprise ou à la collectivité territoriale de prendre toute mesure appropriée pour réduire le risque lié aux revêtements de l'immeuble ou parties d'immeuble,
- arrêté portant agrément d'un opérateur pour effectuer des travaux de suppression de l'accessibilité au plomb des peintures d'un immeuble ou parties d'immeuble,
- arrêté portant prescription de mesures conservatoires si les travaux d'élimination de l'accessibilité au plomb entraînent eux-mêmes un risque d'exposition au plomb dans les immeubles.

En matière d'amiante :

- arrêté portant réalisation aux frais du propriétaire, ou à défaut de l'exploitant d'un immeuble bâti, des repérages, diagnostics ou expertises sur la recherche, le contrôle et la réduction des expositions à l'amiante,

- arrêté fixant un délai pour la réalisation des mesures conservatoires nécessaires pour faire cesser l'exposition à l'amiante ou d'une exécution d'office des mesures prescrites et non exécutées dans le délai imparti.

En matière de lutte contre la légionelle :

- interdiction d'utiliser un système d'aéro-réfrigération ne relevant pas de la législation sur les installations classées si les conditions d'aménagement ou de fonctionnement sont susceptibles d'entraîner un risque pour la santé publique (article L 1335-2-2 du code de la santé publique),

- arrêté pour consigner des sommes, pour procéder à des travaux d'office ou pour suspendre la production ou la distribution d'eau du fait d'une installation d'eau intérieure non conforme aux règles d'hygiène pour ce qui concerne le risque lié aux légionelles (articles L 1324-1 A et B du code de la santé publique).

En matière de rayonnements non ionisants :

- arrêté prescrivant la réalisation de mesures de champs électromagnétiques (article L 1333-21 du code de la santé publique).

En matière de nuisances sonores :

- arrêtés d'obligation pour un exploitant ou responsable d'activité bruyante à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux à réaliser, d'exécution de travaux d'office et de suspension de l'activité bruyante pris en application de l'article L 171-8 du code de l'environnement,

- arrêtés de fermeture administrative en application de l'article L 333-1 du code de la sécurité intérieure,

- arrêtés de substitution prévus au 1° de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales.

En application du règlement sanitaire départemental :

- arrêté de dérogation aux prescriptions du RSD,

- arrêté pris en cas de carence du maire.

En matière de soins psychiatriques sans consentement (soins psychiatriques sur demande du représentant de l'Etat, soins à la demande d'un tiers, soins en cas de péril imminent) :

- tous arrêtés.

En matière de permanence des soins :

- arrêtés de réquisition.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Yves GRALL, délégation est donnée à Mme le Dr Carole BERTHELOT, en qualité de directrice de la santé publique et environnementale de l'ARS, ou, en l'absence de celle-ci à Mme Laurence CADOU, en qualité de directrice adjointe de la santé publique et environnementale, à l'effet de signer les actes visés à l'article 1er.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes susvisées, délégation est donnée :

- sous le contrôle et la responsabilité de la directrice de la santé publique et environnementale à M. Alain GUILLARD en qualité de responsable du département « santé environnement » de l'ARS ou en l'absence de celui-ci, à M. Gérard DELOBEL, en qualité de responsable adjoint du département « santé environnement » de l'ARS Nord – Pas-de-Calais à l'effet de signer les actes relevant de la santé environnementale

- sous le contrôle et la responsabilité de M. Alain GUILLARD, à Mme Judith TRIQUET en qualité d'ingénieur du génie sanitaire chargée de la prévention des intoxications au monoxyde de carbone, la délégation est consentie pour les dossiers relatifs aux intoxications par le monoxyde de carbone

- sous le contrôle et la responsabilité de M. Alain GUILLARD, à M. Max THEROUANNE, en qualité de responsable du pôle « qualité des eaux » de l'ARS, et à son adjointe Mme Gaëlle CHATEAU, à l'effet de signer les actes relevant des matières suivantes : eaux de consommation et eaux de baignade

- sous le contrôle et la responsabilité de M. Max THEROUANNE, une délégation de signature est également consentie, sur ce point, à M. Eric BEMBEN, M. Guillaume BINET, Mme Géraldine JACOB et Mme Cécile NOLOT, en qualité d'ingénieurs d'études sanitaires

- sous le contrôle et la responsabilité de M. Alain GUILLARD, à M. Pascal JEHANNIN, en qualité de responsable du pôle « habitat santé » de l'ARS Nord – Pas-de-Calais, à l'effet de signer les actes relevant des matières suivantes : habitat insalubre, plomb/amiante/monoxyde de carbone contrôle sanitaire aux frontières prévu dans le cadre du règlement sanitaire international

- sous le contrôle et la responsabilité de M. Pascal JEHANNIN, une délégation est également consentie sur ce point à Mme Anne SAVY-DRUESNES, Mme Sophie LOHEZ, en qualité d'ingénieur d'études sanitaires, ainsi qu'à M. Frédéric HOSTYN en qualité de chargés de mission

- sous le contrôle et la responsabilité de M. Alain GUILLARD, à M. Daniel LUDWIKOWSKI, en qualité de responsable du pôle « environnement extérieur » de l'ARS Nord – Pas-de-Calais, et à son adjointe Mme Aurélie POITOUX, à l'effet de signer les actes relevant des matières suivantes : amiante, lutte contre la légionellose, rayonnements non ionisants, radon, bruit et déchets d'activité de soins pour les établissements ne relevant pas de la compétence de l'ARS

- sous le contrôle et la responsabilité de M. Daniel LUDWIKOWSKI, une délégation de signature est également consentie, sur ce point, à M. Olivier GRARD et M. Pierre CONSEIL en qualité d'ingénieurs d'études sanitaires

- sous le contrôle et la responsabilité de la directrice de la santé publique et environnementale, à M. le Dr Jean-Philippe LEGENDRE, en qualité de responsable du département « veille et sécurité sanitaire » et à son adjoint M. Christophe RAOUL, à l'effet de signer les actes relevant des matières suivantes : étrangers malades et soins psychiatriques sans consentement

- sous le contrôle et la responsabilité de M. le Dr Jean-Philippe LEGENDRE, une délégation de signature est également consentie à Mme Sophie LHERMITTE, en qualité de responsable de la cellule « soins soumis à décision administrative », ou au cadre d'astreinte, à l'effet de signer les actes préparatoires relatifs aux soins psychiatriques sans consentement.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur général de l'ARS Nord Pas-de-Calais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-95-36 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Didier MONTCHAMP, Préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du Préfet de la région Nord-Pas de Calais, Préfet de zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Didier MONTCHAMP, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Nord-Pas de Calais, préfet de zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, à l'effet de signer, au nom de Mme Anne LAUBIES, secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département, tous les actes relatifs aux adjoints de sécurité, à l'exclusion de ceux concernant l'organisation de la commission de sélection, l'agrément de la liste des candidats retenus et les sanctions disciplinaires de l'avertissement et du blâme.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier MONTCHAMP, la délégation de signature qui lui est conférée est exercée par M. Dominique GAFFET, chargé de mission pour le secrétariat général à l'administration de la police de la zone Nord.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique GAFFET, la délégation de signature qui lui est conférée est exercée par M. Dominique KIRZEWSKI, directeur des ressources humaines.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique KIRZEWSKI, la délégation de signature qui lui est conférée est exercée, chacun pour ce qui le concerne par Mme Nicole DEREGNAUCOURT, chef du bureau de la gestion des personnels ou par M. Bernard THERY, chef du bureau du recrutement, des examens professionnels et de la formation, adjoints au directeur des ressources humaines.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du département du Pas-de-Calais et le chargé de mission pour le secrétariat général à l'administration de la police de la zone Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais et de la préfecture du Nord.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-79-38 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jean-Pierre DEFRESNE, Chef du service de la navigation Nord / Pas-de-Calais

Article 1er - Délégation est donnée à M. Jean-Pierre DEFRESNE, chef du service de la navigation du Nord / Pas-de-Calais, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences pour le département du Pas-de-Calais, toutes décisions, documents et correspondances dans les matières suivantes :

I - Régime des cours d'eau navigables

101 - classement, déclassement d'un cours d'eau :
instruction des dossiers
exécution des décisions

à l'exclusion de :
l'arrêté de mise à l'enquête
la transmission de l'instruction à l'administration centrale

102 - entretien des ouvrages à frais communs :
instruction et consultation des collectivités intéressées
notification des décisions

à l'exclusion de l'arrêté de fixation des frais d'entretien

103 - règlements particuliers de police

104 - interruption de la navigation
- autorisation de manifestations sportives, fêtes nautiques et autres manifestations :
instruction, décisions,
notification des décisions
dans les conditions prévues aux articles 1.23 et 1.27 du règlement général de police
décret n° 73-912 du 21 septembre 1973

105 - délivrance et suspension du permis de navigation spécial
décret du 17 janvier 1928 (navigation dans les estuaires)

106 - refus ou retrait du permis de navigation
article 59 du décret du 17 avril 1934 - circulaire du ministère des transports du 10 août 1982

107 – signature des avis à la batellerie
décret n° 73-912 du 21 septembre 1973

II – Procédures d'instruction concernant les autorisations et déclarations prévues par les articles L 214.1 à L 214.6 du code de l'environnement et les décrets n° 93.742 et n° 93.743 du 29 mars 1993 modifiés

201 – Instruction des demandes d'autorisation :
délivrance des accusés de réception
demandes de compléments de dossiers.

III - Gestion du domaine public fluvial non confié à voies navigables de France

301 - autorisation d'occupation temporaire sur le domaine public fluvial navigable
décret n° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié - article 4

302 - actes d'administration de ce domaine

IV - Procédure d'expropriation

401 - instruction du dossier et notification des décisions
- exécution des décisions

à l'exclusion de :
l'arrêté ordonnant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire
l'arrêté déclaratif d'utilité publique
l'arrêté de cessibilité

402 - saisine du juge de l'expropriation et procédure de fixation des indemnités

403 - publicité foncière :
mentions de collationnement et de certification de l'identité des parties sur les bordereaux, extraits, expéditions ou copies déposées dans les bureaux des hypothèques.

V - Contraventions de grande voirie sur le domaine public fluvial antérieures au 2 janvier 1992 et contraventions de grande voirie sur le domaine public fluvial non confié à voies navigables de France

501 - notification des procès-verbaux aux contrevenants avec citation à comparaître
- saisine du tribunal administratif
- notification des jugements

VI – Superposition de gestion

601 - arrêtés autorisant la mise en œuvre de la procédure tendant au classement des chemins de halage sous le régime de la superposition de gestion.

- convention de superposition de gestion des chemins de halage.

VII – Chasse

701 – Licences de chasse sélective accordées sur le domaine public fluvial confié ou non à Voies Navigables de France
décret n° 68.915 du 18 octobre 1968 modifié

VIII – Police et gestion des eaux marines

801 – Gestion de la qualité des eaux du littoral

Article 2 - Sont toutefois exclus de la présente délégation de signature :

- 1°) les actes réglementaires de portée générale ;
- 2°) les arrêtés préfectoraux instituant et composant les commissions départementales ;
- 3°) l'approbation des chartes et schémas départementaux ;
- 4°) les conventions, contrats ou chartes de portée générale avec une collectivité territoriale ;
- 5°) les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil général ;
- 6°) les circulaires ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'Etat sur une question d'ordre général ;
- 7°) les réponses aux courriers réservés du préfet et les décisions sur les dossiers faisant l'objet d'une évocation par le préfet ou un sous-préfet d'arrondissement ;
- 8°) les courriers adressés aux ministères et au préfet de région sauf ceux entrant dans le cadre du fonctionnement administratif courant ;
- 9°) les mémoires devant les juridictions administratives.

Article 3 – En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Jean-Pierre DEFRESNE, chef du service de la navigation du Nord / Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le chef du service de la navigation du Nord / Pas-de-Calais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

- Arrêté préfectoral n° 2015-75-39 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jean-François BÉNÉVISE, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord Pas-de-Calais

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Jean-François BÉNÉVISE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord Pas-de-Calais, pour signer les décisions, actes administratifs et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région Nord Pas-de-Calais dans les domaines suivants relevant de la compétence du Préfet du Pas-de-Calais :

| N° DE COTE | NATURE DU POUVOIR | CODE DU TRAVAIL OU AUTRE ¹ CODE |
|------------|--|---|
| | A – SALAIRES | |
| A-1 | Etablissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux à domicile | Art. L.7422-2 et L.7422-3 |
| A-2 | Fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile | Art. L.7422-6, L.7422-7 et L.7422-11 |
| A-3 | Fixation de la valeur des avantages et prestations en nature entrant dans le calcul de l'indemnité de congés payés | Art. L.3141-23 |
| A-4 | Décisions en matière de remboursement de frais de déplacements (réels ou forfaitaires); exposés par les conseillers du salarié | Art. D.1232-7 et D.1232-9 |
| A-5 | Décisions en matière de remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission | Art. L.1232-11 |
| | B – HEBERGEMENT DU PERSONNEL | |
| B-1 | Délivrance de l'accusé de réception de la déclaration d'un employeur d'affectation d'un local à l'hébergement | Art. 1 loi 73-548 du 27/06/1973 |
| | C – NEGOCIATION COLLECTIVE | |
| C-1 | Appréciation de la qualification des emplois menacés dans le cadre de la négociation triennale | Art. L.2242-15 à L.2242-20 Art. D.2241-3 et D.2241-4 |
| | D – CONFLITS COLLECTIFS | |
| D-1 | Engagement des procédures de conciliation ou de médiation au niveau départemental | Art. L.2523-2 Art. R.2523-4 |
| | E – AGENCE DE MANNEQUINS | |
| E-1 | Attribution, renouvellement, suspension, retrait de la licence d'agence de mannequins | Art. L.7123-14 Art. R.7123-8 à R.7123-17 |
| | F – EMPLOI DES ENFANTS ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS | |
| F-1 | Délivrance, retrait des autorisations individuelles d'emploi des enfants dans les spectacles, les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode | Art. L.7124-1 à L.7124-3 |
| F-2 | Délivrance, renouvellement, suspension, retrait de l'agrément de l'agence de mannequins lui permettant d'engager des enfants. | Art. L.7124-5 |
| F-3 | Fixation de la répartition de la rémunération perçue par l'enfant entre ses représentants légaux et le pécule ; autorisation de prélèvement | Art. L.7124-9 |
| F-4 | Délivrance, renouvellement, suspension, retrait de l'agrément des cafés et brasseries pour employer ou recevoir en stage des jeunes de 16 à 18 ans suivant une formation en alternance | Art. L.4153-6 Art. R.4153-8 et R.4153-12 Art. L.2336.4 du Code de la santé publique |
| | G – APPRENTISSAGE ET ALTERNANCE | |

| | | |
|-----------------------------------|--|--|
| G-1 | Décision d'opposition à l'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours | Art. L.6223-1 et L.6225-1 à L.6225-3 Art. R.6223-16 et Art. R.6225-4 à R. 6225-8 |
| H – MAIN D'ŒUVRE ETRANGERE | | |
| H-1 | Délivrance des autorisations de travail aux ressortissants étrangers | Art. L.5221-5 à L. 5221-11 et R.5221-3 à R.5221-50 |
| H-2 | Visa des conventions de stage conclues entre un stagiaire étranger, un établissement de formation ou un employeur établi à l'étranger et une entreprise d'accueil ou un organisme de formation en France | Art. R.313-10-2 à R.313-10-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile |
| H-3 | Délivrance des récépissés de déclaration de l'hébergement collectif assuré, en dehors du cadre familial, par ou pour le compte d'employeurs de travailleurs étrangers | Loi n° 73-548 du 27 juin 1973 relative à l'hébergement collectif |
| I – PLACEMENT AU PAIR | | |
| I-1 | Autorisation de placement au pair de stagiaires "Aides familiales" | Accord européen du 21/11/1999 Circulaire n°90.20 du 23/01/1999 |
| J – PLACEMENT PRIVE | | |
| J-1 | Enregistrement de la déclaration préalable d'activité de placement | Art. R.5323-1 et R.5323-6 |
| K – EMPLOI | | |
| K-1 | Attribution de l'allocation spécifique de chômage partiel | Art. L.5122-1 Art. R.5122-1 à R.5122-29 |
| K-2 | Convention de prise en charge des indemnités complémentaires dues aux salariés en chômage partiel | Art. L.5122-2 Art. D.5122-30 à D.5122-51 |
| K-3 | Conventions FNE, notamment : d'allocation temporaire dégressive, d'allocation spéciale, d'allocation de congé de conversion, de financement de la cellule de reclassement Convention de formation et d'adaptation professionnelle cessation d'activité de certains travailleurs salariés GPEC | Art.L.5111-1 à L.5111-2 Art. L.5123-1 à L.5123-9 Art. L. 5123-7, L.1233-1-3-4, R.5112-11 L.5123-2 et L. 5124-1 R.5123-3 et R.5111-1 et 2 L.5111-1 et L.5111-3 Circulaire DGEFP 2004-004 du 30/06/2004 Circulaire DGEFP 2008-09 du 19/06/2008 |
| K-4 | Convention d'appui à l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et convention pour préparer les entreprises à la GPEC | Art. L.5121-3 Art. R.5121-14 et R.5121-15 |
| K-5 | Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise dont avance Eden et chéquiers conseils | Art. L.5141-2 à L.5141-6 Art. R.5141-1 à R.5141-33 Circ. DGEFP 2008-09 du 19/06/2008 |
| K-6 | Agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière et de Production (SCOP) | Loi n°47.1775 du 10/09/1947 Loi n°78.763 du 19/07/1978 Loi n°92.643 du 13/07/1992 Décret n°87.276 du 16/04/1987 Décret n°93.455 du 23/03/1993 Décret n°93.1231 du 10/11/1993 |
| K-7 | Diagnosics locaux d'accompagnement | Circulaires DGEFP n°2002-53 du 10/12/2002 et n°2003-04 du 04/03/2003 |
| K-8 | Les décisions individuelles relatives aux : contrats d'accompagnement dans l'emploi contrats initiative emploi contrats uniques d'insertion CIVIS contrats d'autonomie dispositif garantie jeunes | Art. L.5134-20 et suivants Art. L.5134-65 et suivants Art. L.5134-19-1 et suivants Art. L.5131-4 Circ. interministérielle du 24/04/2008 Décret n° 2013-880 du 1er octobre 2013 relatif à l'expérimentation garantie jeunes |
| K-9 | Attribution, extension, renouvellement, retrait d'agrément d'une association ou d'une entreprise de services à la personne et courriers relatifs aux services à la personne | Art. L.7232-1 et suivants |
| K-10 | Toutes décisions relatives aux conventions de promotion de l'emploi incluant les accompagnements des contrats en alternance par les GEIQ | Art. D.6325-24 Circulaire DGEFP n°97.08 du 25/004/1997 |
| K-11 | Toutes décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique | Art. L.5132-2 et L.5132-4 Art. R.5132-44 et L.5132-45 |

| | | |
|--|---|--|
| K-12 | Décision de reversement des aides et cotisations sociales en cas de rupture d'un contrat d'accompagnement à l'emploi ou d'un contrat initiative emploi (pour un motif autre que faute du salarié, force majeure, inaptitude médicale), rupture au titre de la période d'essai, rupture du fait du salarié, embauche du salarié par l'employeur. | Art. R.5134-37, R.5134-33 et R.5134-103 |
| K-13 | Dispositif d'aide au secteur de l'hôtellerie et de la restauration | Loi n°2004-804 du 09/08/2004 Décret 2007-900 du 15/05/2007 Décret 2008-458 du 15/05/2008 |
| K-14 | Attribution, extension, renouvellement et retrait des agréments "entreprises solidaires" et courriers relatifs aux entreprises solidaires | Art. L.3332-17-1 et R.3332-21-3 |
| K-15 | Demande d'informations concernant les dispositifs d'aide à l'emploi (rescrit « aides à l'emploi ») | Décret n° 2009-1696 du 29/12/2009 relatif aux demandes d'informations concernant certains dispositifs d'aides à l'emploi |
| K-16 | Arrêtés fixant la liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou lors de l'entretien préalable à la signature d'une rupture conventionnelle | Art. L.1232-7, D.1232-4 à D.1232-12 |
| L – GARANTIE DE RESSOURCES DES TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI | | |
| L-1 | Exclusion temporaire ou définitive des droits à l'allocation de recherche d'emploi, d'allocation temporaire d'attente ou d'allocation de solidarité spécifique et prononcé de sanctions administratives | Art. L. 5426-1 à L.5426-9 Art. R.5426-1 à R.5426-17 |
| L-2 | Refus d'ouverture des droits à l'allocation de solidarité spécifique et de son renouvellement | Art. L.5423-1 à L.5423-6 Art. R.5423-1 à R.5423-14 |
| M – FORMATION PROFESSIONNELLE ET CERTIFICATION | | |
| M-1 | Délivrance des titres professionnels du ministère chargé de l'emploi et validation de jury | Loi n°2002-73 du 17/01/2002 Décret n°2002-1029 du 02/08/2002 Arrêté du 09/03/2006 |
| M-2 | Remboursement des rémunérations perçues, par les stagiaires AFPA abandonnant, sans motif valable, leur stage de formation | Art. R.6341-45 à R.6341-48 |
| M-3 | VAE - recevabilité VAE - Gestion des crédits | Loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 Décret n°2002-615 du 26/04/2002 Circulaire du 27/05/2003 |
| N – OBLIGATION D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPES | | |
| N-1 | Contrôle des déclarations des employeurs relatives à l'emploi obligatoire des travailleurs handicapés | Art. L.5212-5 et L.5212-12 |
| N-2 | Emission des titres de perception à l'encontre des employeurs défaillants | Art. R.5212-1 à R.5212-11 et R.5212-19 à R.5212-31 |
| N-3 | Agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés | Art. L.5212-8 et R.5212-12 à R.5212-18 |
| O – TRAVAILLEURS HANDICAPES | | |
| O-1 | Subvention d'installation d'un travailleur handicapé | Art. R.5213-52 - Art. D.5213-53 à D.5213-61 |
| O-2 | Aides financières en faveur de l'insertion en milieu ordinaire de travail des travailleurs handicapés | Art. L.5213-10 Art. R.5213-33 à R.5213-38 |
| O-3 | Prime pour l'embauche d'un jeune handicapé en contrat d'apprentissage | Art. L.6222-38 Art. R.6222-55 à R.6222-58 Arrêté du 15/03/1978 |
| O-4 | Coordination du Comité de Pilotage du Plan Départemental d'Insertion des Travailleurs Handicapés Conventionnement d'organismes assurant une action d'insertion de travailleurs handicapés | Circulaires DGEFP n°99-33 du 26/08/1999 et n°2007-02 du 15/01/2007 |
| O-5 | Aide au poste | Art. L.5213-19 et R.5213-74 à R.5213-76 |

¹ Sauf mention d'un autre code, les références réglementaires concernent le code du travail

Article 2 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-François BÉNÉVISE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord Pas-de-Calais, pour signer les décisions, actes administratifs et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région Nord Pas-de-Calais dans les domaines suivants relevant de la compétence du Préfet du Pas-de-Calais :

- dans le domaine de la régulation concurrentielle des marchés relevant des dispositions du code de commerce : lettres d'observations, rappels de réglementation ...

- dans le domaine de la protection économique du consommateur relevant des dispositions du code de la consommation : lettres d'observation, rappels de réglementation, mises en demeure, injonctions ...

- dans le domaine de la loyauté des transactions et de la conformité des produits et services mis sur le marché relevant des dispositions du code de la consommation : lettres d'observations, rappels de réglementation, mises en demeure, injonctions ...

- dans le domaine de la sécurité des consommateurs relevant des dispositions du code de la consommation pour les produits alimentaires, les produits industriels et les prestations de services mis sur le marché : lettres d'observations, rappels de réglementation, mises en demeure, injonctions ...

- dans le domaine des relations avec les associations de consommateurs : décisions de subvention.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-François BÉNÉVISE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord Pas-de-Calais, pour tous les actes relatifs à l'agrément des organismes pour l'installation, la réparation et le contrôle en service des instruments de mesure ainsi que tous actes relatifs à l'attribution, à la suspension et au retrait des marques d'identification.

Article 4 : Sont toutefois exclus de la présente délégation de signature :

- les arrêtés portant réglementation générale
- les mesures réglementaires de fermeture de tout ou partie d'un établissement ou l'arrêt de plusieurs de ses activités (article L 218-3 du code de la consommation)
- les arrêtés concernant les investissements publics financés par l'Etat
- les décisions portant création de commissions ou modification de leur composition, hors celles ayant trait à la composition des organismes consultatifs locaux
- les circulaires ou instructions adressées aux collectivités locales, aux services, établissements et organismes publics, aux sociétés d'économie mixte
- et de manière générale l'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs des collectivités locales et de leurs établissements publics
- les correspondances et décisions administratives adressées :
 - * aux ministres
 - * aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil général ainsi qu'à leurs directeurs généraux des services
 - * aux cabinets ministériels et aux administrations centrales
 - * au maire d'ARRAS et au président de la Communauté Urbaine d'ARRAS ;aux présidents des chambres consulaires
- les mémoires introductifs d'instance et les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Etat
- les correspondances ou actes portant sur les locaux nécessaires au fonctionnement des services
- les conventions liant l'Etat aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs établissements publics.

Article 5 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Jean-François BÉNÉVISE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord Pas-de-Calais peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nord - Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-23-40 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'Académie de Lille

Article 1er : Délégation est donnée à M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Lille, à l'effet de signer au nom du Préfet du Pas-de-Calais :

contrats d'association avec l'Etat :

- tous les actes relatifs aux contrats d'association avec l'Etat et leurs avenants pour les établissements d'enseignement privé du second degré,
- toutes les opérations de mise en paiement des sommes dues aux établissements privés du second degré sous contrat d'association en matière de forfait d'externat et de crédits pédagogiques

contrôle de légalité :

- contrôle de légalité des actes relatifs au fonctionnement des collèges du Pas-de-Calais, soumis à transmission pour devenir exécutoires en application du I de l'article L. 421-14 du code de l'éducation et notamment :

1) les accusés de réception

-
- 2) les demandes d'informations ou de pièces complémentaires
3) les lettres d'observations valant recours gracieux

- contrôle de légalité des actes des collèges du Pas-de-Calais qui n'ont pas trait au contenu ou à l'organisation éducatrice et qui ne sont pas soumis à obligation de transmission dont il aura été saisi par des tiers ou par des membres du conseil d'administration des établissements.

les déférés au tribunal administratif des actes des collèges et établissements d'éducation spéciale du département du Pas-de-Calais mentionnés à l'article R 421-54 du code de l'éducation après information préalable du Préfet :

Les délibérations du conseil d'administration relatives :

à la passation des conventions et contrats et notamment des marchés,
au recrutement de personnels,
aux tarifs du service annexe d'hébergement,
au financement des voyages scolaires

Les décisions du chef d'établissement relatives :

au recrutement et au licenciement des personnels liés par contrat à l'établissement ainsi qu'aux mesures disciplinaires prises à l'encontre de ces personnels,
aux marchés et aux conventions comportant des incidences financières, à l'exception des marchés passés selon une procédure adaptée en raison de leur montant conformément aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics.

les déférés au tribunal administratif des actes qui n'ont pas trait au contenu ou à l'organisation de l'action éducatrice et qui ne sont pas soumis à obligation de transmission, dont les services de contrôle auront été saisis par des tiers ou des membres du conseil d'administration après information préalable du Préfet.

Article 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Lille, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le recteur de l'académie de Lille sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-80-41 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Marie-Christiane de La Conté, Directrice régionale des affaires culturelles du Nord / Pas-de-Calais

Article 1er – Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Christiane de La Conté, directrice régionale des affaires culturelles du Nord / Pas-de-Calais, à l'effet de signer, pour ce qui concerne le département du Pas-de-Calais :

tous documents, actes, décisions et correspondances afférents à la mise en oeuvre des missions et attributions de la direction régionale des affaires culturelles en matière d'architecture, d'environnement et d'urbanisme,

les arrêtés portant attribution, retrait et renouvellement des licences d'entrepreneurs de spectacles ainsi que les récépissés de déclaration préalable à la représentation d'un spectacle occasionnel,

les arrêtés portant inscription d'objets mobiliers sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets classés au titre des monuments historiques,

les autorisations d'échanges des collections d'Etat entre les bibliothèques délivrées en application de l'article R 1422-7 du code général des collectivités territoriales,

dans les sites inscrits, dans le champ de visibilité d'un édifice inscrit ou classé et dans les secteurs sauvegardés, les autorisations spéciales de travaux requises au titre des articles L 621-31 et L 621-32 du code du patrimoine ou de l'article L 341-1 du code de l'environnement, ne relevant ni du permis de construire, ni d'autres procédures d'autorisations d'occuper le sol.

Cependant, le ministre de la culture pourra être saisi par le préfet de la région (DRAC) si l'importance des travaux et des abords de monuments historiques concernés sont susceptibles de justifier une évocation ministérielle ou si les travaux concernent directement un monument protégé au titre du code du patrimoine.

Les autorisations spéciales requises par les articles L 341-7 et L 341-10 du code de l'environnement visées aux articles R 341-10 et R 341-11 du même code en site classé et portant sur :

des ouvrages n'entrant pas dans le champ d'application du permis de construire (paragraphe 1 et 3 à 10 de l'article R 421-1 du code de l'urbanisme)

des constructions, travaux ou ouvrages exemptés de permis de construire (article R 422-1, 2ème alinéa et article R 422-2 du code de l'urbanisme)

des travaux d'édification ou de modification des clôtures

les infractions au code de l'urbanisme affectant un secteur sauvegardé

les infractions visées à l'article L 624-4 du code du patrimoine concernant les monuments historiques

les infractions visées au code de l'environnement.

Article 2 - En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Mme Marie-Christiane de La Conté, directrice régionale des affaires culturelles du Nord/Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront adressées au préfet du Pas-de-Calais (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et feront l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et la directrice régionale des affaires culturelles du Nord/Pas-de-Calais sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé
Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-77-42 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Lucette LASSERRE, Directrice de la sécurité de l'aviation civile Nord

Article 1er – Délégation est donnée à Mme Lucette LASSERRE, directrice de la sécurité de l'aviation civile Nord, à l'effet de signer :

1) les décisions de rétention d'aéronef français ou étranger qui ne remplit pas les conditions prévues par le code des transports et par le livre 1er du code de l'aviation civile pour se livrer à la circulation aérienne ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ces codes, prises en application des dispositions des articles L 6231-1 et L 6231-2 du code des transports

2)
les décisions prescrivant le balisage de jour et de nuit ou le balisage de jour ou de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne
les décisions prescrivant l'établissement de dispositifs visuels ou radioélectriques d'aides à la navigation aérienne

les décisions de suppression ou de modification de tout dispositif visuel autre qu'un dispositif de balisage maritime ou de signalisation ferroviaire ou routière, de nature à créer une confusion avec les aides visuelles à la navigation aérienne

3) les autorisations au créateur d'un aérodrome privé ou à usage restreint d'équiper celui-ci d'aides lumineuses ou radioélectriques à la navigation aérienne ou de tous autres dispositifs de télécommunications aéronautiques, prises en application des dispositions des articles D 233-2 et D 233-4 du code de l'aviation civile

4) les décisions d'agrément, de suspension ou de retrait d'agrément d'organisme de services d'assistance en escale sur les aérodromes, prises en application des articles L 6326-1 du code des transports et R 216-14 du code de l'aviation civile

5) les décisions de délivrance, de refus, de suspension et de retrait de l'agrément de sûreté des exploitants d'aérodromes, prises en application des dispositions de l'article R 213-2-1 du code de l'aviation civile

6) la délivrance des titres d'accès à la zone réservée des aérodromes pour les agents de l'Etat, conformément aux dispositions des articles R 213-3-2 et suivants du code de l'aviation civile

7) les décisions de validation des acquis, d'octroi, de retrait, ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie, prises en application de l'article D 213-1-6 du code de l'aviation civile

8) les documents relatifs au contrôle du respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service, ainsi que ceux relatifs au contrôle du respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la prévention et de la lutte contre le péril animalier par les exploitants d'aérodromes, en application de l'article D 213-1-10, D 213-1-12 et D 213-1-23 du code de l'aviation civile

9) les documents relatifs à l'organisation de l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes, conformément à l'arrêté du 18 janvier 2007 susvisé

10) les dérogations aux hauteurs minimales de vol imposées par la réglementation en dehors du survol des villes et autres agglomérations ou des rassemblements de personnes ou d'animaux en plein air ou le survol de certaines installations ou établissements, prises en application des dispositions du règlement de la circulation aérienne

11) les autorisations, dans les zones grevées de servitudes aéronautiques, d'installations et équipements concourant à la sécurité de la navigation aérienne et du transport aérien public, ainsi que d'installations nécessaires à la conduite des travaux pour une durée limitée, prises en application des articles D 242-8 et D 242-9 du code de l'aviation civile

12) les documents de saisine de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) des demandes d'avis concernant l'exploitation de fichiers informatisés.

Article 2 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Lucette LASSERRE, délégation est consentie aux agents placés sous son autorité dans les limites de leurs attributions, à l'effet de signer les actes ou décisions prévues à l'article 1er :

- Mme Geneviève MOLINIER, Ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, pour les § 1 à 12 inclus ;
- M. Stéphane CORCOS, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, pour les § 1 à 12 inclus ;
- M. Jean-Claude CAYE, Ingénieur principal des études et de l'exploitation de l'aviation civile, pour les § 1 à 12 inclus ;
- M. Régis LOURME, Ingénieur principal des études et de l'exploitation de l'aviation civile, pour les § 1, 2, 3, 5, 6, 10 et 11 ;
- M. Maxime LECLERE, Ingénieur des mines, pour les § 1 à 12 inclus ;
- M. Bruno COMMARMOND, Ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile, pour les § 5 et 6 ;
- Mme Isabelle RAULET, Assistante d'administration de l'aviation civile, pour les § 5 et 6 ;
- Mme Flore GERMACK, Technicienne supérieure des études et de l'exploitation de l'aviation civile, pour les § 5 et 6 ;
- M. Ludovic AHADJI, Technicien supérieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile, pour les § 5 et 6 ;

-
- M. Michel CORBIERE, Ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile, pour le § 1;
 - M. Didier VILLARET, Ingénieur des travaux publics de l'Etat, pour les § 2, 3, 7, 8 et 9 ;
 - M. Michel EL MAARI, Attaché principal d'administration de l'aviation civile, pour les § 2, 4 et 11 ;
 - M. Eric FAVAREL, Technicien supérieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile, pour les § 2 et 11 ;
 - M. Philippe GRANIER, Assistant d'administration de l'aviation civile, pour le § 4 ;
 - M. Franck BOUNIOL, Technicien supérieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile, pour les § 1 et 10 ;
 - M. Daniel COPY, Technicien supérieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile, pour le § 3
 - M. Jean-Claude GOUHOT, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, pour le § 6.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, et la directrice de la sécurité de l'aviation civile Nord sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral n° 2015-85-43 INT en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. André BOUVET, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale du Nord / Pas-de-Calais

Article 1er – Délégation de signature est donnée à M. André BOUVET, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale du Nord / Pas-de-Calais, à l'effet de signer, en ce qui concerne le département du Pas-de-Calais :

les états de recouvrement et les titres de réduction relatifs au recouvrement des créances alimentaires par les caisses d'allocations familiales en application de la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 modifiée.

Article 2 – En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. André BOUVET, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale du Nord / Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale du Nord / Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Matthieu DEWAS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes publiques

ARTICLE 1er : Délégation est donnée à M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, à l'effet de décider, par la validation des expressions de besoins, de l'utilisation des crédits imputés sur les programmes suivants :

Mission "Ecologie, développement et aménagement durables"

programme n° 113 "Paysages, eau et biodiversité"
programme n° 181 "Prévention des risques"
programme n° 203 "Infrastructures et services de transports"
programme n° 205 "Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture"
programme n° 207 "Sécurité et éducation routière" et imputés sur le centre financier 0207-NORP-TO62 (à l'exclusion des crédits de l'action 3 réservés au fonctionnement des commissions médicales qui relèvent du centre financier 0207-NORP-PR62)
programme n° 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer"

Mission "Egalité des territoires, logement et ville"

programme n° 135 "Urbanisme, territoire et amélioration de l'habitat"

Mission "Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales"

programme n° 149 "Forêt"
programme n° 154 "Economie du développement durable, de l'agriculture et des territoires"
programme n° 206 "Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation"
programme n° 215 "Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture »

Mission "Direction de l'action du gouvernement"

programme n° 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées"
action 01 pour le fonctionnement courant de la DDTM et imputés sur le centre financier 0333-DR59-DT62
action 02 pour l'enveloppe qui lui est réservée sur le centre financier 0333-DR59-DP62

Mission "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat"

programme n° 723 "Contribution aux dépenses immobilières"
au titre des centres financiers 0723-CAGR-DT62 et 0723-CEED-DT62

pour l'enveloppe qui lui est réservée sur le centre financier 0723-DP59-DD62

Mission "Gestion des finances publiques et des ressources humaines"

programme n° 309 "Entretien des bâtiments"

pour l'enveloppe qui lui est réservée sur le centre financier 0309-DR59-DM62

Délégation est également donnée à M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, à l'effet de vérifier et de constater l'exécution du service fait conformément aux engagements juridiques correspondants.

ARTICLE 2 : Délégation est également donnée à M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer, à l'effet de signer tous les actes pour les affaires relevant du Fonds Barnier.

ARTICLE 3 : Demeurent réservés à ma signature quel qu'en soit le montant :

en cas d'avis préalable défavorable de l'autorité chargée du contrôle financier, le courrier informant cette autorité, des motifs de la décision de ne pas se conformer à l'avis donné
les ordres de réquisition du comptable public
les décisions de passer-outre

ARTICLE 4 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature à ses subordonnés. La signature des agents habilités est accréditée auprès du directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront adressées au préfet du Pas-de-Calais (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination).

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Jacques PASTEZEUR, directeur départemental de la Protection des Populations du Pas-de-Calais, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes publiques

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Jacques PASTEZEUR, directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais, à l'effet de décider de l'utilisation des crédits imputés sur les programmes suivants :

Mission "Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales"

n° 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation »

n° 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture »

Mission "Economie"

134 : Développement des entreprises et de l'emploi

Mission "Ecologie, développement et aménagement durables"

n° 181 « Prévention des risques »

Mission "Gestion des finances publiques et des ressources humaines"

n° 309 "Entretien des bâtiments de l'Etat"

Mission "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat"

n° 723 "Contribution aux dépenses immobilières"

Mission "Direction de l'action du gouvernement"

n° 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées"

action 1 pour leur fonctionnement courant

action 2 pour l'enveloppe qui leur est réservée

Délégation est également donnée à M. Jacques PASTEZEUR, directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais, à l'effet de vérifier et de constater l'exécution du service fait pour les engagements juridiques correspondants.

ARTICLE 2 : Demeurent réservés à la signature du Préfet quel qu'en soit le montant :

- les décisions de ne pas se conformer à l'avis défavorable de l'autorité chargée du contrôle financier, lorsqu'un tel avis est préalablement requis,
- les décisions de passer outre,
- les ordres de réquisition du comptable public.

ARTICLE 3 : Délégation est également donnée à M. Jacques PASTEZEUR, directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais, pour opposer la prescription quadriennale aux titulaires de créances sur l'Etat ainsi que pour relever de la prescription ces mêmes créanciers sous réserve d'avis conforme du comptable assignataire et dans la limite des seuils fixés.
En cas d'avis non conforme du comptable, le préfet reste seul compétent.

ARTICLE 4 : Délégation est également donnée à M. Jacques PASTEZEUR, directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais, pour signer tous les actes nécessaires à la passation des marchés de l'Etat dans le cadre des budgets opérationnels de programme découlant de ses missions. Pour les cas d'absence ou d'empêchement et en application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, il peut subdéléguer sa signature à ses subordonnés.
Sa signature est accréditée auprès du comptable public.

ARTICLE 5 : M. Jacques PASTEZEUR, directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais, peut sous sa responsabilité, en tant que responsable d'unités opérationnelles, subdéléguer sa signature à ses collaborateurs, à l'effet de signer toutes les décisions concernant les matières énumérées aux articles 1, 3 et 4.
Il définira à cet effet, par arrêté pris en mon nom, la liste de ses collaborateurs habilités à signer les actes, à sa place.
La signature des agents habilités est accréditée auprès du comptable public.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront adressées au préfet du Pas-de-Calais (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination).

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Serge SZARZYNSKI, Directeur départemental de la cohésion sociale du Pas-de-Calais, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et recettes publiques

Article 1 : Délégation est donnée à M. Serge SZARZYNSKI, directeur départemental de la cohésion sociale, à l'effet de décider de l'engagement des crédits, de la liquidation et de l'établissement des ordres à payer et de l'émission des titres de perception au titre des programmes et centres financiers suivants :

Mission "Solidarité, Insertion et Egalité des chances"

programme n° 106 "Action en faveur des familles vulnérables" et imputés sur le centre financier 0106-D059-DD62

programme n° 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative" et imputés sur le centre financier 0124-D059-DD62

programme n° 157 "Handicap et dépendance" et imputés sur le centre financier 0157-D059-DD62

programme n° 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables" et imputés sur le centre financier 0177-D059-DD62

programme n° 304 "Lutte contre la pauvreté" et imputés sur le centre financier 0304-D059-DD62

Mission "Immigration, Asile et Intégration"

programme n° 303 « Immigration et Asile » et imputés sur le centre financier 0303-DR59-DP62

Mission "Sport, Jeunesse et Vie Associative" :

programme n° 163 "Jeunesse et Vie Associative" et imputés sur le centre financier 0163-D059-DD62

Mission santé

programme n° 183 "Protection Maladie" et imputés sur le centre financier 0183-CAME-DD62

Mission "Gestion des finances publiques et des ressources humaines"

programme n° 309 "Entretien des bâtiments de l'Etat" pour l'enveloppe qui lui est réservée sur le centre financier 309-DR59-DM62

Mission Direction de l'action du gouvernement

programme n° 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées"

action 1 pour le fonctionnement courant de la DDCS et imputés sur le centre financier 0333-DR59-DZ62

action 2 pour l'enveloppe qui lui est réservée sur le centre financier 0333-DR59-DP62

Mission "Ville et Logement"

programme n° 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"

action 5 "commission de médiation pour le droit au logement"

et imputés sur le centre financier 0135-NORP-S062

Délégation est également donnée à M. Serge SZARZYNSKI, directeur départemental de la cohésion sociale, à l'effet de vérifier et de constater l'exécution du service fait conformément aux engagements juridiques correspondants.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Serge SZARZYNSKI, directeur départemental de la cohésion sociale, pour signer tous les actes nécessaires à la passation des marchés dans le cadre des budgets opérationnels de programme découlant de ses missions. En cas d'absence ou d'empêchement et en application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, il peut subdéléguer sa signature à ses subordonnés. La signature des agents habilités est accréditée auprès du directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais.

Article 3 : Sont toutefois exclus de la présente délégation de signature :

en cas d'avis préalable défavorable de l'autorité chargée du contrôle financier, le courrier informant cette autorité, des motifs de la décision de ne pas se conformer à l'avis donné
les ordres de réquisition du comptable public
les décisions de passer outre.

Article 4 : En tant que responsable d'unités opérationnelles, et en application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Serge SZARZYNSKI, directeur départemental de la cohésion sociale, peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à ses subordonnés. La signature des agents habilités est accréditée auprès du directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront adressées au préfet du Pas-de-Calais (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination).

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la cohésion sociale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. François ANGELINI, Directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes publiques

Article 1er - Délégation est donnée à M. François ANGELINI, directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais, à l'effet de :

décider, par la validation des expressions de besoin correspondantes, de l'utilisation des crédits mis à sa disposition sur le programme suivant :

Mission "Sécurité"

programme n° 176 "Police nationale"

vérifier et constater l'exécution du service fait conformément aux engagements juridiques correspondants

décider des ordres à payer au comptable.

Article 2 – Délégation est donnée à M. François ANGELINI, directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais, à l'effet de signer tous les actes relatifs aux marchés passés selon une procédure adaptée visée à l'article 28 du code des marchés publics et imputés sur le programme n° 176 : « police nationale ».

Article 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. François ANGELINI, directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais, peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à ses subordonnés. La signature des agents habilités est accréditée auprès du directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront adressées au préfet du Pas-de-Calais ((Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination).

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète, directrice de cabinet et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à Mme Andrée AMMIRATI, administratrice générale des finances publiques, Directrice du pôle pilotage et ressources, en matière d'ordonnancement secondaire

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Andrée AMMIRATI, administratrice générale des finances publiques, directrice du pôle pilotage et ressources à la direction départementale des finances publiques du Pas-de-Calais, à l'effet de :

► signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tout document, acte, décision, contrat, conclusion, mémoire et, d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par l'ordonnancement de dépenses ou de recettes se rapportant au fonctionnement ou à l'équipement de la direction départementale des finances publiques du Pas-de-Calais, ainsi que l'ordonnancement de toute recette se rapportant aux attributions et activités de la direction départementale des finances publiques du Pas-de-Calais,

► recevoir et décider de l'utilisation des crédits mis à sa disposition sur :

le programme n° 156 « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » pour l'UO départementale du Pas-de-Calais 0156-DL62-D062

le programme n° 218 « Conduite et pilotage des politiques économique et financière » pour la dotation qui lui est réservée sur l'UO régionale 0218-CDRH-DR59

le programme n° 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » pour l'UO départementale du Pas-de-Calais 0309-CFIB-DL62 et la dotation qui lui est réservée sur l'UO départementale du BOP « Entretien régional » 0309-DR59-DM62

le compte d'affectation spéciale n° 723 « Contribution aux dépenses immobilières » pour les UO départementales des BOP :

« Biens non affectés » 0723-CBNA-DL62

« France Domaine » 0723-CFDO-DL62

« Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'Etat » 0723-CFIB-DL62

► procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3 et 5 des programmes précités,

► vérifier et constater l'exécution du service fait conformément aux engagements juridiques correspondants.

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses, ainsi que sur l'émission et la signature des titres de recettes.

Article 2 : Demeurent réservés à la signature du Préfet du Pas-de-Calais :

les ordres de réquisitions du comptable public,

les décisions de passer outre aux refus de visas et aux avis défavorables de l'autorité chargée du contrôle financier en matière d'engagement des dépenses.

Article 3 : Mme Andrée AMMIRATI, administratrice générale des finances publiques, directrice du pôle pilotage et ressources à la DDFIP du Pas-de-Calais peut, en tant que de besoin et sous sa responsabilité, donner délégation de signature aux agents placés sous son autorité dans les conditions prévues par l'article 44 du décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront adressées au préfet du Pas-de-Calais (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination).

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture et le directeur départemental des finances publiques du Pas-de-Calais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Matthieu DEWAS, Directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, et à M. Stéphane COUDERT, Directeur du centre d'études techniques de l'équipement Nord Picardie, en matière d'ingénierie publique

Article 1 : Délégation est donnée à M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, à l'effet de :

signer au nom de l'Etat les décisions, devis, propositions d'offre ou de candidature afférents à des prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur ou égal à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée,

signer au nom de l'Etat les décisions, devis, propositions d'offre ou de candidature afférents à des prestations d'ingénierie publique d'un montant strictement supérieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée sous réserve des dispositions indiquées à l'article 3 du présent arrêté,

signer les marchés de prestations d'ingénierie publique et toutes pièces afférentes quel que soit leur montant.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Stéphane COUDERT, Directeur du Centre d'Études Techniques de l'Équipement Nord Picardie, à l'effet de :

signer au nom de l'Etat les décisions, devis, propositions d'offre ou de candidature afférents à des prestations d'ingénierie publique émanant de son service d'un montant inférieur ou égal à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée,

signer au nom de l'Etat les décisions, devis, propositions d'offre ou de candidature afférents à des prestations d'ingénierie publique émanant de son service d'un montant strictement supérieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée sous réserve des dispositions indiquées à l'article 3 du présent arrêté,

signer les marchés de prestations d'ingénierie publique émanant de son service et toutes pièces afférentes quel que soit leur montant.

Article 3 : Les délégations données aux chefs de services à l'effet de signer au nom de l'Etat les décisions, devis, propositions d'offre ou de candidature afférents à des prestations d'ingénierie publique d'un montant supérieur à 90 000 euros sont subordonnées à un accord préalable de M. le Préfet. Sans réponse des services de la Préfecture dans un délai de trois jours calendaires, cet accord est réputé tacite.

Article 4 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Matthieu DEWAS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, et M. Stéphane COUDERT, Directeur du Centre d'Études Techniques de l'Équipement Nord-Picardie, peuvent subdéléguer leur signature aux agents placés sous leur autorité.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront adressées au préfet du Pas-de-Calais (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination).

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais et le Directeur du Centre d'Études Techniques de l'Équipement Nord Picardie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'État dans le département
Anne LAUBIES

-
- Arrêté préfectoral en date du 9 février 2015 accordant délégation de signature à M. Matthieu DEWAS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais au nom du pouvoir adjudicateur

ARTICLE 1er : Délégation est donnée à M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, à l'effet de signer au nom du pouvoir adjudicateur tous les marchés de l'État et tous les actes dévolus à la personne en charge de la passation et de l'exécution des marchés par le code des marchés publics et les cahiers des clauses administratives générales ainsi que les arrêtés désignant les membres des commissions d'appel d'offres :

pour les affaires relevant des ministères :

de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
de la décentralisation et de la fonction publique
du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité
des finances et des comptes publics
de l'intérieur
services du Premier Ministre

dans le cadre des opérations pour lesquelles la compétence d'ordonnateur secondaire lui a été déléguée.

ARTICLE 2 : Délégation est également donnée à M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, à l'effet de signer tous les actes nécessaires à la passation des marchés pour les affaires relevant du Fonds Barnier.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée à M. Michel LEBLANC, chef du Service Maîtrise d'Ouvrage de la D.R.E.A.L. Nord/Pas-de-Calais, à l'effet de signer tous les actes dévolus à la personne en charge de l'exécution des marchés relevant des opérations d'investissement routier dépendants de l'unité opérationnelle du Pas-de-Calais :

Mission "Ecologie, développement et aménagement durables"

programme n° 203 "Infrastructures et services de transports"
action n° 1 "Développement des infrastructures routières"

ARTICLE 4 : Après commande expresse du Préfet visant à la mise en oeuvre de la procédure de travaux d'office, délégation est donnée à M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, à l'effet de signer au nom du pouvoir adjudicateur les marchés et actes attenants à l'exécution de cette dernière, telle que prévue aux articles L 1331-24, L 1331-26-1, L 1331-28, L 1331-28.1, L 1331-28.2, L 1331-29 du code de la santé publique.

ARTICLE 5 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Matthieu DEWAS, directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Une copie de cette décision ainsi que les modifications ultérieures qui lui seraient apportées seront adressées au préfet du Pas-de-Calais (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination).

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'État dans le département
Anne LAUBIES